

RUPTURE DE STOCKS DES MÉDICAMENTS L'association des distributeurs se défend

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 3



Tebboune préside une réunion du Haut-Conseil de sécurité

P. 2



Le MDN dément une participation de l'ANP à des missions du G5 Sahel

P. 3

CORRUPTION Le procès d'«El boucher» reporté

P. 4

AFFAIRE «GB PHARMA» Les peines contre Ouyahia et Sellal confirmées

P. 4



Contre la crise de la faim
causée par la Covid

PAR GORDON
BROWN¹
ET MARK
LOWCOCK²

1- Ex-Premier ministre du Royaume-Uni
2- Secrétaire général adjoint des Nations
Unies aux affaires humanitaires

Le Bitcoin de Schrödinger

PAR WILLEM
H. BUITER

Professeur intervenant en Affaires
internationales et publiques
à l'Université de Columbia

Selon des analystes politiques La dissolution de l'APN, une «décision judiciaire»



El-Houari Dilmî

Experts, analystes politiques et autres observateurs de la scène politique sont d'avis que la dissolution de l'Assemblée populaire nationale, décidée par le président de la République, est une «bonne chose» pour le pays.

«Tout le monde sait dans quelles conditions l'Assemblée populaire nationale dissoute a été élue et comment l'argent sale est rentré en ligne de cause», a indiqué hier dimanche, Mustapha Hedam, analyste politique, sur les ondes de la Radio nationale. Estimant que l'Algérie «a d'abord besoin d'institutions vertueuses et légitimes», Mustapha Hedam a également déclaré que «le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a été fidèle à ses engagements de campagne, d'abord par la mise en place d'une nouvelle constitution puis la dissolution de l'Assemblée Populaire Nationale», a-t-il souligné. Selon l'analyste politique, le Président Tebboune «a déjà commencé à œuvrer dans cette optique, et ce, en ouvrant la porte du débat avec l'ensemble de la composante de la classe politique, qui est nécessaire pour la refondation des institutions de notre pays», a-t-il indiqué, ajoutant que «quand on parle de retour de la légitimité, cela veut dire l'adhésion du peuple à une démarche et c'est ce que notre président fait actuellement », a-t-il estimé. Au sujet du remaniement ministériel, annoncé par le Président de la République, l'invité de la Radio a tenu à souligner que «cela ne changera pas grand chose; ce n'est pas parce que vous changez de ministres, au sein de départements ministériels, que d'une minute à l'autre, la situation s'améliorera », a-t-il dit. L'analyste politique a également jugé que la décision de remanier l'équipe gouvernementale a été «prise par le Président de Tebboune suite aux nombreuses bourdes, commises par des ministres, dans la gestion de la crise sanitaire», a-t-il affirmé. «Un gouvernement qui ne réagit pas, qui n'est pas réactif et qui est incapable d'imaginer ne peut pas gouverner », a-t-il encore estimé, ajoutant qu'il «nous manque cette capacité de mener une démarche prospective afin de mener les décisions à leurs fins», a-t-il dit. Pour sa part, le Pr Mohand Berkouk, politologue et expert des questions géopolitiques, a estimé que la décision de dissoudre la chambre basse du Parlement, prise par le président Tebboune, est une «décision judiciaire, allant dans le sens d'une restructuration du système politique dans son ensemble, et un changement réel permettant l'émergence d'un pouvoir législatif crédible et capable d'assurer sa

mission de contrôle du travail de l'exécutif». Intervenant sur les ondes de la Chaîne 1 de la Radio nationale, l'expert des questions géopolitiques, a encore estimé que «le pouvoir législatif est l'émanation réelle de la volonté populaire et la participation du citoyen à la vie politique, et l'expression effective d'institutions capables d'assumer ses missions de contrôle du pouvoir exécutif», a-t-il souligné. «Le scrutin législatif de 2017 a été marqué par nombre d'insuffisances et de dépassements, ce qui lui a fait perdre en crédibilité», a encore indiqué Mohand Berkouk, rappelant, à ce titre, que la «dissolution de l'APN est venue pour refonder l'architecture du système politique en droite ligne de la nouvelle Constitution qui a mis en place une nouvelle articulation des rôles des différentes institutions politiques, compris l'Assemblée populaire nationale», a-t-il souligné. Rebondissant sur le dernier discours du chef de l'Etat, le politologue a estimé que son intervention à l'adresse de la Nation renfermait «des signes probants pour une refondation globale du système politique et la relance de l'économie nationale sur la base de trois valeurs essentielles, à savoir la valeur de la solidarité, celle de la citoyenneté considéré comme l'essence même du pouvoir, et enfin la valeur de la stabilité pérenne grâce à une vraie synergie des différentes forces vives du pays et une meilleure harmonie sociale». «Le président travaille actuellement à redonner une crédibilité au système politique en renouvelant les bases du travail politique, avec les retombées positives attendues comme un rééquilibrage entre les différents pouvoirs, et une réactivation du rôle du citoyen dans son pouvoir de choisir celui qui le représente via des élections libres et transparentes seul moyen de permettre l'érection d'une institution législative efficiente», a-t-il déclaré. Au sujet de la position de l'Algérie sur le dossier libyen, Mohand Berkouk, a estimé que l'Algérie a une «politique claire à l'égard de cette question», ajoutant que «seule une solution pacifique avec l'émergence d'institutions élues est susceptible de résoudre le problème», a-t-il indiqué, de même que le dossier malien au sujet duquel il a estimé que «seul un retour à la stabilité dans ce pays sur la base d'une nouvelle plate-forme politique était à même de trouver une solution consensuelle». L'expert des questions géopolitiques a, enfin indiqué, que «fidèle à sa position constante et immuable, l'Algérie défend et défendra toujours le droit du peuple sahraoui à décider de son destin par l'organisation d'un référendum d'autodétermination».

Tebboune préside une réunion du Haut Conseil de Sécurité

Le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, dimanche, une réunion périodique du Haut Conseil de Sécurité consacrée à l'évaluation de la situation générale du pays, indique un communiqué de la Présidence de la République. «Le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense

nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, dimanche 21 février 2021, une réunion périodique du Haut Conseil de Sécurité consacrée à l'évaluation de la situation générale du pays sur les plans sécuritaire, politique et économique», lit-on dans le communiqué. «Après avoir écouté les interventions des membres du Haut Conseil de Sécurité sur les questions inscrites à l'ordre du jour, le président de la République

a donné ses instructions aux responsables, chacun dans son domaine de compétence», ajoute la même source. «Aussi, le Président Tebboune a salué les efforts consentis pour la préservation de la stabilité générale du pays, notamment ce qui a trait à la lutte contre le nouveau coronavirus (COVID-19) et le lancement réussi de l'opération de vaccination anti-Covid», conclut le communiqué.

Le président signe le décret portant dissolution de l'APN

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, a

signé le décret présidentiel portant dissolution de l'Assemblée populaire nationale (APN). Dans un discours à la Nation, jeudi dernier, le

président Tebboune avait annoncé la dissolution de la Chambre basse du Parlement et l'organisation d'élections législatives anticipées.

ANALYSE

Abdelkrim Zerkouri

Une réforme à la hussarde ?

Célérité dans le traitement des dossiers de crédit, grand intérêt

accordé à l'accueil des clients, en organisant, notamment, des espaces dédiés pour le confort, conseil personnalisé et amélioration de la communication et l'information, les banques algériennes se préparent, désormais, à s'aligner rapidement sur les standards internationaux. Dans le souci de dynamiser l'économie à travers l'amélioration qualitative de la fonction financement de l'investissement, le traitement des dossiers de crédit par des structures et des personnels adhérent à une logique de performance et de productivité, ne devrait pas prendre plus d'un mois, à compter de l'introduction de la demande. Que de bonnes nouvelles qui arriveraient des banques ? Malheureusement, non. Car, les initiatives ne sont en rien gages d'un brusque réveil des banques. Il ne s'agit, pour le moment, que d'instructions du ministre des Finances à l'endroit des présidents directeurs généraux des banques publiques, appelés à dépoussiérer leurs comptes. Une réforme à la hussarde ? Peut-être que la manière employée ne sied pas à une réforme en bonne et due forme des banques, mais l'urgence recommanderait d'user de tous les moyens ascendants pour stimuler, dans l'immédiat, le financement des projets, qui passe par un engagement professionnel et consciencieux des banques. Pourrait-on dès lors s'attendre à ce que les banques se transforment rapidement en véritables établissements financiers, au service du dévelop-

pement économique ? En tout cas, pour arriver à ce stade de l'intervention du ministre de tutelle pour écourter les délais d'étude des dossiers de crédit et aller jusqu'à exiger un comportement correct digne des banquiers, vis-à-vis de la clientèle, il faut croire que la situation ne prête guère à l'optimisme. La règle essentielle, si on veut arriver à un système bancaire performant, c'est d'éviter la gestion des banques par des notes et circulaires émanant, d'une manière ordonnée ou non, des différentes institutions de l'Etat.

Parce que les instructions et les ordres sont à l'origine de la dégradation de l'environnement bancaire, ouvrant en cela la voie à tous les dépassements quand les responsables des institutions étatiques sont, eux-mêmes, animés de mauvaises intentions. L'Algérie a vécu cette situation scandaleuse avec l'ancien système politique où les banques, régies avec les ordres venus d'en haut, se sont transformées en pures cagnottes privées. L'Etat devrait, ainsi, entre autres dispositions assez longues à énumérer, faire la distinction entre le Trésor public et les banques, où ses actions devraient être clairement définies à travers la nomination des membres des conseils d'administration des banques, qui auraient à tracer des objectifs et faire obligation de résultat aux responsables par le biais de contrats de performances, en laissant les compétences managériales fixer les règles de gestion qui devraient signer leur succès ou leur échec.

Dissolution de l'APN L'espoir d'un lendemain meilleur

Ali Chabana

La décision prise par le président de la République de dissoudre le parlement, entre dans l'agenda du chef de l'Etat, qui a promis de procéder à de nombreuses réformes politiques et institutionnelles prévues et souhaitées par la présidence. Donc la dissolution de l'institution législative et l'appel à des élections législatives anticipées ont été différemment appréciées par les politiques, mais aussi par les citoyens. Ces derniers se disent directement concernés par l'initiative présidentielle, tant que celle-ci vise à apporter du sang neuf, aux instances élues, une des revendications du Hirak, le départ d'une assemblée reliquat de l'ancien pouvoir. Une APN décriée pour les conditions dans lesquelles elle avait été choisie. Certains voient dans la dissolution un éventuel nouveau départ, d'une Algérie en proie à des doutes sur son avenir, ses choix et ses orientations. Après près de soixante ans d'indépendance, l'Algé-

rie amorce un virage crucial, dans l'édification d'un Etat de droit, d'une gouvernance limpide et performante. C'est le souhait de toute une population qui aspire que le pays soit doté d'organes politiques représentatifs. Des gens approchés sont dans l'ensemble unanimes, quand il s'agit de construire un Etat fort, dans ses institutions et dans ses pratiques politiques. Les réformes qui se dessinent ne doivent pas se limiter au haut de l'édifice de la pyramide institutionnelle, les citoyens espèrent que la vague du changement pour une Algérie nouvelle touchera également la base du piédestal politico-institutionnel. Ces mêmes citoyens revendiquent leur droit de désigner les hommes et femmes qui auront à les représenter. Très déçus des précédentes mandatures, d'un parlement où sont parachutés des élus, triés selon les intérêts de milieux d'affairistes sans vergogne. Des députés et des sénateurs qui n'ont jamais été au niveau de leurs missions, affirment certaines voix. L'ouverture du parlement

organe du pouvoir législatif, devant de nouvelles compétences et aptitudes, à même de redonner la confiance exigée, pour que la scène politique nationale retrouve sa quiétude et sa plénitude. Il est de notoriété publique que le parlement jouera pleinement son rôle de contrôle de l'action du gouvernement et faire soulever à celui-ci les préoccupations de la population. La majorité dite silencieuse croit à son implication dans les efforts du changement prônés par le président de la République si toutefois, les conditions d'un véritable changement seront réunies. La mutation du système politique passe inévitablement par le retour aux valeurs fondamentales d'un Etat algérien construit autour d'un consensus démocratique, la coexistence des opinions, l'ouverture et l'acceptation de l'autre. Autrement dit, une Algérie qui s'élève au dessus des brouilles idéologiques et partisans, une Algérie bien ancrée à son passé, postulant à un lendemain de prospérité et de reconnaissance envers ses enfants.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp. : Oran : imprimerie
«Le Quotidien d'Oran»
Alger : imprimerie «Le Quotidien d'Oran»
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél.: 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

Rupture de stocks des médicaments L'association des distributeurs se défend

L'Association algérienne des distributeurs pharmaceutiques (ADPHA) est montée au créneau, pour dénoncer ce qu'elle a qualifié de « campagne de presse sans précédent », visant la corporation qu'elle représente.

El-Houari Dilmi

En effet, via un communiqué rendu public hier dimanche, l'association algérienne des distributeurs pharmaceutiques, se dit la cible d'une « campagne de presse sans précédent » de la part du syndicat national des pharmaciens d'officine (SNAPO), qui pointe du doigt les distributeurs comme étant les responsables du phénomène de ruptures de stocks des médicaments. Or, souligne le communiqué de l'ADPHA, il s'agit « problème complexe qui trouve fondamentalement sa source dans un certain nombre de faiblesses systémiques, qui ne peuvent être surmontées instantanément et nécessitent la mise en place d'outils adéquats ». L'association algérienne des distributeurs pharmaceutiques rappelle que « les acteurs de la chaîne du médicament, qu'ils soient distributeurs ou pharmaciens, sont soumis aux mêmes contraintes et aux mêmes règles et visent le même objectif, celui de fournir un service de qualité aux patients » lit-on dans le communiqué de l'ADPHA, ajoutant que « l'un ou l'autre de ces maillons en vient à être affaibli, et ce sont les performances de l'ensemble de la chaîne du médicament qui seront nécessairement amoindries ».

« Les ruptures, c'est bien connu, n'ont pas pour origine une quelconque pratique malsaine des distributeurs, elles tiennent à des problèmes inhérents au mode de régulation », écrit noir sur blanc l'ADPHA dans son communiqué transmis à notre rédaction. Pour cette association, « ces problèmes se sont toujours rapportés aux retards des autorisations de programmes d'importation, aux limites du système d'enregistrement, à la gestion des interdictions d'importation, et à l'absence d'un système d'information; des problèmes en amont qui dérèglent la distribution et non l'inverse », estime l'ADPHA, soulignant que « le SNAPO se trompe de cible en s'attaquant aux distributeurs ». L'ADPHA met également en avant l'argument selon lequel « le nouveau ministère de l'Industrie pharmaceutique commence tout juste à mettre en œuvre un programme d'actions plutôt ambitieux », estime-t-elle, ajoutant qu'une « réorganisation en profondeur est engagée », nécessitant selon elle, « de faire preuve de patience et de compré-

hension, pour un phénomène persistant depuis plusieurs années et ainsi pouvoir apprécier dans la durée, ce qui en résultera concrètement sur le terrain ». « Tout responsable au niveau de la filière pharmaceutique nationale devrait garder à l'esprit la période exceptionnellement perturbée que traverse l'Algérie, autant du fait de la crise économique sévère qui a considérablement réduit les capacités financières de notre pays, que du contexte pandémique dont les turbulences affectent toute la chaîne mondiale de l'approvisionnement et du transport de nos matières premières et autres intrants pharmaceutiques », souligne encore l'association des distributeurs pharmaceutiques, non sans rappeler que « dans un tel contexte où mêmes les pays développés doivent faire face à des ruptures inédites, il n'est pas surprenant que des perturbations apparaissent dans notre pays ». « Les acteurs principaux du secteur, à l'image du SNAPO, devraient s'en tenir à un minimum de réserve et ne devraient pas amplifier ou susciter les inquiétudes qui s'expriment au niveau de la population », écrit encore l'ADPHA dans son communiqué, soulignant qu'« il y a plusieurs solutions plus apaisantes et moins contestables de dénoncer le phénomène des ruptures », et que « le moment actuel est vraiment mal choisi pour jeter de l'huile sur le feu, sachant le poids et l'ampleur de la crise sanitaire à laquelle l'Algérie doit faire face ».

« Bien entendu, le SNAPO joue son rôle quand il dénonce les ventes concomitantes et autres pratiques commerciales illicites pratiquées par certains distributeurs peu scrupuleux », reconnaît l'ADPHA, qui invite le syndicat des pharmaciens à « inciter ses membres à aller au bout de leur démarche, en déposant des plaintes en bonne et due forme et à traduire en justice les distributeurs concernés, à titre individuel, au lieu de s'en prendre de manière indiscriminée à toute une corporation ».

« Nous estimons néanmoins que, la sagesse commande, en ces moments difficiles, de faire prévaloir le dialogue et la recherche de solutions constructives, impliquant producteurs, distributeurs et pharmaciens d'officines en concertation étroite avec les autorités publiques compétentes », conclut le communiqué de l'ADPHA.

Le CNOP condamne les appels à la grève du SNAPO

Le Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (CNOP) « condamne fermement » les déclarations, publications et appels à la grève et boycott des commandes par le Syndicat national algérien des pharmaciens d'officine (SNAPO), a indiqué dimanche le président du Conseil, Abdelkrim Touahria dans un communiqué publié par son organisation professionnelle. Le CNOP « condamne sans réserve les agissements et déclarations du SNAPO qui à défaut de propositions constructives pour améliorer la situation de notre profession et la préservation de la santé de nos concitoyens,

s'isole de l'ensemble de la profession et verse dans des polémiques diffamatoires », selon le communiqué.

Il a salué, par la même, « la solidarité, le courage et les efforts consentis par l'ensemble de la corporation pharmaceutique pour faire face à la crise sanitaire liée au covid-19, qui a bousculée les systèmes de santé de la planète entière et à laquelle il continue à faire face », affirme le CNOP dans son communiqué, en réitérant son soutien aux réformes engagées et auxquelles il est associé aux côtés des autres acteurs pour développer le secteur de la pharmacie.

Le MDN dément une participation de l'ANP à des missions du G5 Sahel

Le ministère de la Défense nationale (MDN) a démenti, dimanche dans un communiqué, les allégations concernant la participation de l'Armée nationale populaire (ANP) à des missions militaires en dehors des frontières algériennes sous le chapeau de puissances étrangères dans le cadre du G5 Sahel.

« Certaines parties et porte-voix de la discorde ont relayé via leurs pages et comptes subversifs sur les réseaux sociaux des allégations dénuées de tout fondement, proférant que les actions et les opérations menées par l'institution militaire, au niveau interne et externe, répondent à des agendas et des instructions émanant de parties étrangères, et que l'ANP s'apprête à envoyer des troupes pour participer à des missions militaires en dehors de nos frontières

nationales sous le chapeau de puissances étrangères dans le cadre du G5 Sahel, ce qui est faux et inadmissible. Des intox qui ne peuvent provenir que d'ignares à la solde des services du Makhzen marocain et sionistes », précise le communiqué.

A cet effet, le MDN « dément catégoriquement toutes ces allégations tendancieuses et manœuvres sournoises, à travers lesquelles leurs auteurs croient pouvoir semer le trouble et déstabiliser le pays, et rassure l'opinion publique que l'ANP, digne héritière de l'Armée de libération nationale, n'a jamais été, et ne sera jamais soumise dans ses actions qu'à l'autorité de Monsieur le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, et conformément à ses missions constitutionnelles explicites

et aux lois de la République, dans la défense de la souveraineté, de l'intégrité et de la sécurité nationales », souligne la même source.

Le MDN a rappelé, également, que « la participation de l'Armée nationale populaire en dehors des frontières du pays relève de la décision du peuple algérien, conformément aux dispositions de la Constitution de la République ».

« Ainsi, nous saluons le discernement des citoyens, conscients des conspirations et des complots qui se trament contre l'Algérie, désormais connus de tous, et dans l'intérêt suprême de la Nation, nous les appelons à davantage de vigilance quant aux fake-news colportées qui visent désespérément à nuire à la stabilité de la Nation », ajoute le communiqué.

Goudjil confirmé mercredi au poste de président du Sénat

Le Conseil de la Nation tiendra mercredi une séance plénière consacrée à l'élection pour la confirmation de M. Salah Goudjil, en qualité de Président du conseil, indique un communiqué de cette institution.

La tenue de cette séance a été décidée au cours d'une réunion du Bureau du Conseil élargie aux Présidents des groupes parlementaires et au questeur, présidée par M. Goudjil, président du Conseil de

la Nation par intérim, « conformément aux vœux exprimés par les groupes parlementaires représentés au sein du Conseil de la Nation (Parti du Front de libération nationale, tiers Présidentiel et Rassemblement national démocratique) », précise le communiqué.

Cette réunion a été consacrée, également, à l'examen du rôle nanti du Conseil de la Nation en cette période cruciale de l'histoire du pays qui vit à l'orée de la nou-

velle République dont le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, s'évertue depuis son élection à la magistrature suprême à en jeter les jalons, ce qui contribuera indéniablement à revitaliser la complémentarité de l'action institutionnelle de l'Etat conformément aux orientations du président de la République relatives à la préservation de la stabilité institutionnelle », souligne la même source.



Amine Bouali

Ces minutes où tout peut basculer

Ce jeudi 18 février, en soirée, les ingénieurs de la NASA, qui étaient chargés de faire atterrir la sonde spatiale américaine «Rover Perseverance» sur la planète Mars, afin d'y identifier d'éventuelles formes de vie anciennes, ont poussé un grand 'ouf' de soulagement après avoir vécu «sans encombre» ce qu'ils ont appelé «les sept minutes de terreur», les brefs instants qui ont précédé l'atterrissage de la sonde spatiale sur la planète rouge et qui ont été particulièrement périlleux et surtout parsemés de suspense et d'une relative incertitude. «Sept minutes de terreur» pourquoi donc ? Sept minutes, c'est le temps qu'a mis la sonde spatiale entre son entrée dans l'atmosphère de Mars et le moment où elle se posa sur cette planète. Si on compte environ onze minutes pour qu'un signal envoyé par «Rover Perseverance» depuis le sol de Mars parvienne sur notre bonne vieille terre, les ingénieurs de la NASA n'ont appris, si on peut dire, «qu'après coup» si la sonde spatiale avait effectivement réussi à se poser sur la planète rouge et donc ils ont dû vivre pendant quelques minutes un stress intense, accentué par la part d'inconnu qui a entouré l'ultime étape de leur mission qu'ils ne maîtrisaient pas en totalité. «L'atterrissage d'un astromobile tel que «Perseverance» ne pouvait pas être piloté directement par un être humain et devait s'effectuer de manière automatisée. Il y avait tellement de choses

qui s'enchaînent, des paramètres et un timing tellement précis à prendre en compte, qu'un nombre incroyable de choses pouvaient mal tourner» avaient-ils prévenu.

Sept petites minutes donc, où le hasard ou du moins la chance, se sont invités dans une mission calibrée au cheveu près. Après sept ans de préparation, sept mois de voyage où tout a été millimétré par les scientifiques qui ont travaillé d'arrache-pied, le succès de «Rover Perseverance» a dépendu finalement, en partie, de quelques minuscules minutes où tout pouvait basculer d'un côté ou de l'autre. Le rôle du «hasard» ou de la «chance» dans les victoires de la science a été plusieurs fois mis en évidence par la façon, parfois peu rationnelle, dont de multiples découvertes scientifiques inattendues ont été réalisées. On estime qu'entre 30% et 50% de toutes les découvertes scientifiques ont été «accidentelles» dans un certain sens, même si le grand savant Louis Pasteur affirmait que «le hasard ne favorisait que l'esprit préparé». Concluons, avec votre permission amis lecteurs, cette petite chronique «spatiale» par une note quelque peu «métaphysique» : pour le croyant, ces fameuses «minutes de terreur» que nous venons d'évoquer et qui accompagnent parfois le moment-scientifique, ne relèveraient pas du tout du «hasard», car «le hasard, c'est le nom que Dieu se donne lorsqu'Il veut rester incognito!» (dixit l'écrivain Jean Cocteau).

Le ministère de l'Industrie Pharmaceutique met en garde

Le ministère de l'Industrie Pharmaceutique a appelé dimanche, dans un communiqué, l'ensemble des acteurs concernés à se «démарquer des manipulateurs d'opinion» et des actions visant à fragiliser la disponibilité des médicaments.

« Dans le contexte sanitaire particulier que vit le pays, le ministère de l'Industrie Pharmaceutique appelle l'ensemble des acteurs concernés à se démarquer des manipulateurs d'opinion et des actions visant à fragiliser la disponibilité des produits pour continuer à faire preuve de responsabilité et à s'inscrire dans une démarche constructive au service du citoyen Algérien », selon le communiqué.

Rassurant les citoyens quant aux

«éventuelles ruptures annoncées par certaines parties», le ministère estime que ces dernières «visent à installer un climat d'instabilité et d'inquiétude». Le ministère rappelle, par la même, ses prérogatives relatives à la prise en charge de la régulation des activités pharmaceutiques, fabrication, importation, exploitation, distribution et exportation liées au produit pharmaceutique et au dispositif médical, «dans la concertation la plus totale avec l'ensemble des acteurs de la chaîne du médicament et du corps médical».

La création toute récente de l'Observatoire national sur la disponibilité des produits pharmaceutiques, impliquant toutes les parties même

les prescripteurs et s'appuyant sur une nouvelle plateforme numérique est «l'une des avancées majeures ayant pour objectif le règlement de la problématique des ruptures vécues avec acuité depuis de nombreuses années», a-t-il souligné.

L'observatoire ainsi que la direction de la veille stratégique au sein du ministère travaillent en étroite collaboration afin de palier à cette problématique et répondre au mieux aux besoins de la population, selon le communiqué qui indique que le ministère reste «résolument engagé dans un profond processus de réformes qui, à l'orée de l'Algérie nouvelle, permettra de lui assurer une souveraineté sanitaire et économique».

Corruption

Le procès d'«El boucher» reporté

Le tribunal de Tipasa a décidé, hier, le report du procès de l'homme d'affaires Kamel Chikhi dit «El boucher», accusé dans une affaire de corruption, au 14 mars prochain. Ce 3ème report consécutif, depuis la première audience du 17 janvier dernier, est dû à la grève de la défense, qui fait suite à la grève des avocats du barreau de Blida, depuis jeudi dernier, pour protester contre la mise en détention provisoire d'un avocat. A noter que le conseil de l'ordre des avocats de Blida relevant de l'Union nationale des Ordres des avocats, a annoncé, à l'issue de sa réunion de mercredi soir, sa décision de boycotter l'activité judiciaire, à partir de jeudi, au niveau des cours de justice de Blida, Tipasa, Ain Defla et Chlef, ainsi qu'au niveau

de l'ensemble des tribunaux administratifs et du tribunal militaire Kamel Chikhi, qui avait fait l'objet d'un mandat de dépôt émis à son encontre par le juge d'instruction près le tribunal de Tipasa, le 15 octobre dernier, est poursuivi dans cette affaire, au même titre que trois autres accusés (un notaire et deux employés) pour «octroi d'indus avantages», «réduction d'impôts et de taxes sans autorisation», «abus de fonction» et «obtention d'intérêts de façon illégale». Après leur présentation, le 15 octobre dernier, devant le parquet de Tipasa, le dossier de l'affaire a été transféré au juge d'instruction, qui a ordonné la mise en détention provisoire de Kamel Chikhi et le placement des autres accusés sous contrôle judiciaire.

Cette affaire remonte à 2016, lorsque

l'accusé Kamel Chikhi a signé, chez un notaire agréé de la ville de Tipasa, un contrat de transfert d'une propriété foncière (lui appartenant), sise à Ain Benian (ouest Alger), à une société à responsabilité limitée (promotion immobilière), dont il était associé et gérant.

Il a bénéficié au titre de ce contrat d'une réduction d'impôts, en ne versant qu'un taux de 1% des taxes dues fixées à 5%. Un fait considéré en violation avec la législation en vigueur, ayant requis l'ouverture d'une enquête judiciaire en 2018 et l'engagement de poursuites à son encontre, en application de la loi sur la corruption.

Les enquêtes réalisées dans cette affaire ont fait ressortir que le Trésor public a subi une perte estimée à 15 millions de DA.

Affaire «GB pharma»

Les peines contre Ouyahia et Sellal confirmées

La Cour d'Alger a confirmé hier les jugements rendus en première instance contre les mis en cause impliqués dans l'affaire de «GB pharma» et le financement occulte de la campagne électorale de la présidentielle annulée d'avril 2019, dans laquelle sont poursuivis les deux anciens Premiers ministres, Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, en sus de l'ancien ministre Abdelghani Zaâlane. Fin novembre dernier, le tribunal de Sidi M'hamed (Al-

ger) avait prononcé, dans la même affaire, une peine de 5 ans de prison ferme à l'encontre de Ouyahia et Sellal, et acquitté l'ancien ministre des Transports et des Travaux publics, et directeur de campagne de l'ex-Président, Abdelghani Zaâlane.

Ouyahia et Sellal sont accusés d'octroi de privilèges injustifiés au Groupe Condor et à ses filiales, dont des facilitations pour la réalisation d'une usine de fabrication de médicaments

«GB Pharma» outre l'abus de pouvoir dans la conclusion de marchés avec l'opérateur public de téléphonie mobile «Mobilis».

Les frères Benhamadi sont également poursuivis pour participation au financement de la campagne électorale de l'ex-Président Abdelaziz Bouteflika, à travers un compte bancaire ouvert spécialement pour recueillir les apports financiers de parties sans aucun lien avec l'élection.

Candidats aux examens de fin d'année

Révision des informations d'inscription à partir du 1er mars

Le ministère de l'Education nationale a annoncé, hier, que la période «de vérification des informations personnelles» des candidats aux examens nationaux (session 2021), s'étalera du 1er au 15 mars 2021, a indiqué un communiqué du ministère. Dans le cadre de l'organisation des examens nationaux (session 2021), «le ministère de l'Education nationale informe l'ensemble des candidats scolarisés et libres, que l'opération de vérification des informations pour la confirmation de l'inscription et de l'exactitude des informations personnelles des candidats débutera du

1er au 15 mars 2021", lit-on dans le communiqué. Pour les candidats scolarisés, l'opération d'inscription sera effectuée à travers la plateforme numérique du ministère par les directeurs des établissements et via les sites de l'Office national des examens et concours (ONEC) par les candidats eux-mêmes pour consulter leurs informations, en introduisant le nom d'utilisateur et le code secret de chaque candidat figurant sur l'accusé de réception du dossier d'inscription, précise la même source.

En cas d'erreur dans l'enregistrement de leurs informations, les candidats doi-

vent en notifier le directeur de l'établissement. Les candidats scolarisés peuvent également s'inscrire via l'espace dédié aux parents d'élèves sur la plateforme numérique.

Pour les candidats libres, l'inscription se fera sur les deux sites de l'ONEC consacrés aux examens du baccalauréat et du Brevet d'enseignement moyen (BEM), a ajouté la même source, précisant que les candidats en question doivent notifier la direction de l'Education dont ils relèvent, des corrections nécessaires par écrit avant le 18 mars au plus tard.

Cour d'Alger

Le dossier d'Ali Ghediri renvoyé devant le tribunal criminel

La Chambre d'accusation près la Cour d'Alger a refusé dimanche la demande de libération du prévenu Ali Ghediri, poursuivi pour participation en temps de paix à une entreprise visant à fragiliser le moral de l'Armée nationale populaire (ANP), et renvoyé son dossier devant le Tribunal criminel, a-t-on appris d'une source judiciaire. "La Chambre d'accusation a notifié dimanche à la défense du prévenu sa décision portant refus de sa libération et renvoi de son dossier devant le tribunal criminel", a précisé la même source. Retraité de l'ANP, le Général-major Ali Ghediri est en détention depuis juin 2019 pour "participation en temps de paix à une entreprise visant à fragiliser le moral de l'Armée".

Ainsi, des investigations intensifiées pour connaître l'auteur de l'incendie ont conduit à un berger fréquentant les lieux, qui fut arrêté. Il a été révélé que le motif de l'acte criminel était d'élargir les terres agricoles, a-t-on précisé. Le mis en cause a été traduit devant les autorités judiciaires pour incendie volontaire, a-t-on ajouté.

L'ambassade d'Italie confie la gestion des demandes de visa à VFS Global

R. N.

A partir du 7 mars 2021, la gestion des demandes de visa pour l'Italie se fera au niveau de VFS Global. Selon un communiqué de l'Ambassade d'Italie en Algérie, «suite à la conclusion de la procédure d'appel d'offre lancée en 2019», à partir du «7 mars 2021», le «nouveau partenaire officiel en Algérie pour la gestion de demandes de visa pour l'Italie sera VFS Global». Ainsi, l'ambassade d'Italie «invite tous les intéressés à consulter le site Internet de VFS Global», sur le lien «visa.vfsglobal.com/dza/fr/ita», pour obtenir «toute information concernant les horaires d'ouverture, la localisation des centres, les modalités de prise de rendez-vous et tout autre renseignement nécessaire».

«L'Ambassade d'Italie informe que, selon l'évolution de la situation sanitaire, le nouveau partenariat avec VFS Global prévoit l'ouverture des trois nouveaux centres visa dans les villes de Batna, Ouargla et Saida, au-delà de la confirmation de la présence des centres visas dans les villes où l'Ambassade d'Italie était déjà présente, à savoir Alger, Constantine, Oran, Adrar et Annaba, pour un total de 8 centres visa sur le territoire algérien», lit-on dans le communiqué.

Pour le moment, et compte tenu de la «situation actuel-

le», seuls «les centres d'Alger, Oran et Constantine seront initialement opérationnels déjà à partir du 7 mars 2021», indique l'ambassade d'Italie en Algérie.

Le communiqué rappelle aussi les mesures annoncées précédemment «concernant les types de visas qui peuvent être traités étant donné la situation de crise sanitaire et les restrictions actuellement en vigueur». Il s'agit, poursuit le document, des «demandes de visas nationaux de long séjour (type D)» à savoir les «visa de long séjour» pour «motifs professionnels (travail autonome et subordonné)» et «motifs familiaux (regroupement familial)», et les «visa de retour consulaire (le visa de retour est nécessaire dans le cas où la date de validité du titre de séjour est arrivée à expiration)».

Pour le «visa de long séjour pour motifs d'étude», l'Ambassade d'Italie invite à consulter le lien relatif à aux «études en Italie» publié le 18 février 2012, sur le site internet : (<https://ambalgeri.esteri.it>).

Quant aux «visas Schengen de court séjour (type C)» ils «sont généralement suspendus, sauf pour les exceptions mentionnées dans la recommandation du Conseil de l'Union Européenne concernant la restriction temporaire des déplacements non essentiels vers l'Union européenne», rappelle également le communiqué.

Coronavirus

Don d'équipements de la communauté algérienne établie à l'étranger

Un don constitué de matériels et équipements médicaux destiné aux personnes atteintes de la Covid-19 dans les hôpitaux algériens, offert par les associations «Algériens solidaires» et «Secours islamique de France», a été réceptionné hier à Alger. Ce don offert à l'Association des Oulémas musulmans algériens comprend 6 conteneurs contenant 139 plateformes et 5200 valises (contenant chacune 10 divers équipements médicaux), destiné au profit des personnes atteintes du Coronavirus. Le Comité de secours de l'Association entamera, en coordination avec le ministère de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière et l'association

«Algériens solidaires», la distribution de ce don aux régions et hôpitaux qui enregistrent un manque en équipements médicaux en vue de faire face à la Covid-19.

Le président de l'Association des Oulémas musulmans algériens, Abderrezak Guesoum a salué cette initiative, précisant que ces équipements sont destinés également au corps médical. Il a fait savoir que les trois Associations achemineront ce don mercredi au ministère de la Santé qui prendra en charge sa distribution aux différents établissements hospitaliers «de façon équitable et en fonction du nombre de la population et du taux de la propagation du Coronavirus». Le représentant de l'association «Algériens solidaires», Azzeddine Haddad a indiqué que ce don «est un gage de fidélité» de la communauté nationale établie à l'étranger pour leur pays, mettant en avant le rôle de l'ensemble des partenaires dans cette opération de solidarité en vue de faire face à la pandémie de Covid-19.

De son côté, le président du comité de secours de l'Association des Oulémas musulmans algériens, Amar Talbiou a souligné la qualité de ces équipements «efficaces».

153 nouveaux cas et 3 décès enregistrés

Cent cinquante-trois (153) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 136 guérisons et 3 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé dimanche, à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Les Européens vont sanctionner le Kremlin, concertation avec Washington

Européens et Américains vont se concerter lundi à Bruxelles sur la stratégie face à la Russie et l'UE va pour la première fois actionner son régime mondial de sanctions en matière de droits de l'homme contre le Kremlin, selon plusieurs Etats membres.

Les ministres des Affaires étrangères européens vont riposter à la fin de non recevoir opposée par Moscou à leurs demandes de libérer l'opposant Alexeï Navalny et l'affront infligé à leur émissaire Josep Borrell lors de sa visite à Moscou début février.

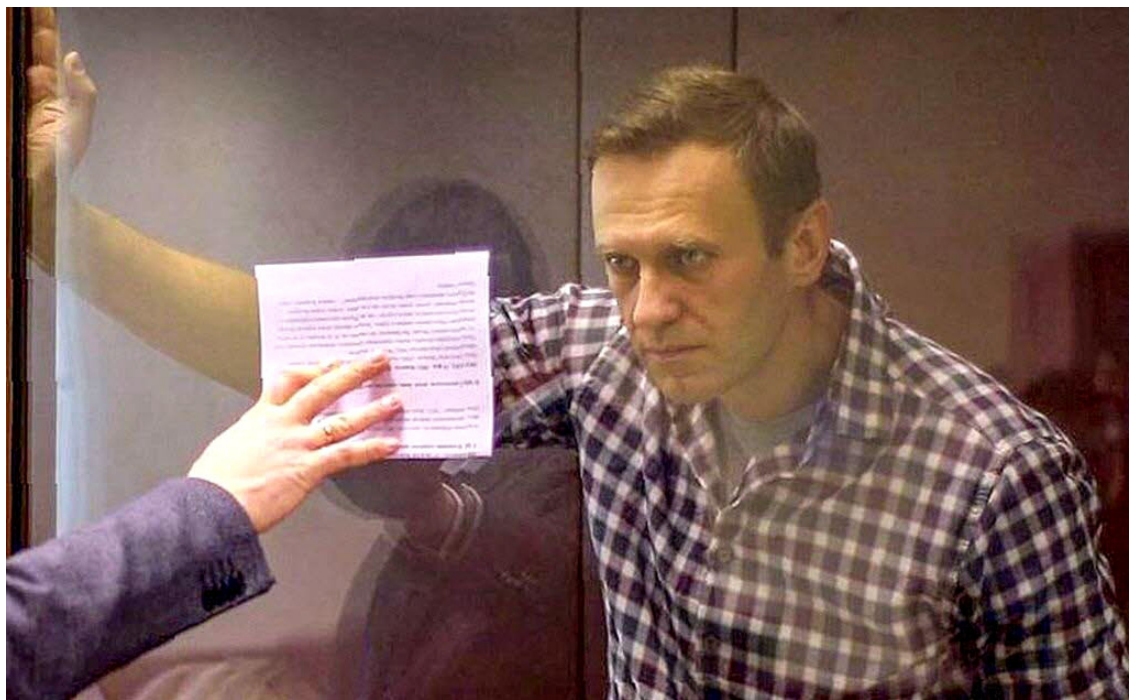
Une visio-conférence permettra au nouveau secrétaire d'Etat américain Antony Blinken de se joindre à leurs réflexions. Le retour des Etats-Unis dans l'accord sur le nucléaire iranien, la réponse au coup d'Etat en Birmanie et la mainmise de la Chine sur Hong Kong seront évoqués au cours de l'entretien, a-t-on indiqué de source européenne.

Les Européens devraient sanctionner les violences en Birmanie où la police a tiré samedi contre les manifestants, à Mandalay (centre), faisant deux morts. Le fait que le secrétaire d'Etat américain ait accepté de participer à cette réunion juste après sa confirmation est considéré comme un "signal" important et l'expression de la volonté du président Joe Biden de renouer avec les Européens,

considérés comme des "ennemis" par Donald Trump, ont souligné plusieurs diplomates européens.

La difficile relation avec Vladimir Poutine sera au coeur des débats entre les 27 et avec Anthony Blinken. "Moscou ne veut pas dialoguer avec l'UE, mais seulement avec certains de ses Etats membres. Nous devons contrecarrer cette stratégie et rester unis", a confié un diplomate européen. "Avec la visite de Josep Borrell à Moscou, on a vu, on a compris et on va en tirer les enseignements, mais cela doit se faire de manière froide et structurée", a-t-il insisté.

La consigne n'est pas entendue par tous les Etats membres. Les critiques ont fusé dans certains pays contre Josep Borrell et sa démission a été réclamée par des élus européens d'Etats baltes et de pays d'Europe de l'Est. "Tout cela affaiblit sa position", ont déploré plusieurs responsables à Bruxelles. Une surenchère est par ailleurs en cours pour les sanctions. Les noms de plusieurs oligarques et de journalistes proches du pouvoir ont été cités par Léonid Volk-



ov, un des plus proches collaborateurs d'Alexeï Navalny. Et des pressions sont exercées sur l'Allemagne pour l'abandon du projet de gazoduc Nord Stream 2.

Le chef de la diplomatie de la Lituanie, Gabrielius Landsbergis, organisait une réunion dimanche soir à Bruxelles avec Léonid Volkov, à laquelle il a invité tous ses homologues. Une douzaine de ministres participeront et les autres pays devaient être représentés, a-t-on appris auprès des délégations.

«ACCORD POLITIQUE ACQUIS»

Les ministres vont décider lundi de préparer de nouvelles sanctions et d'identifier les personnes et les entités visées. "Un accord politique est

acquis", ont assuré plusieurs diplomates. Elles devraient être adoptées pour le sommet européen des 25-26 mars, a précisé l'un d'eux.

Pour la première fois, les Européens vont actionner leur nouveau régime mondial de sanctions en matière de droits de l'homme, a annoncé vendredi un responsable européen. Josep Borrell a annoncé des propositions. Mais "la décision finale revient aux Etats membres et elle doit faire l'unanimité", rappelle son porte-parole. Peu de chance de voir des oligarques et des journalistes russes interdits de séjour dans l'UE et leurs avoir gelés, ont cependant confié plusieurs diplomates et responsables informés des consultations.

"Sanctionner des journalistes est une arme à double tranchant, car la Russie répondra", a expliqué l'un

d'eux à l'AFP. Quant aux oligarques, "il faut démonter leur implication ou leur association" aux faits sanctionnés. Et aucun accord n'est attendu pour imposer à l'Allemagne d'abandonner le projet Nord Stream 2. Mais les sanctions américaines ralentissent la finalisation de ce pipeline de 1.200 kilomètres cofinancé par cinq groupes privés européens.

La dépendance de l'UE au gaz russe --un tiers des achats annuels européens-- est un sérieux frein à une approche plus musclée de la relation avec la Russie, souligne Nicu Popescu, analyste des relations UE-Russie pour l'European Council for Foreign Relations. En outre, "Washington, comme les capitales européennes, veulent encore trouver des moyens de garder des relations à minima positives avec la Russie", ajoute-t-il.

Nucléaire: discussions «fructueuses» entre l'Iran et l'AIEA



Le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rafael Grossi, a rencontré dimanche à Téhéran les responsables iraniens, le jour de l'expiration d'une échéance fixée par l'Iran pour la levée des sanctions américaines.

Arrivé samedi soir dans la capitale iranienne, il a entamé ses discussions sur le dossier nucléaire avec le président de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (OIEA), Ali Akbar Salehi. Il tiendra en soirée une conférence de presse à son retour à Vienne, siège de l'AIEA.

Sa visite survient alors que le Parlement iranien a fixé à dimanche 21 février la date limite pour restreindre certaines inspections de l'AIEA, "gendarme" nucléaire de l'ONU, sur des installations non nucléaires, y com-

pris des sites militaires suspects en Iran. Une éventuelle application de cette loi commencerait mardi, selon M. Salehi, même si l'Iran a souligné ces derniers jours qu'il ne cesserait pas de collaborer avec l'AIEA et n'expulserait pas ses inspecteurs.

Ces inspections sont prévues par l'accord international de 2015, censé encadrer le programme nucléaire iranien, accord duquel la précédente administration de Donald a retiré unilatéralement les Etats-Unis en 2018 en rétablissant des sanctions qui étranglent l'économie iranienne.

"A mon avis, les inspections de l'AIEA seront réduites d'environ 20 à 30% après la mise en oeuvre de la loi", a déclaré samedi soir le vice-ministre iranien des Affaires étrangères Abbas Araghchi dans une interview télévisée.

"Cela ne signifie certainement pas un retrait de l'accord" de 2015.

L'Iran a qualifié dimanche de "fructueuses" les discussions à Téhéran entre le directeur général de l'AIEA et les responsables iraniens. "L'Iran et l'AIEA ont eu des discussions fructueuses fondées sur le respect mutuel et dont les résultats seront publiés en soirée", a tweeté Kazem Gharibabadi, l'ambassadeur d'Iran auprès de l'AIEA.

PROPOSITION DE RÉUNION

Après la politique de "pression maximale" de Donald Trump, l'Iran s'est affranchi progressivement à partir de 2019 de nombre de limites qu'il avait accepté d'imposer à son programme nucléaire en vertu de l'accord conclu en 2015

avec le groupe 5+1 (Etats-Unis, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Russie, Chine). L'Iran ne cesse de dire qu'il reviendrait à ses engagements si la nouvelle administration américaine de Joe Biden lève les sanctions et celle-ci réclame un retour de l'Iran à ses engagements, les deux camps se renvoyant la balle.

Jeudi, les Etats-Unis ont accepté l'invitation des Européens à participer à des pourparlers pour relancer l'accord de 2015. Mais le lendemain, Joe Biden a appelé les puissances européennes à travailler de concert avec les Etats-Unis pour répondre aux "activités déstabilisatrices" de l'Iran au Moyen-Orient.

Dans ce contexte diplomatique complexe et alors que l'Iran et les Etats-Unis n'entretiennent pas de relations diplomatiques depuis 1980, M. Araghchi a indiqué que l'Iran examinait la proposition de l'UE pour une "réunion informelle". "Nous déciderons après des consultations", a-t-il dit, ajoutant que l'Iran en parlerait avec "des amis et des alliés comme la Chine et la Russie".

«RUPTURE COÛTEUSE»

La visite de M. Grossi a reçu un accueil mitigé dans la presse iranienne. Le quotidien ultraconservateur Kayhan a salué la loi du Parlement qui a "emmené" Rafael Grossi en Iran. Cette "stratégie" a montré au camp adverse que "la rupture du contrat est coûteuse", a écrit le journal en Une en dénonçant "l'escroquerie occidentale". En revanche, le journal réformateur Sharq a dit douter de l'efficacité du vote de cette loi vu que Washington "n'a manifesté aucune volonté de revenir à l'accord" sous les conditions iraniennes.

"Il n'y a aucune perspective d'ouverture jusqu'à présent", a souligné le quotidien, estimant que "les jours à venir sont critiques pour l'Iran" et pour les autres pays parties de l'accord nucléaire. Joe Biden était vice-président de Barack Obama lorsque l'accord nucléaire fut conclu en 2015. L'Iran a toujours démenti chercher à se doter de l'arme atomique et l'accord prévoit une levée partielle des sanctions internationales, en échange de la garantie que l'Iran ne se doterait pas d'une telle arme.

L'islamo-gauchisme à l'épreuve des faits

Par Nadir Marouf

Le suffixe « isme » donne au nom éponyme la qualification d'une posture idéologique se plaçant à l'opposé d'une autre. Ainsi on peut établir l'opposition entre gauchisme et droitisme (on parle aujourd'hui de droitisation).

Si ce type de stigmatisation renaît de ses cendres en France et plus généralement en Europe de l'Ouest, après un long épisode de « tiers-mondisme », il s'agit-là d'un processus qui agit sur le temps long, et dont le mouvement de bascule s'opère sur une courte durée (Le « temps-surprise » chez le sociologue Georges Gurvitch).

Il faut rappeler que si le lien qui, au cours de l'histoire des peuples s'est tissé dans des circonstances précises entre la revendication sociale et l'imprégnation religieuse, ce n'est là ni un signe d'archaïsme ni une régression rédhitoire. Un inventaire critique, fût-il sommaire, s'impose. Faisons donc le point :

L'ALLIANCE ENTRE DIEU ET LA GAUCHE

Cette alliance n'est pas propre à l'Islam. Le monde catholique a connu un piétisme qui s'est traduit autant par des actions caritatives (l'Abbé Pierre entre autres) que par une proximité d'avec les gens d'en bas, se recrutant dans le milieu ouvrier ou paysan, voire dans la petite production marchande.

Les manuels français de méthodes en sciences sociales accordent une certaine place à l'enquête monographique, dont les pionniers furent liés à l'Eglise : Frédéric Leplay, le père du Maroussell, et plus tardivement le père Lebreton, furent tout à la fois les artisans d'une méthodologie encore active, et d'une manifestation de solidarité qui donne sens à leur pratique de la foi. De la même manière, les prémices de la Révolution Industrielle en Angleterre furent associées à des inventeurs d'obédience protestante. (Écossais pour la plupart) dont la motivation était d'alléger les souffrances des ouvriers affectés aux mines de charbon, comme de ceux qui travaillaient dans les manufactures. Leur nom est associé à leurs trouvailles, pour lesquelles les droits d'invention étaient souvent destinés à des actions philanthropiques. Inutile de rappeler ici l'œuvre magistrale de Max Weber sur l'Éthique protestante et l'origine du capitalisme. Pour ce qui est de la traduction politique, ou plutôt socio-politique, de l'œuvre ecclésiastique, rappelons l'encyclique « Rerum Novarum » du pape Jean XXIII (1898), qui fut le fondateur indirect du mouvement démocrate-chrétien en Italie. On peut citer le « sentier lumineux » qui a prospéré en Amérique latine avec le mouvement révolutionnaire anti-capitaliste, chez des militants marxistes comme Che Guevara, lesquels étaient autant catholiques que communistes.

Comme l'art de l'étiquetage est à la mode, peut-on qualifier tous ces hommes de Dieu de « Christiano-gauchistes » ?

Pour clore ce tableau, n'oublions pas que, au-delà de nos amis communistes qui ont milité pour l'indépendance de d'Algérie, beaucoup se réclamaient de la démocratie chrétienne. Ce fut le cas du professeur Mandouze, de Pierre et Claudine Chaulet, Fanny Colonna, pour ne pas citer l'Abbé Berenguer, ancien ambassadeur du FLN à Cuba !

QUID DE L'ISLAMO-GAUCHISME ?

Il n'est pas question de nous étendre ici sur l'histoire de la gauche en pays musulman. Ce thème a rempli des thèses entières. Je laisse de côté les cas de syncrétisme proches du cas latino-américain, notamment au Maghreb durant le mouvement national de la première moitié du 20^e siècle, ce thème étant amplement développé par l'historiographie contemporaine.

Je signale, néanmoins, quelques aspects paradoxaux, à savoir comment les mouve-

Dans une édition récente de ce journal, Akram Belkaid rappelle fort opportunément l'épisode du Maccarthysme qui a sévi durant la Guerre froide aux États-Unis, renvoyant au nom du sénateur américain qui stigmatisait toute revendication sociale contre l'injustice et la discrimination à l'endroit de l'ordre patronal ambiant comme étant d'inspiration communiste.



ments de libération, se réclamant de la gauche, vont subrepticement se muer à la cause sacrée pour le triomphe de l'Islam. Le cas de la Palestine est très instructif, dans la mesure où les premiers mouvements de libération de ce pays constituent l'épicentre de ceux qui vont se déployer, avec des fortunes diverses, dans le monde arabe. Il faut rappeler que le Parti Communiste Palestinien fut créé suite à une scission au sein de l'extrême-gauche sioniste, fondée en 1906. De cette scission, fut créé le Parti Communiste Juif (ancêtre du PC d'Israël). Les deux partis vont connaître un regroupement face au mandat britannique, qui sera vite remis en cause, à la faveur d'une solidarité du parti palestinien avec le Baath, qui affiche une opposition claire à l'impérialisme britannique et au sionisme en tant qu'émanation de « la bourgeoisie alliée à l'impérialisme britannique ».

En 1935, ce parti fait campagne contre l'invasion de l'Éthiopie par l'Italie fasciste. De même, durant la Guerre d'Espagne, les membres Arabes et Juifs du Parti rejoignent les Brigades Internationales, dont le leadership était Abdel-Khaleq Al-Jibaoui, tué en Espagne. A ses côtés, se trouvait Nadji Sidqi, membre du Secrétariat, lequel fut chargé par l'Internationale Communiste de se rapprocher des Marocains enrôlés dans l'armée franquiste pour les en dissuader. Aussi, « Aljabha-al-ch'aabiya », hebdomadaire du PCP, publie un long réquisitoire contre le franquisme.

Après la NAKBA (exil) de 1948, ce parti donne naissance au PCI (Parti communiste d'Israël). Une partie des membres arabes de ce parti se tournent vers la faction syrienne du mouvement panarabe. Il s'avère que la solidarité politique qui unissait Arabes et Juifs concernait un peuple autochtone. Après 1948, le paysage socio-politique, dû aux migrations massives d'après-guerre, change fondamentalement la donne.

LE CAS KHOMEINI

Au milieu des années 70, je résidais à la Cité Internationale de Paris dans le cadre d'un détachement universitaire (préparation de ma thèse d'Etat). Tous les jours que Dieu fait, je voyais les étudiants iraniens qui se réunissaient aux abords du Restaurant pour

débattre de la situation pendante dans leur pays. Deux ans après, ils accompagnaient l'Imam Khomeini, de retour à Téhéran, depuis son exil en Île de France. Le contexte se prêtait à une coalition entre communisme et schiisme, du moins à une réinterprétation de l'un au service de l'autre, dans la perspective d'une refondation révolutionnaire de la nation iranienne.

Cette problématique n'était pas nouvelle. Les mouvements de décolonisation en Afrique noire ont réhabilité, dès la fin du 19^e siècle, le thème du millénarisme politique et de la nativité du Christ donnant sens à l'action de réhabilitation d'une nation souveraine, donc décolonisée (cf. Mythes fondateurs en Afrique, M. Mulhmann).

Rappelons-nous, par ailleurs, les enjeux politiques du mouvement donatiste, qui, au 5^e siècle a réinterprété le message chrétien (n'en déplaise à St Augustin) au service de sa libération de la domination romaine.

RETOUR À L'ISLAMO-GAUCHISME UNIVERSITAIRE

Tout ce qui précède tend à montrer qu'entre les mouvements révolutionnaires et la religion, il y a souvent eu des chemins croisés, dont les issues n'ont pas toujours été, certes, à la hauteur de les attentes populaires.

Dans le cas d'espèce, la formulation est inappropriée, tout simplement parce que si l'Islam peut trouver quelquefois une réponse dans la quête existentielle du franco-maghrébin, cela est vécu comme une thérapie contre la perte de son identité. Quant aux prétendues régressions islamo-gauchistes qui émergent, ici où là, dans les sujets de thèse ou programmes de recherche, cela pose deux problèmes : l'un de principe, l'autre de fond.

Concernant le premier, depuis quand les personnages régaliens de l'Etat s'érigent-ils en experts made in science ? D'un autre côté comment concilier le bien-fondé de cette expertise avec le principe, énoncé à satiété, de la liberté d'expression propre à la Nation française ? Sur un autre plan, l'immixtion outrancière du donneur d'ordres sur ce que doit être la bonne recherche ou le bon sujet relève d'une descente abyssale aux temps médiévaux de l'Inquisition.

Dans le domaine précis des sciences so-

ciales, sans doute la cible principale, les maigres budgets qui sont alloués aux labos de recherche en disent long sur un préjugé qui n'a pas commencé, hier, et qui est la règle à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud.

Dans le cas précis des réalités sociologiques qui peuvent intéresser le chercheur lambda en France, il arrive souvent que le diagnostic qui se contente d'une lecture empirique des faits appréhendés ne soit pas suffisant, et qu'il faille s'autoriser à l'exploration étiologique, la cause du mal, si besoin élargir le périmètre d'investigation à plus loin dans le temps et plus large dans l'espace.

L'islamo-gauchisme, prononcé par les experts patentés, relève d'une posture normative, pour ne pas dire idéologique, sans oublier qu'au surplus, elle constitue une insulte doublée d'un mépris profond pour la communauté scientifique.

ÉPILOGUE

Dans une émission récente sur la chaîne France 5, Gilles Keppel, l'éminent connaisseur de l'Islam politique et auteur d'un ouvrage dont le titre est entré dans le dictionnaire des formules médiatiques (Les territoires perdus de la République), semblait accrédi-ter le verdict de la ministre française de l'Enseignement supérieur sur la prétendue déviation islamo-gauchiste qui préside à certaines recherches universitaires, thèses ou publications sous-jacentes. Je subodore qu'il s'est prêté au rôle de « Conseiller du Roy » dans cette affaire. En effet, sa thèse consiste à dire que l'islamo-gauchisme compense un déficit de connaissances objectives sur le monde arabe-islamique, sur son histoire et sa civilisation, sur sa langue etc. Il rappelle la Belle Époque de l'érudition orientaliste, remplacée de plus en plus, aujourd'hui, par la facilité de l'hyperpolitisation du réel.

En somme, la compétence « entomologique » nous prémunit de la fatuité politicienne et des préjugés normatifs. Faux ! Nous avons connu, en tant jeunes lycéens, l'œuvre des Marçais, Jean et William, comme celle du grammairien arabe émérite Godefroy de Mombynes. Leurs compétences étaient indiscutables. Et pourtant, ils avaient une haine des Arabes non déclarée mais réelle.

BOUIRA

La Sûreté de wilaya fait son bilan

«La lutte contre la criminalité est l'affaire de toute la société», cette phrase n'arrêtait pas de revenir dans la bouche du chef de Sûreté de wilaya de Bouira, Kamel Benamirouche, quand il invita les représentants de la presse à une conférence de presse, qu'il vient d'accomplir, et dont l'ordre du jour étant d'exposer le bilan annuel des activités de ses différents services.

Farid Haddouche

De la sorte, nous saurons que ses services ont effectué 4.337 descentes et de fouilles policières durant l'année 2020, impliquant ainsi 3.252 personnes dont 318 ont été mises en détention et 16 ont bénéficié de la liberté conditionnelle. Les descentes ont ciblé 7.217 points, notamment les quartiers réputés chauds.

Ces dernières se sont traduites par le contrôle de 49.028 personnes et 96.092 véhicules. Ces incursions ont permis la récupération de 14 véhicules des 27 déclarées volées et l'arrestation de 23 personnes. Il en est de même de la récupération de 6 motocycles volés parmi les 17 déclarés volés et plusieurs téléphones portables volés dont 19 parmi ceux-ci ont été récupérés.

Les vols de téléphones portables qui se sont manifestés récemment, ont tendance à devenir un phénomène récurrent qui se développe de manière exponentielle, principalement durant l'année de la pandémie du virus Corona touchant, ainsi, différentes localités de la wilaya, et les auteurs sont identifiés d'appartenir à la frange juvénile essentiellement exposée au chômage. Les vols de domicile ont été également cités au nombre de 37 cas enregistrés incluant 73 personnes. Quant au crime de l'homicide et à la tentative d'homicide, 8 affaires ont été enregistrées dans ce genre de délit compromettant 15 personnes. Les délits des atteintes à l'ordre public et aux personnes sont également importants, car les services compétents ont relevé 1.009 affaires impliquant 1.286 personnes. « La plupart des affaires élu-

cidées sont l'œuvre d'information émises à temps par des citoyens, à travers le numéro vert 15/48 mis à leur disposition », précisera le chef de Sûreté de wilaya Kamel Benamirouche. Cependant, ce responsable affirmera, avec force conviction, que même s'ils y mettent plus de moyens pour renforcer la lutte contre la criminalité urbaine, à travers la création d'autres unités mobiles de la police judiciaire, dans le cadre de l'accompagnement sécuritaire des groupements urbains, il reste que l'adhésion du citoyen est somme toute, plus importante que les efforts consentis.

Car, le fait de signaler une infraction, un crime ou un témoignage d'un grave dépassement, aidera sans aucun doute, les services compétents à intervenir en temps voulu, afin d'éviter le crime de se produire.

M'SILA

Le gaz propane pour 275 zones d'ombre

Un total de 275 zones d'ombre seront « approvisionnées en gaz propane en citernes », dans plusieurs communes de M'sila, ont annoncé, samedi, les services de la wilaya.

La nouvelle technique d'approvisionnement en gaz propane, à travers l'installation d'une ou plusieurs citernes, en fonction du nombre de foyers d'une zone d'ombre ciblée, sera réalisée à moindre coût en comparaison au raccordement au réseau de gaz naturel, a expliqué la même source. L'entreprise publique Naftal se chargera de l'installation des citernes, des équipements et l'alimentation en gaz propane, a-t-on

précisé. Le mode de paiement sera prochainement arrêté en concertation avec les bénéficiaires de l'opération, a-t-on noté de même source, qui a indiqué que l'approvisionnement en gaz propane permettra aux abonnés l'utilisation des appareils de chauffages, chauffe-bains et autres.

La wilaya de M'sila, rappelle-t-on, a consacré pour l'exercice 2020-2021 une enveloppe financière de plus de 600 millions de DA pour la généralisation de l'approvisionnement en gaz propane en citernes, dont 19 ont déjà été installées et équipées dans des localités relevant de la commune de Aïn El Hadjel.

GHARDAÏA

Un programme de rénovation de routes

Les travaux de mise à niveau et modernisation du tronçon routier de la route nationale RN-1 sur une distance de 201 km, reliant la ville d'El Menea à la limite territoriale de la wilaya de Tamarrasset, seront achevés en mai prochain, a-t-on appris samedi auprès de la direction des Travaux publics (DTP) de Ghardaïa.

Les chantiers de ce projet, qui ont été scindés en plusieurs tranches, ont atteint actuellement un taux de réalisation estimé à 90%, et il ne reste qu'une vingtaine de kilomètres à bitumer, a indiqué le DTP, Ali Teggat.

Une fois achevée, cette route contribuera fortement à optimiser les conditions de sécurité routière et de transport entre le nord et l'extrême sud du pays, a-t-il ajouté.

Le lancement de ce projet structurant, dont le coût global est estimé à plus de 3 milliards de DA, a été dicté par l'état d'épuisement et de dégradation avancé qu'a connu ce tronçon de la RN-1 reliant le nord et le sud du pays à l'effet des aléas climatiques et du trafic des poids lourds, a expliqué le responsable du secteur. La mise à niveau de cet axe important a permis de le rendre conforme aux normes des routes nationales « sur le plan géométrique », par l'élargissement de la chaussée à 7,6 m avec des accotements de 2 fois 2,5m et l'éradication de la multitude de « point noirs » sur cet axe, ayant, à maintes fois, été le théâtre d'accidents meurtriers, a souligné le responsable. Une action de renouvellement et de modernisation de la signalisation verticale (balise virage, bornes kilométriques, panneaux de signalisation toutes catégories) ainsi que l'aménagement des intersections importants a été engagée, en parallèle et au fur et à mesure de la livraison des tronçons réalisés avec également une signalisation horizontale, a indiqué M. Teggat.

Un Tronçon d'une quinzaine de kilomètres de cette route à l'entrée sud de la ville d'El Menea a bénéficié d'un dédoublement et d'une opération d'aménagement

ainsi que la réalisation d'un rond-point rendant l'entrée sud d'El Menea comme un boulevard moderne bien structuré avec un éclairage public. Ce segment de route de 15 km, sous forme d'une voie express, dédoublée a été mis en exploitation par les responsables des Travaux publics de la wilaya déléguée d'El Menea, jeudi dernier. La modernisation et le renforcement de cet axe routier est de nature à améliorer la fluidité du trafic, la sécurité routière, en particulier dans certains points noirs et réduire la durée du trajet sur l'axe routier (RN-1) très fréquenté entre Ghardaïa et l'extrême Sud, tout en contribuant à favoriser l'essor économique et social des wilayas du Sud et l'extrême Sud avoisinantes. Un autre projet de mise à niveau, de modernisation et de renforcement du tronçon de la RN-51 reliant El Menea et la limite administrative de la wilaya d'Adrar sur une distance de 136 km est également en cours de réalisation, a également fait savoir le DTP. Les travaux de réhabilitation et de renforcement de ce tronçon ont atteint également un taux « appréciable » de réalisation et une action de renouvellement et de modernisation de la signalisation verticale et horizontale ainsi que l'aménagement des intersections importantes, a été engagée en parallèle et au fur et à mesure de la livraison des tronçons réalisés.

Le patrimoine routier de la wilaya de Ghardaïa est constitué d'un réseau routier de 1.037 km de routes nationales (sans tenir compte des 50 km de la route d'évitement de la vallée du M'Zab non encore classée), dont une cinquantaine de kilomètres dédoublés, de 292 km de chemins de wilaya et 463 de chemins communaux, dont 258 revêtus.

Le trafic enregistré à Ghardaïa sur la RN-1 vers le nord du pays est estimé à 15.000 véhicules par jour, dont 30% de poids lourds et 3.000 véhicules vers le sud du pays, dont 40% de poids lourds, selon les statistiques de la DTP.

CHRÉA

Approvisionnement momentané par citernes de gaz

L'approvisionnement en gaz des habitants de la région montagneuse de Chréa, sur les hauteurs de Blida, se fera par citernes « en guise de solution provisoire », en attendant la concrétisation de l'opération de raccordement de cette région au réseau de gaz naturel, a-t-on appris du directeur de l'Energie de la wilaya Amar Douidi. Dans le cadre des efforts visant l'amélioration du cadre de vie des citoyens et à les soulager de la quête quotidienne de bonbonnes de gaz, « nous avons décidé de recourir à une solution provisoire consistant en l'approvisionnement des habitants de Chréa en gaz par citernes, en attendant le raccordement de cette région montagneuse au réseau de gaz naturel », a indiqué à l'APS le directeur local de l'Energie, Amar Douidi. Cette solution provisoire, « bien accueillie par de nombreux habitants », selon le même responsable, consiste en « l'installation de citernes de gaz d'une

capacité suffisante pour couvrir les besoins de chaque foyer, pour huit mois, à proximité de chaque habitation, dont le propriétaire aura exprimé une demande pour bénéficier de cette prestation », a-t-il expliqué. M. Douidi a lancé, à ce titre, un appel aux habitants de la région désireux de bénéficier de cette prestation, à se « rapprocher des services de la direction de l'Energie, dans la commune d'Ouled Aïch, pour l'introduction d'une demande pour l'installation d'une citerne de gaz qui sera effectuée par l'entreprise Naftal », a-t-il observé. Une commission, présidée par la direction de l'Energie et englobant des représentants de différents secteurs, dont l'Environnement, la Protection civile, l'Agriculture et l'entreprise Naftal, a été constituée en vue d'étudier les demandes en question et s'assurer de la réunion des conditions de sécurité dans le périmètre immédiat des foyers concernés.

« Les familles désireuses de

bénéficier de cette prestation doivent déboursier un montant de 470.000 DA qui sera totalement remboursé par l'entreprise Naftal, après la récupération de la citerne de gaz, afin de procéder à la concrétisation du projet de raccordement des foyers au réseau de gaz naturel », a indiqué M. Douidi. Il a fait état de la réception, par ses services, de nombreuses demandes émanant d'habitants de cette région qui compte près de 400 âmes, ainsi que de propriétaires d'hôtels et de chalets devant assurer les meilleures conditions d'accueil aux touristes qui affluent vers cette région, durant les périodes de chutes de neige notamment. Le directeur de l'Energie a indiqué que le coût de réalisation du projet de raccordement de la région de Chréa au réseau de gaz naturel, sur une distance de 33 km, est de 1,1 milliard de DA. « Un montant considérable qu'on s'attelle à réunir en vue de la concrétisation de ce projet dans les plus brefs délais », a-t-il dit.

MÉDÉA

Nouvelles structures sanitaires

De nouvelles structures sanitaires de proximité ont été mises en exploitation, dans de nombreuses localités de la wilaya de Médéa, en vue d'élargir la couverture sanitaire aux zones enclavées et assurer la prise en charge médicale de leurs habitants, a-t-on appris samedi du directeur local de la Santé et de la Population (DSP). Dans le but de garantir un service médical de proximité à même de répondre aux attentes et besoins des habitants des zones isolées, six salles de soins de proximité ont été ouvertes, dans des régions step-

piques et l'est de la wilaya de Médéa, a souligné le DSP, Mohamed Cheggouri. Il fait état, à ce propos, de l'ouverture et l'entrée en exploitation de deux salles de soins de proximité à Merazik et Naim dans la localité de Chahbounia (117 km au sud de Médéa), de deux structures similaires à Ouled Mbarek et El-Maleh, commune de Boughezoul (88 km du chef-lieu de wilaya), une salles de soins à Ouled Abdelmoula, commune de Bouaiche (extrême sud de la wilaya) et à Sidi Lakroute dans la localité de Beni-Slimane (est de Médéa).

Un personnel médical réduit assure diverses prestations médicales (consultations et soins d'urgence), évitant ainsi aux habitants de ces régions de longs déplacements vers les grandes structures sanitaires, a-t-il expliqué. Le responsable a annoncé, en outre, l'ouverture d'une polyclinique dans la commune de Benchicao (19 km à l'est de Médéa), dotée d'un personnel médical et d'équipements médicaux à même d'assurer une bonne prise en charge médicale des habitants de la commune et les résidents des villages limitrophes.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

10 rajab 1442

El Fedjr 06h02	Dohr 13h02	Assar 16h09	Maghreb 18h39	Icha 19h57
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



TÉBESSA

Des aides aux nécessiteux durant le Ramadhan

Ali Chabana

À quelques semaines du début du mois de ramadhan, il semble que les préparatifs ne se font pas attendre, notamment le volet solidarité, envers les catégories de la population les plus démunies. A commencer par l'assainissement et la révision des listes des bénéficiaires parmi les nécessiteux. Cela a été l'objet d'une réunion de travail, sous l'égide du wali Mohamed El Baraka Dahedj et en présence du secrétaire général de la wilaya, Larbi Bouziane, les

chefs de daïra, ainsi que les P/APC, en sus des responsables des secteurs concernés. Le wali a mis l'accent sur l'aspect de la coordination entre les différents intervenants, afin de faciliter l'opération de versement de l'aide, avant l'entame du mois sacré. A ce propos, il a été décidé l'installation d'une commission de suivi, comprenant le DAL, le directeur des télécommunications et de la poste et le directeur du commerce. Le chef de l'exécutif a appelé les bienfaiteurs à domicilier leurs dons dans le compte courant ouvert pour l'occasion.

Quant aux services du commerce, ils sont instruits pour assurer l'approvisionnement régulier des marchés de proximité, en denrées alimentaires, de même pour ce qui est du contrôle de la qualité et des prix pratiqués dans les marchandises mises en vente. Ainsi donc, les autorités de la wilaya prennent les devants en mettant en place les mécanismes de contrôle et d'actualisation des listes, l'objectif étant d'éviter toutes sortes de cohues et d'anarchies observées les dernières années, avant et durant le mois de ramadhan.

BORDJ BOU ARRÉRIDJ

Deux morts et deux blessés dans une collision



Deux (02) personnes ont trouvé la mort et deux (02) autres ont été blessées dans un accident de la route survenu samedi soir sur l'autoroute Est-Ouest à la région «Hamam El Biban» (commune El Mhir à l'est de Bordj Bou Arréridj), a-t-on appris des services de la protection civile.

L'accident est dû à une collision

entre deux véhicules touristiques entraînant la mort de deux personnes de sexe féminin (54 et 14 ans) dont la première victime a rendu l'âme sur le coup alors que la deuxième a succombé à ses blessures à l'hôpital d'El Mansourah, a précisé la même source. Les services de la protection civile ont prodigué les premiers soins aux deux

autres personnes blessées avant de les évacuer à l'Etablissement de santé publique à El Mhir. Les victimes ont été évacuées à la morgue de l'hôpital Lakhdar Bouzidi au chef-lieu de la wilaya. Les juridictions territorialement compétentes ont diligencé une enquête pour définir les circonstances de l'accident, a ajouté la source.

MILA

Présentation de trois publications au lancement du café culturel

La maison de la culture Mebarek El Mili de Mila a accueilli, samedi, le lancement d'un café culturel marqué par une exposition d'arts plastiques et la présentation de trois publications d'auteurs locaux. Initié par des intellectuels de Mila, cet événement culturel, qui a connu la participation d'invités des wilayas de Jijel et Constantine, a connu l'organisation d'une exposition du plasticien et calligraphe Bellout Yaya de la ville de Telegheha. Diplômé en 1983 de l'Ecole des beaux-arts de Constantine, cet

artiste, qui a exposé aux Etats-Unis, aux Emirats arabes unis, en Jordanie et en France, a présenté plusieurs de ses œuvres consacrées au patrimoine local. Le premier ouvrage présenté durant ce café culturel a été «Oubour» de Douadi Bousella, un recueil de nouvelles sur l'émigration des Algériens sous l'occupation française et les souffrances de ces émigrés loin de leurs proches et de leur patrie. Djamel Baali a de son côté présenté son recueil de 30 poèmes intitulé «Jadilet edhil», tandis que le jeune Bilal Settaf a dé-

voilé à l'assistance sa «Kimiaa el hayat», une série de textes en prose sur, dit-il, «l'égarement et l'autarcie des jeunes d'aujourd'hui qui voient leurs rêves s'effriter chaque jour davantage». L'assistance, composée d'écrivains, de professionnels du théâtre, de musiciens et d'intellectuels de divers horizons, a débattu dans «une ambiance cordiale» les ouvrages présentés dans le hall de la maison de la culture, dans une tentative visant à rompre avec le cadre habituel pour ces rencontres culturelles.

OUARGLA

Vers la réouverture de laboratoires de contrôle de qualité

Des laboratoires de contrôle de qualité seront «bientôt» rouverts au niveau de trois postes frontaliers dans le sud du pays, a-t-on appris auprès de la direction du commerce de la wilaya d'Ouargla. Les laboratoires auront pour mission principale d'assurer le contrôle de qualité de la marchandise au niveau des postes frontaliers de

Taleb-Larbi (El-Oued), Debdab (Ilizi) et Ain-Guezzam (Tamanrasset), a précisé le directeur local du secteur, Ayachi Amrouni, lors d'une rencontre nationale organisée en visioconférence sur le système réglementaire de contrôle de la qualité et la protection du consommateur. Le contrôle de la conformité aux frontières avant le dédouanement

concerne, entre autres, les produits alimentaires, les produits cosmétiques et les produits industriels, a-t-il expliqué.

La réouverture de ces laboratoires de contrôle aux frontières vise à garantir une meilleure protection de la santé et de la sécurité des consommateurs notamment, a souligné le responsable.

CONSTANTINE

Une centaine d'arbres d'ornement mis en terre

Une centaine d'arbres d'ornement ont été mis en terre samedi à Ali Mendjeli, à l'initiative de l'Etablissement de l'aménagement extérieur des villes d'Aïn Nahas et d'Ali Mendjeli (EAVANAM). L'opération est inscrite dans le cadre des activités marquant la célébration de la Journée nationale de la ville, programmée le 20 février de chaque année, a précisé le responsable de cet établissement, Mohamed Amine Serdouk. «L'organisation de cette action de plantation qui a ciblé les unités de voisinage (UV) 1 et 6, a pour objectif de participer au programme de reboisement 2021, aux côtés des services concernés, à savoir la conservation des forêts, la direction

des services agricoles (DSA), la chambre de l'agriculture de la wilaya en plus des associations activant dans ce domaine», a affirmé le même responsable.

L'opération à laquelle ont pris part des services de la direction de l'environnement et des membres de l'Association de la protection de la nature et de l'environnement (APNE), vise surtout à rattraper le déficit d'espaces boisés dans cette grande agglomération faisant partie des nouveaux pôles urbains de la wilaya de Constantine, a-t-il noté, soulignant que les moyens humains et matériels nécessaires ont été mobilisés par les services de cet établissement afin d'assurer le bon déroulement de cette action.

Développer le théâtre pour renouer avec le public à l'ère du numérique

Les participants à une rencontre sur le théâtre organisée samedi après-midi au théâtre régional de Constantine Mohamed Tahar Fergani ont insisté sur «l'importance de développer le théâtre pour renouer avec le public à l'ère du numérique». «La révolution numérique est un fait accompli d'où l'importance de s'adapter avec cette nouvelle donne à travers des projets de recherches à initier par des spécialistes en la matière en vue de développer le théâtre pour capter le public», a estimé Mourad Djeghri, animateur de la rencontre intitulée «La scène théâtrale, réalités et perspectives». Le tournant numérique a eu un impact sur la présence du public aux spectacles vivants, a déclaré le même intervenant qui a appelé à «l'élaboration de projets de recherches et de formations permettant de relancer cet art et attirer le public». Dans ce cadre, M. Djeghri a indiqué que «les projets de recherches à développer dans ce sens doivent être axés sur le fonction-

nement des théâtres, la qualité des spectacles proposés au public et la continuité des représentations». Pour sa part, Mohamed Gharnaout, spécialiste du domaine culturel, est revenu sur l'évolution de la présence du public au fil du temps, relevant que la courbe a considérablement baissé avec le développement numérique qui a métamorphosé les comportements, les habitudes et les réflexes, notamment parmi les jeunes générations. Insistant sur l'importance de la communication, la même source a plaidé pour une «relation permanente et continue avec les écoles, les universités, les structures de formation professionnelle et autres secteurs en rapport direct avec les jeunes». Cette rencontre à laquelle ont assisté des connaisseurs du spectacle vivant de l'ancienne et de la nouvelle génération a été mise à profit pour «visionner» des séquences de spectacles théâtraux réalisés par le théâtre de Constantine comme «El Kelma» et «El Intihar», entre autres.

JIJEL

Un concours de la créativité littéraire

La direction de la culture de la wilaya de Jijel a lancé, samedi, un concours littéraire destiné aux jeunes sous le slogan «Echabab nabh El Ibdâa» en vue de faire émerger les jeunes talents dans divers genres littéraires. Ce concours s'inscrit dans le cadre de la relance des activités culturelles après huit mois d'interruption imposés par les restrictions liées à la lutte contre la propagation de l'épidémie du Covid-19, a indiqué à l'APS Mohamed Chérif Bouhali, directeur local de la culture par intérim.

L'objectif de la rencontre est de renouer les contacts avec les acteurs du monde littéraire et découvrir de nouveaux talents,

selon la même source, qui a précisé que le concours est ouvert à plusieurs genres de littérature entre poésie classique et populaire (Melhoun), la nouvelle et le roman. Un jury de spécialistes composé d'universitaires départagera les participants au concours dont les lauréats verront leurs œuvres publiées dans la revue électronique de la direction de la culture. Les candidats participant à ce concours, s'étalant entre le 20 février en cours et le 31 mars prochain, doivent obéir à certaines conditions, notamment l'âge (entre 18 et 30 ans) et ne pas avoir présenté l'œuvre littéraire en lice à d'autres concours auparavant.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

10 rajab 1442				
El Fedjr 05h49	Dohr 12h48	Assar 15h56	Maghreb 18h26	Icha 19h43



Pour éviter de nouveaux effondrements Des instructions pour démolir les immeubles désaffectés en ruine

D. B.

Les effondrements partiels des immeubles enregistrent régulièrement, à travers plusieurs quartiers de la ville n'ont pas été sans susciter la réaction du wali d'Oran qui vient d'instruire les communes concernées pour l'entame des démolitions des immeubles désaffectés qui menacent de s'écrouler à tout moment. Selon les services de la wilaya une instruction émanant du wali a été adressée à tous les services concernés pour démolir toute construction désaffectée qui représente un danger sur les passants ou les habitants des immeubles mitoyens. C'est le cas des deux derniers effondrements survenus à Sananes et Plateau où plusieurs familles se sont retrouvées à la rue. Cet incident a fait revivre la crainte des familles qui occupent des habitations jouxtant des immeubles évacués et non démolis. A Oran, ce sont des dizaines de bâtisses évacuées qui attendent toujours d'être démolies. Dans certains cas ces immeubles sont carrément squattés par des familles. Oran compte 116 immeubles

désaffectés et non démolis, squattés par des mal-logés à travers, plusieurs quartiers de la ville d'Oran. Dans les dernières années de 18.333 familles qui résidaient dans 752 anciennes bâtisses, réparties à travers le territoire de la commune d'Oran ont été relogées alors que le nombre d'immeubles désaffectés démolis ne dépasse pas la cinquantaine, ce qui ouvre la voie aux familles en quête d'un relogement pour réoccuper ces bâtisses au péril de leur vie. La wilaya d'Oran a, en outre, mis en garde toute personne squattant des habitations menaçant ruine qui ont été fermées après avoir été évacuées et leurs occupants relogés. Les mêmes services indiquent que les contrevenants, feront l'objet de poursuites judiciaires et seront traduits devant les services compétents. De leur côté, les propriétaires privés de ces immeubles sont tenus d'assurer la surveillance de leurs biens et éviter toute occupation de ces lieux dangereux. En cas de négligence du gardiennage de ces immeubles et s'ils sont squattés par des indus occupants, la responsabilité pénale sera parta-

gée entre le propriétaire de l'immeuble et les squatteurs. D'autre part, en cas d'incident provoqué par l'occupation de ces habitations et/ou pouvant être à l'origine de dégâts humains ou matériels, toute la responsabilité incombe au propriétaire de l'immeuble et les squatteurs, peut-on lire dans le communiqué de la wilaya. Dans le même contexte, les services de la wilaya se dégagent de toute responsabilité en cas d'incident ou de danger pouvant toucher les biens ou les personnes, dans ces immeubles qui ont fait l'objet de fermeture, en attendant leur démolition. D'autre part, des instructions ont été données aux propriétaires des immeubles privés vétustes pour lancer des opérations de rénovation. Selon les mêmes sources, les propriétaires des anciens immeubles (privés) sont appelés à effectuer des travaux de restauration, afin d'éviter d'éventuels effondrements qui risqueraient d'engendrer des pertes humaines et matériels. Signalons enfin que les services de la commune d'Oran ont programmé la démolition de 5 immeubles au centre-ville et à Haï Derb.

Les concessionnaires privés attendent toujours leur dû La collecte des ordures confiée à l'EPIC «Oran propreté»

K. Assia

Les concessionnaires privés chargés de la collecte des ordures ménagères attendent toujours le versement de leurs dus. Après plusieurs mouvements de protestation dont le si-in observé, en début du mois, devant le siège de la wilaya, les sous-traitants de l'APC d'Oran font part de leur inquiétude quant à leur avenir et réclament le versement des créances impayées de l'année 2020 et quelques mois de l'année 2019.

Ils précisent à ce titre, que toutes les démarches entreprises pour percevoir leurs dus sont restées sans suite. Jeudi, une réunion consacrée au dossier de la collecte des ordures ménagères a été tenue, au siège de la wilaya, en présence des cadres du secteur et des responsables locaux, apprend-on de sources responsables. Les concessionnaires

se disent dans l'impasse puisqu'ils attendent toujours la satisfaction de leurs revendications. Ils soulignent que toutes les formalités administratives ont été effectuées et les dossiers également déposés auprès du Service des finances de l'APC d'Oran, mais en vain. Par ailleurs et selon des sources bien informées, on apprend qu'une réunion a été également tenue, l'EPICO «Oran propreté» prendra en charge, désormais, la collecte des ordures ménagères. Cette décision a été prise à l'issue d'une réunion tenue, il y a quelques jours, au siège de la DHA, laquelle a regroupé le chef de daïra et le maire d'Oran ainsi que les directeurs de l'EPIC «Oran propreté» et celui de la DHA. Le but, selon nos sources, est de répondre aux besoins des habitants, à travers des rotations régulières dans tous les quartiers d'Oran. Notons que plusieurs

mouvements de contestation avaient été observés, par le passé, par le collectif et ce, pour dénoncer le non-versement des arriérés de paiement. Juste après son installation, le wali d'Oran avait ordonné à l'ensemble des services concernés de prendre en charge le dossier et résoudre le problème. Une réunion de coordination, portant sur la situation générale de la commune et regroupant les différents acteurs, le chef de daïra et le maire d'Oran, avait été tenue afin de se pencher sur le dossier. En 2019, des groupes de travail ont été installés à la demande de l'ancien wali d'Oran, pour étudier et prendre en charge l'ensemble des préoccupations des travailleurs de la commune dont celui soulevé par les concessionnaires privés chargés de la collecte des ordures ménagères et sous-traitants de l'APC d'Oran.

Pour renforcer la coopération bilatérale L'ambassadeur du Nigéria à la Chambre du Commerce

K. Assia

En vue de renforcer la coopération bilatérale, l'ambassadeur du Nigéria, à Alger, son Excellence M. Mohammed Abdulah MABDUL était, la semaine dernière, l'hôte de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Oranie CCIIO. Le diplomate a été accueilli par le vice-président de la Chambre M. Rachid Ait Habib, le directeur de la CCIIO, M. Bouanaâma, le président de la commission coopération et relations internationales M. Salah Sofiane, les cadres et les élus de la CCIIO. Cette visite a

été une occasion pour passer en revue, le climat économique actuel des deux pays et mettre en exergue les potentialités et les opportunités d'investissements dont ils disposent. Dans ce registre et pour renforcer cette coopération et surtout développer le secteur de l'exportation, une rencontre a été organisée et a regroupé les opérateurs économiques de la région ouest.

Le but était de présenter toutes les potentialités et d'accompagner les entreprises oranaises à pénétrer et connaître le marché nigérian.

La veille, une visite similaire

a été effectuée par l'ambassadeur de la Roumanie Son Excellence M. Marcel ALEXANDRU.

Cette rencontre a permis de dresser un état des lieux de la sphère économique actuelle des pays respectifs, ainsi que l'étude des moyens et perspectives de collaboration et de partenariat, et ce afin de renforcer les relations bilatérales économiques entre nos deux pays. Notons que toutes ces rencontres ont été organisées dans le strict respect des mesures de prévention sanitaire contre la pandémie de Covid-19.

Placement des jeunes dans les entreprises Une commission de wilaya pour le suivi et le contrôle

J. Boukraâ

Dans le cadre de la prise en charge des préoccupations des citoyens, notamment celles liées au dossier de l'emploi et de l'intégration des jeunes dans les postes de travail permanent ; une commission de wilaya a été installée, hier. La commission qui a élu domicile à la wilaya d'Oran, a pour mission le suivi et le contrôle des procédures et des conditions de placement dans toutes les entreprises situées sur le territoire de la wilaya. Selon un communiqué de la wilaya, la commission est présidée par le chef du cabinet du wali et elle est composée, des directeurs de l'Emploi, de l'Industrie et des Mines, du président de la commission du développement local, l'Equipement, l'Investissement et l'Emploi de l'Assemblée populaire de la wilaya (APW), les chefs de daïras, l'Inspecteur de wilaya du Travail, du directeur de la Caisse nationale de Sécurité sociale (CNAS) et du chef de l'antenne de l'Agence nationale pour l'Emploi d'Oran, qui assume également les fonctions de secrétaire du comité. « Le comité peut également solliciter l'assistance de toute personne qualifiée qui le soutient dans ses tâches » ajoute le même communiqué. Créée dans le cadre de la prise en charge des préoccupations des citoyens, la commission permettra la transparence dans le placement des de-



Ph. : B. Reda

mandeurs d'emplois, la promotion de l'emploi pour consolider les efforts amenant tous les secteurs visant à créer de la richesse et de l'emploi.

Il ya lieu de rappeler que les dispositions comprises dans la loi 04/19 du 25 décembre 2004, stipulent le passage des employeurs par le bureau de Main-d'œuvre (ANEM) pour toute offre d'emploi. Les demandeurs d'emploi doivent aussi s'inscrire auprès de l'Agence locale de l'emploi. Concernant les dispositions pénales, toute infraction relevée en matière de placement en relation avec un recrutement direct, sans notifi-

cation de l'offre ou avant l'expiration du délai, est punie, selon cette loi, d'une amende de 10.000 à 30.000 DA. Aussi l'introduction, de 'Wassit', un système d'information destiné à moderniser les services de l'ANEM, a beaucoup facilité le travail des agents de l'Agence puisqu'il visait à assurer un meilleur traitement des demandes et offres d'emploi.

Ce nouveau système a été introduit dans le but d'améliorer la prise en charge des jeunes demandeurs d'emploi et de répondre, au mieux, aux besoins des employeurs en matière de main-d'œuvre qualifiée.

Célébration de la Journée nationale de la ville Création du Prix «Bon citoyen»

La Coordination de la citoyenneté durable d'Oran a créé récemment le Prix 'Bon citoyen' à l'effet d'inciter les citoyens à fournir davantage d'efforts pour concrétiser des travaux de promotion de la ville d'Oran, a-t-on appris, samedi, du président de la Coordination, Hamid Guenoune. Le Prix est décerné en échange de la persévérance dans la promotion de la ville d'Oran, dans les domaines sociaux, économiques, culturels, sportifs et autres, a indiqué, à l'APS, M. Ghenoune en marge de la deuxième édition de la manifestation « Oran raconte sa citoyenneté », organisée à l'occasion de la Journée nationale de la ville. L'objectif du Prix «Bon citoyen» à décerner, une à deux fois par an, est d'honorer des personnes méritantes qui se sont distinguées par leurs efforts selon leurs spécialités, en plus de motiver les citoyens à œuvrer davantage à promouvoir la

ville dans divers domaines pour améliorer les conditions de vie des habitants, a-t-on souligné. A l'occasion de cette édition organisée sous le slogan « Oran raconte sa citoyenneté », la Coordination de la citoyenneté durable a décerné le prix du 'bon citoyen' au défunt Benguesmia Chadli Noureddine, qui fut président de l'Association culturelle de la ville d'Oran pour sa contribution à l'animation du mouvement culturel dans la ville, a indiqué le président de la Coordination. La rencontre organisée, samedi, a été marquée par la signature d'une convention entre la Coordination de la citoyenneté durable et le Centre national de recherche en Anthropologie sociale et culturelle (CRASC) d'Oran, dans le but de former des membres de la Coordination et des adhérents d'associations versées dans les domaines de la citoyenneté et de la protection de l'environnement. En

vertu de cette convention, qui durera trois ans, la Coordination, initiatrice de cette rencontre, en collaboration avec le CRASC, œuvrera à la mise en œuvre du projet 'Madinati', selon M. Guenoune qui précise que la Coordination se concentrera sur l'aspect urbain inclus dans ce projet, présenté à l'occasion de cette rencontre par le chercheur Bendeddouche Djamel du même centre. Cette édition a permis de présenter une conférence sur l'ancrage de la citoyenneté par Dr Mestari Djillali, directeur du CRASC et la publication de recommandations dont celles de permettre aux citoyens de participer à l'animation de leurs villes, quartiers et villages, d'ancrer l'esprit de citoyenneté et de volontariat dans des projets avantageux pour le citoyen et la société et d'adopter une charte impliquant les jeunes aux ateliers de créativité et d'innovation suivant leurs besoins.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Smain Mohamed, 75 ans, Terrain Chabat
Razom Zohra, 85 ans, Eckmühl
Henni Noureddine, 78 ans, USTO
Salim Houari, 68 ans, Belgaid

Horaires des prières pour Oran et ses environs

10 rajab 1442

El Fedjr
06h18

Dohr
13h17

Assar
16h26

Maghreb
18h56

Icha
20h13



Projet de la pénétrante du port Pas de feu vert pour la variante du passage via l'enceinte portuaire

Alors que la pénétrante portuaire amorce sa dernière ligne droite, l'option d'un prolongement de cette liaison autoroutière dans l'enceinte du port et sa connexion avec la Corniche, via la Pêcherie serait tombée à l'eau.

Houari Saaïdia

Annoncé en grande pompe au temps de l'ex-wali Che rifi et « vendue » à l'opinion publique comme étant déjà un acquis, cette idée s'avère, aujourd'hui, plus proche de la vue d'esprit que du projet. Après plusieurs tâtonnements, la proposition a fini par essuyer une fin de non-recevoir. Les pouvoirs publics n'ont pas marché dans cette voie. A tort ou à raison, le projet a été étouffé dans l'œuf. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir su plaider auprès des décideurs, côté auteurs-concepteurs de cette variante. L'un des arguments mis en avant pour défendre ce scénario, celui d'une jonction pénétrante-Corniche via le port, c'est la rentabilisation maximale de cette infrastructure routière ayant bouffé plus de 1.500 milliards en termes d'interconnexion avec le réseau. Sans ce petit trait d'union suggéré à l'intérieur du port, la ville sera comme elle est : coupée en deux. Deux sous-espaces urbains de part et d'autre d'un port maritime sourd, muet, aveugle et maladivement renfermé sur lui-même. Une dislocation qu'on ne peut plus justifier à présent du moment que la solution est bien là. Au seuil de la porte du port. Se voulant plus ambitieuse que son nom, la pénétrante portuaire veut logiquement pénétrer dans le port pour joindre les deux bouts. Ayant défié maintes tentatives de la réduire en un raccourci port-Autoroute Est/Ouest, à effet apaisant sur le réseau urbain par contournement de poids lourds, cette boucle côtoyant le rivage par enrochement sur mer et se frayant un long tunnel en falaise s'est refusé la petite étiquette qu'on a essayé de lui coller en cours de route, celle d'un itinéraire exclusif pour le transport containerisé. Elle veut s'auto-optimiser, au plus grand bien de la ville, y compris sur le plan réseautage. Sur les trois variantes suggérées par l'étude technique, présentée en 2017, à la wilaya, relative à la configuration d'entrelacement entre la pénétrante portuaire et le centre-ville d'Oran, c'était le scénario d'un prolongement de cette liaison autoroutière dans l'enceinte portuaire et sa jonction avec la Corniche-ouest à hauteur de la Pêcherie qui avait été retenu, en fin de compte par le wali d'alors.

EFFETS D'ANNONCE ET ESPOIRS QUI BUTENT SUR LA BARRIÈRE PORTUAIRE

Si cela n'en tenait qu'à lui, l'affaire aurait été tranchée en moins de rien. Le mot du wali lorsqu'il s'agit de port et d'aéroport -par exemple- ne valant pas plus qu'une proposition, le feu vert pour cette variante touchant -au sens propre du terme- à un site stratégique devait passer par un circuit institutionnel autant complexe que relevé. Un circuit où même le ministère des Transports n'en est pas plus qu'un simple



maillon. On s'en souvient, le chef de l'Exécutif local de l'époque, Mouloud Cherifi, se voulait confiant quant au sort de « son » projet, et ce sur la base de plusieurs éléments positifs dont l'accord de principe du ministre des Transports et des Travaux publics de l'époque, Abdelghani Zaalane, qui n'était autre que son prédécesseur à la tête de la wilaya. Encore fallait-il, insistait-il sur sa lancée, bien plaider ce dossier qui requerrait l'aval commun de plusieurs hautes instances. Pour la simple raison, précisait-il, qu'il se rapportait au port, assujéti depuis juillet 2004 aux dispositions du code ISPS (Code international pour la sûreté des navires et des installations portuaires). Et qui, à cet effet, recevait périodiquement une délégation d'experts américains de l'US Cost Guard dans le cadre du suivi et de l'évaluation du degré d'application des mesures de ce code et l'échange d'informations relatives à la sûreté de l'infrastructure portuaire. Autre élément d'optimisme chez le même ancien responsable : l'étude du plan d'aménagement du port qui tenait compte du passage de la pénétrante en son sein, confortée -selon lui- par un rapport favorable établi par une délégation ministérielle qui s'était déplacée sur les lieux, à trois reprises, dans le double objectif de lever les contraintes enregistrées dans le cadre de ce projet routier et de dégager des solutions consensuelles aux divers problèmes en vue de la mise en œuvre du plan de réaménagement du port d'Oran, et ce avec le concours de tous les intervenants dans le processus, dont en premier lieu l'Entreprise portuaire d'Oran (EPE) sous la tutelle du ministère des Transports et dont le portefeuille est géré par la GSP Serports SPA ainsi que la capitainerie du port et les services de la garde-côtes. « Le port d'Oran est condamné à s'ouvrir sur la ville. Il y a au fond un cumul d'erreurs. Sans vouloir faire la rétrospective des faits, il est grand temps de corriger la situation. Nous sommes à pied d'œuvre », avait analysé le même responsable au détour d'une visite de travail dans la foulée du débat sur le passage de la pénétrante portuaire, l'aménagement du périmètre de la Pêcherie et par effet connexe l'embellissement de la ville tout entière.

DES AMBITIONS, DES IDEES, DES DISCOURS, DES ETUDES... PUIS RIEN

Cette ouverture ne doit pas, de toute évidence, s'opérer, avait-il ajouté en substance, aux mépris des impératifs liés à la vocation de

cette structure portuaire et à sa fonctionnalité, même si une externalisation de certains services annexes et autres activités aval s'impose, plus que jamais, dans un port fort surencombré et qui peine à héberger même ses compartiments principaux que sont le port commercial et de voyageurs, le terminal à conteneurs et le port de pêche. Certes, il n'y a pas une incompatibilité -encore moins une contradiction- entre la fonctionnalité du port et l'aspect sécuritaire qui lui est lié d'avec son ouverture sur la ville, mais certaines contraintes, au premier rang desquelles figure l'exiguïté de l'enceinte, sont de nature à limiter et à modérer les réaménagements intérieurs susceptibles de donner à la Marina un caractère touristique et convivial, dans une certaine mesure. Par ailleurs et en attendant de connaître les éléments-clés de ce plan d'aménagement, lors d'une éventuelle séance de présentation -tant annoncée depuis Boudiaf jusqu'à Djellaoui en passant par Zaalane et Cherifi, mais non tenue à ce jour-, il ne fait aucun doute que ce plan devra apporter un design soigné aux différents espaces de l'enceinte portuaire, dont bien-sûr le port de pêche. Avec à la clé un traitement paysager tout au long de la ligne de la grille longeant la route du port jusqu'au tunnel de la Pêcherie, qui adoucît visuellement cette fonction de barrière et offre par transparence, une vue sur les activités d'industrie portuaire, de trafic de marchandises, de transport de voyageurs et de pêche, lequel équipement doit répondre, en outre, aux contraintes de sécurité internationales des zones portuaires. La réalisation d'une «terline» ferait partie intégrante éventuellement du projet, c'est-à-dire la création et/ou du réaménagement de zones tampons autour de cette zone portuaire pour favoriser son intégration avec une ville en expansion.

UN PORT INTEGRE OUVERT SUR LA VILLE: PAS POUR DEMAIN

Son impact visuel depuis plusieurs points de vue différents devrait être soigneusement évalué. Les pleins et les vides, les perspectives, les hauteurs des bâtiments et leurs formes volumétriques, ... sont autant d'éléments sur lesquels il est possible d'intervenir pour optimiser l'intégration des sites d'interface ville/port dans le contexte urbain et portuaire existant. Les réflexions permettront de préserver et/ou créer des perspectives visuelles sur l'eau, les bassins, sur le patrimoine portuaire réutilisé, sur le port et ses activités. Il

faut noter, par ailleurs, qu'une étude a été confectionnée il y a quelques années pour l'aménagement d'une petite marina au niveau du port d'Oran, selon la direction de l'Entreprise de gestion des ports et abris de pêche (EGPP) d'Oran. L'étude en question devait déterminer les futures constructions à bâtir et leurs vocations et à définir également les aménagements urbains à apporter ainsi que les constructions d'utilité publique à réaliser comme un poste de police, le siège de l'EGPP, une antenne de la direction de la Pêche et des Ressources halieutiques et des cases pour les pêcheurs. Les anciennes bâtisses donnant sur la mer devront être rasées pour dégager la vue et pour être remplacées par des restaurants, des terrasses, une aire de repos et autres structures qui ne doivent pas altérer la vue panoramique qu'offre ce site. Le budget, la durée des travaux et d'autres détails techniques devaient être définis à l'issue de la finalisation de l'étude de faisabilité. S'agissant d'un projet plutôt « léger » qui ne demande pas beaucoup de temps, il devra être réceptionné avant les JM-2022.

EN ATTENDANT... LE PORT DE PECHE DANS UN PITEUX ETAT

En attendant, il est pour l'heure «urgent» de fédérer les compétences pour trouver des solutions garantissant d'une gestion pérenne de l'aire portuaire dédiée à la pêche et à la plaisance. Le port de pêche d'Oran est pour le moins dans une situation déplorable. Son plan d'eau offre aujourd'hui une image repoussante avec des huiles, des sachets et des bouteilles en matière plastique qui flottent en surface, de la boue et parfois même des épaves jonchées sur le terre-plein et dans le fond marin, sans parler des lacunes en matière de prestations et autres problèmes créés par les professionnels et les plaisanciers. Les actions de portée limitée n'ont pas apporté les éléments de réponse appropriés aux problèmes de cet espace, qui connaît une situation de saturation. Ultrasécurisé, recroquevillé sur lui-même dans une ville accueillante et en pleine métamorphose, le port d'Oran ne donne pas encore des signes d'une volonté de s'entrouvrir, de passer au-dessus de ses barrières et de se noyer dans le milieu ambiant. Ce dédic quasi-inespéré, le mérite en revient à l'actuel wali. Certes, il n'y a pas une incompatibilité -encore moins une contradiction- entre la fonctionnalité du port et l'aspect sécuritaire qui lui est lié d'avec son ouverture sur la ville, mais certaines contraintes, au premier rang desquelles

figure l'exiguïté de l'enceinte, sont de nature à limiter et à modérer les aménagements intérieurs susceptibles de donner à la Marina un caractère touristique et convivial dans une certaine mesure. Par ailleurs, si la réception la pénétrante portuaire est une affaire de très court terme, avant la fin d'année, au plus tard -sous toutes réserves- il est impératif de penser dès aujourd'hui à la concrétisation de trois opérations d'une extrême importance -voire d'urgence aussi- sans lesquelles cette liaison autoroutière autant laborieuse que coûteuse ne donnera pas les résultats et ne satisfera pas les objectifs pour lesquelles elle a été conçue à l'origine.

UN RACCORDEMENT A MINIMA AVEC LE CENTRE-VILLE

Primo : la 2^{ème} tranche du projet sur 18 km qui consiste en la mise à niveau de la Rocade (4^{ème} périphérique) jusqu'à l'échangeur de la RN4 et du tronçon de la RN4 à l'échangeur de l'autoroute-Est-Ouest. Secundo : le raccordement de la pénétrante portuaire avec l'autoroute Est-Ouest via deux variantes, dont la première concerne selon l'étude d'avant-projet définitif (APD) la mise à niveau sur 18 km de la 1^{ère} Rocade jusqu'à l'AEO et la seconde entre l'échangeur de Canastel et la 2^{ème} Rocade (5^{ème} périphérique en cours d'achèvement) sur un linéaire de 5 km. Tertio : le raccordement de la pénétrante portuaire avec la ville d'Oran, côté ouest. A partir de quel point, les usagers pourront emprunter cette future voie expresse contournant la ville et débouchant sur la bretelle autoroutière Est-Ouest à hauteur d'El-Kerma ? Cela sera possible par une voie d'accès à hauteur du rond-point du centre d'affaires « Four Points by Sheraton », sur le Boulevard du 19 Mars, appelé communément : «route des Falaises». Pour ce faire, une bifurcation en pente déjà existante sera élargie en double voie pour communiquer avec la pénétrante autoroutière du port. Quant à la jonction de cette pénétrante avec la ville d'Oran, côté ouest, dans le but de rentabiliser au maximum cet énorme investissement et en tirer un impact optimal sur le réseau local, une variante a été proposée à la wilaya consistant à «faire entrer» l'autoroute à l'intérieur du port, qui doit passer pour ce faire par un tunnel et un viaduc de 275 et 430 m respectivement, pour en ressortir via le port de Pêche et se connecter directement avec la route menant vers la Corniche. A l'exception d'une petite portion de quelques dizaines de mètres présentant nombre de problèmes facilement résolubles, tout le tracé conçu ne présente aucune contrainte de faisabilité.

Le pire évité de justesse Incendie dans deux chalets au bidonville la CUMO



J. Boukraa

Le pire a été évité de justesse, hier en début d'après-midi, lorsque un grave incendie s'est déclenché au niveau du bidonville la CUMO (ex-résidence universitaire) mitoyen à l'université d'Es-Sénia. Le départ de feu a été signalé vers 12h30. Les flammes ont ravagé un chalet abritant une vingtaine

de familles. Les flammes se sont propagées à un autre chalet mitoyen. Ce dernier a été partiellement touché. Deux personnes souffrant de difficultés respiratoires ont été évacuées vers un centre de santé. Un important dispositif composé d'agents et de cadres de la protection civile et de moyens matériels a été mobilisé dans le cadre de cette opération. Une enquête a été ouverte

pour déterminer les causes du sinistre, le deuxième du genre en l'espace de quatre mois. En octobre dernier, le site a connu un incendie similaire ayant ravagé un chalet de 500 m² abritant une vingtaine de familles. A maintes reprises, les habitants de la CUMO avaient organisé des rassemblements de protestation devant le siège de la daïra d'Es-Sénia pour exiger leur relogement.

Restauration de l'hôtel de ville Un avis d'appel d'offres pour les travaux de la 2^e tranche

D. B.

Un nouvel appel d'offres pour la désignation d'une entreprise pour les travaux de la deuxième tranche de restauration de l'hôtel de ville sera lancé incessamment, a-t-on appris hier de sources proches des services techniques de la commune d'Oran. Les travaux à l'arrêt depuis plusieurs mois, qui concernent les aménagements internes de l'édifice, seront relancés au courant du deuxième semestre, selon les mêmes sources. Il s'agit en gros de travaux d'aménagement à l'intérieur de l'édifice, après l'achèvement des travaux de restauration de la façade. Selon nos sources, le wali d'Oran a réitéré son appel aux responsables concernés pour l'achèvement des travaux de restauration de l'hôtel de ville. Le chantier qui connaît d'importants retards devait être livré en principe avant les Jeux méditerranéens qui étaient prévus en 2021 avant d'être décalés à 2022. Malgré les dispositions prises par la wilaya pour l'achèvement de ce chantier, les travaux lancés il y a plus de cinq années sont

aujourd'hui à l'arrêt. La restauration de cet édifice historique semble durer dans le temps. Selon nos sources, une fiche technique a été élaborée par un bureau d'études algérien afin de parachever les structures internes de cet édifice réhabilité de l'extérieur dont la salle des conférences, la salle des délibérations de l'APC d'Oran, la salle des délégations hôtes et le futur siège du maire. Malheureusement, les travaux tardent à être concrétisés. Pourtant, il y a plus d'une année, la wilaya d'Oran avait débloqué une enveloppe financière de 50 milliards de centimes pour l'achèvement des travaux. C'est ce qu'avait annoncé à l'époque le maire d'Oran, M. Noredine Boukhatem, lors d'un exécutif communal. Ce dernier a signalé que cette rallonge budgétaire a été décidée par le wali après un exposé détaillé sur la situation de cet édifice, l'un des plus importants à Oran. Le maire d'Oran avait souligné que les travaux d'habillage et d'aménagement intérieurs de l'hôtel de ville, à l'arrêt pour manque de moyens financiers, seront relancés dans les plus

breufs délais. Le maire a en outre indiqué qu'une délégation présidée par le vice-président responsable de la Commission de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme (CATU) est présente sur place pour le suivi du projet. Pour rappel, ce projet lancé il y a plus de cinq années devait être livré, selon les déclarations de certains responsables, au courant du premier trimestre de l'année écoulée, mais l'achèvement des travaux a buté sur le problème de manque de moyens financiers. Selon un élu de l'APC d'Oran, la première tranche relative au traitement de la façade et de la toiture et des murs et les travaux de confortement a été achevée, mais la deuxième tranche inhérente aux travaux d'aménagement et à l'habillage à l'intérieur n'a pas été lancée. Notre interlocuteur signale à ce titre qu'une étude a été élaborée par l'APC pour les travaux d'intérieur. Pour achever le projet, notre source indique que l'APC d'Oran avait besoin d'une enveloppe de plus de 50 milliards de centimes, selon l'estimation de l'étude. Construit en 1886, l'édifice est un véritable joyau architectural.

Direction des affaires religieuses 185 récitants du Coran honorés

Cent quatre-vingt cinq (185) récitants et récitantes de 26 wilayas, ayant achevé l'apprentissage du Coran dans le cadre de la lecture électronique initiée par l'école «Chatibia» de récitation et de lecture du Coran d'Oran, ont été honorés lors d'une cérémonie organisée samedi au Centre des conventions «Mohamed Benahmed» d'Oran. Dans une allocution lors de cette cérémonie, à laquelle ont assisté les autorités de wilaya, de cheikhs de zaouïas et de représentants de la société civile, le directeur des affaires religieuses et des wakfs,

Amrouche Messaoud, a indiqué que ces récitants venus de 26 wilayas ont participé au camp coranique d'été organisé par l'école «Chatibia» du 5 juillet au 20 juillet. Cette 4^e promotion de l'école «Chatibia», baptisée au nom de «promotion novembriste» devait être honorée lors des festivités célébrant l'anniversaire du déclenchement de la révolution du 1^{er} Novembre, mais la cérémonie a été reportée à cause de la situation marquée par la pandémie du coronavirus, au mois de février courant à l'occasion de la Journée nationale du chahid,

a-t-il souligné. Le wali d'Oran, Messaoud Djari, a déclaré pour sa part qu'«Oran est devenue une ville du savoir et d'ulémas et vivier des récitants du Coran». L'ensemble des récitants du Coran dont des étudiants en diverses spécialités (médecine, pharmacie, génie civil, chimie, informatique...) ont été honorés à cette occasion. La cérémonie à laquelle ont assisté des familles des honorés a donné lieu à un récital d'Inchad, animé par la troupe «El Wafa» et à la remise de diplômes aux récitants du Coran dont la majorité des femmes.

Marchés à Bestiaux Une réouverture sous haute surveillance

J. Boukraa

Toutes les mesures ont été prises par la direction et l'inspection vétérinaire suite à la réouverture du marché à bestiaux hebdomadaire d'El Kerma (Es-Sénia). Une réouverture qui intervient après une fermeture de près d'une année suite à la propagation de la pandémie du coronavirus. Les opérations de désinfection se font de façon régulière et les règles sanitaires édictées par les pouvoirs publics sont appliquées. Selon un communiqué de la commune d'El Kerma, les opérations sont contrôlées et suivies par le bureau communal d'hygiène et l'inspection vétérinaire. En plus des opérations de désinfection des lieux, il a été procédé à la distribution de bavettes au profit des maquignons et des clients.

Le bureau communal d'hygiène a aussi mis à la disposition de l'entreprise qui gère cet espace d'importantes quantités de chlore et de la chaux. Les visiteurs et les marchands sont appelés à respecter les mesures faute de quoi, ces deux marchés risquent la fermeture à nouveau. Notons qu'après une fermeture depuis mars 2020, les marchés à bestiaux ont été rouverts la semaine

passée. En conséquence, les marchés de bétail situés dans la wilaya d'Oran seront rouverts selon le programme suivant: le marché régional de bétail situé dans la commune d'El Kerma à partir du début février, durant trois (03) jours par semaine, samedi, lundi et mercredi. Le marché local de bestiaux relevant de la commune de Gdyl tous les mardis. A ce titre, les services de la wilaya d'Oran ont adressé des instructions à tous les services concernés pour mener des campagnes de sensibilisation auprès des marchands ainsi que les visiteurs de ces marchés, avec la nécessité de respecter ces procédures. De son côté, la wilaya a mis l'accent sur la nécessité de respecter strictement et de mettre pleinement en œuvre le protocole sanitaire en vigueur pour lutter contre la pandémie de la Covid-19. Les marchands sont tenus à respecter les normes de distanciation sociale et éviter les rassemblements de toutes sortes. Le port obligatoire des masques de protection pour toutes les personnes dans cet espace. L'intensification des opérations de stérilisation et de désinfection. Assurer un suivi périodique du respect des mesures préventives.

Bousfer Vers l'attribution de 500 logements sociaux à El Qaria

Rachid Boutlelis

500 logements destinés aux habitants de la commune de Bousfer réalisés au niveau de Fellaoucene (El Qaria) seront distribués au courant du 1^{er} semestre de cette année. Ces logements, qui ont fait l'objet d'une tentative de squat par des mal-logés, l'année dernière, sont soumis à un suivi régulier par les responsables de la commune de Bousfer. Le projet a déjà fait l'objet d'une visite d'une délégation conduite par le DAL qui avait constaté de visu l'avancement des travaux de ce programme ainsi que les projets programmés au niveau des zones d'ombre de cette commune et de celle d'El Ançor où 12 projets ont été programmés. Selon nos sources, au total, ce sont près de 1.500 logements, répartis entre les communes de Aïn El Turck, Bousfer et El Ançor, qui seront réceptionnés au courant du 2^e semestre de l'année prochaine. L'attribution de ce quota est prévue avant la fin de l'année 2021. Lors d'un exposé présenté au wali d'Oran sur l'état des chantiers de construction de logements dans la daïra d'Aïn El Turck, l'ex-DG de l'OPGI a indiqué que leur réalisation est prévue pour 2020, malheureusement, les délais de livraison n'ont pas été respectés et certains chantiers accusaient un grand retard, notamment à cause de la défaillance des entreprises et de la crise sanitaire. Il s'agit des sites de 500 logements de formule LPL à Bousfer, 500 logements LPL à El Ançor et enfin 450 autres dans le chef-lieu de cette daïra. Pour Aïn El Turck, le même responsable a annoncé que le programme de 450 logements est réparti en trois quotas. Un premier site de 150 logements, le chantier est à l'arrêt après résiliation du contrat de l'entreprise qui

était en charge des travaux, une nouvelle entreprise a été désignée pour achever les travaux. Pour le deuxième site de 300 logements, il a été procédé à la résiliation du contrat de l'entreprise qui était en charge des travaux et un avis d'appel d'offres sera lancé pour la désignation d'une nouvelle entreprise. D'autre part et en perspective de la distribution prochaine de quelque 350 logements sociaux au niveau de la localité côtière de Cap Falcon, des enquêtes ménages ciblant les demandeurs de logement ont été lancées. Ces enquêtes, lancées à partir de Cap Falcon, sont menées par sept commissions mises en place par la daïra de Aïn El Turck, indiquent nos sources. Des instructions ont été données pour accélérer ces enquêtes et de renforcer les équipes des enquêteurs en passant de deux à sept commissions. La série de protestations de demandeurs de logements a incité les responsables de la wilaya à prendre des décisions pour répondre aux doléances des citoyens. A ce sujet, sur instructions de l'ex-wali, une commission d'enquête au cas par cas a été installée par la daïra d'Aïn El Turck et fait du porte-à-porte chez les postulants du relogement du chef-lieu dans le but de leur recensement. Les membres de cette commission ont entamé leurs visites d'inspection sur le terrain à partir de la petite localité La Madrague avant de se rendre dans le village de Capon Falcon où un impressionnant nombre de familles sinistrées est répertorié. Ensuite, les membres de cette commission se sont rendus chez des mal-logés du quartier Commandant Ferradij, communément appelé douar Maroc. Il importe de noter que des membres de comités de quartier agréés, concernés par ce recensement, ont été sollicités pour débusser les fraudeurs.

TIARET

Des dossiers de candidats libres au bac rejetés

El-Houari Dilmi

Les dossiers de près d'une centaine de candidats libres au baccalauréat de la session 2021 ont été rejetés par l'office national des examens et concours (ONEC) de Saïda. Selon la direction de wilaya de l'éducation, cette dernière a reçu un écrit de la part de l'ONEC de Saïda stipulant que tous

les dossiers déposés après le 2 février du mois en cours sont rejetés, or les candidats ont procédé à leur inscription durant le mois de janvier et payé les frais y afférents, comme le prouve les documents en possession des candidats libres. Cas concret, celui de ce candidat S. Noureddine, qui a procédé à son inscription le 06 janvier dernier après s'être acquitté des frais de 3000 dinars, avant de voir

son dossier rejeté au motif qu'il a été déposé hors délais, c'est-à-dire après le 02 février. Une situation que ne comprennent pas la centaine de candidats libres auxquels la direction de l'éducation s'est limitée à leur opposer l'instruction provenant de l'ONEC de Saïda. Les candidats concernés ont saisi le ministère de l'Éducation nationale, et attendent toujours une réponse à leurs doléances.

CHLEF

Enfin le bout du tunnel pour l'hôpital d'Aïn Merane ?

Abbad Miloud

L'hôpital d'Aïn Merane, d'une capacité de 60 lits avec 10 logements de fonction était à la phase étude en 2008, la date de démarrage des travaux était fixée à fin février 2009 avec un délai contractuel pour la réalisation de 12 mois. Il devait être achevé à fin février 2010 soit un retard de 11 ans.

Lors de la visite du ministre de la santé en date du 29 novembre 2012 au chantier de l'établissement hospitalier, il lui a été déclaré par les responsables concernés que les travaux

avaient débuté le 12 août 2010 avec un délai de réalisation de 30 mois. Aucune explication n'a été donnée pour l'augmentation du délai de réalisation de 12 à 30 mois. Mais avec les nouveaux délais, les travaux devaient être achevés au mois de février 2012. Le 24 janvier 2019, le chantier est visité par un autre ministre de la santé. Ce dernier a donné des instructions aux responsables concernés pour que l'établissement hospitalier soit opérationnel à la fin du mois de juin 2019. Le 23 juin 2019, un autre ministre de la santé était l'hôte de la wilaya de Chlef. Il a accordé un mon-

tant de 60 milliards de centimes pour l'équipement de l'hôpital. Lors des sessions ordinaires de l'APW, certains directeurs de la santé et de la population ont fait des promesses mais qui n'ont jamais été tenues. A ce jour, les travaux connaissent un taux d'avancement de 97%. A la DSP, l'on nous affirme que l'établissement sera opérationnel «dans le courant de l'année en cours». Cette structure hospitalière sera d'un bon apport pour la population du côté nord-ouest de la wilaya, notamment celles des communes d'Aïn Merane, Herenfa, Taouagrit et Dahra.

La langue maternelle en question

Le coup d'envoi des festivités officielles de la Journée internationale de la langue maternelle a été donné samedi à la Maison de la culture de Chlef, par la tenue d'expositions et l'animation de conférences sur la langue amazighe avec toutes ses variantes. La cérémonie d'ouverture des festivités a eu lieu en présence du Secrétaire général du Haut commissariat à l'Amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad, du wali de Chlef, Lakhdar Sedas, et d'un nombre de chercheurs et enseignants universitaires spécialisés dans la langue Amazighe.

Dans son allocution à l'occasion, Si El Hachemi Assad a indiqué que «le rôle du HCA est de mettre en place des mécanismes de promotion de la langue Tamazight et son développement, à travers la généralisation progressive de l'usage de cette langue dans différents domaines, notamment les systèmes de l'éducation nationale et de la communication»,

a-t-il souligné. «La célébration de cette journée contribue à la valorisation des différentes réalisations littéraires et scientifiques dans cette langue avec toutes ses variantes parlées en Algérie», a ajouté le SG de HCA, soulignant que le Prix du président de la République pour la littérature et langue amazighes «consacre la nouvelle orientation de l'Etat visant la mise sur rail de Tamazight loin de toutes les tensions politiques».

M. Assad a, également, assuré que le choix de la wilaya de Chlef pour abriter ces festivités «n'a pas été fortuite, mais plutôt le résultat de l'implication active de la société, avec toutes ses composantes, dans le développement de la langue Amazighe au niveau local». Il a affirmé, en outre, que «Tamazight demeurera un facteur de cohésion sociale et un élément principal de renforcement de l'unité nationale entre tous les Algériens, tout en constituant l'un des liens du vivre-ensemble, de la diver-

sité culturelle et du multilinguisme».

Dans le cadre de ces festivités, un salon des différentes publications en langue Amazighe est organisé au niveau du hall de la Maison de la culture, ainsi qu'une exposition retraçant la résistance de la femme en Afrique du Nord, depuis l'antiquité jusqu'au 19ème siècle. Cette activité a attiré de nombreux visiteurs de la région et d'amateurs du patrimoine et de la langue Amazighs.

La première journée de cette manifestation a été marquée, également, par l'animation de conférences sur la langue maternelle, axées, entre autres, sur les programmes radiophoniques et leur rôle dans la promotion de la langue et la culture amazighes et le rôle de la langue maternelle dans la lutte contre la pandémie de la Covid-19. Au programme aussi la lecture de textes choisis en langue Amazighe et ses différentes variantes et l'organisation de différentes activités artistiques, dont de la musique locale et une pièce théâtrale de l'association «Tifaouine» de la région de Beni Haoua.

Le programme de cette manifestation s'est poursuivi hier par une visite du siège de l'association «Tifaouine» à Beni Haoua, l'animation d'une conférence intitulée «la problématique de l'acquis et de l'apprentissage chez enfants parlant la langue Amazighe» et d'un atelier au profit d'enseignants de langue amazighe.

MASCARA

La Daïra retrouvera son siège début mars

Belkecir Mohamed

Fermés pour travaux de réhabilitation depuis près d'une année, le siège de la daïra et le marché couvert, situés au centre-ville, seront rouverts durant la première semaine du mois de mars. Cette annonce intervient à la suite d'une inspection par les autorités locales des infrastructures en question.

Ainsi il a été convenu d'un commun accord avec l'entreprise de réceptionner ces projets à la date annoncée. Ceci permettra aux services de la daïra de libérer le siège de la maison de l'artisanat occupé provisoire-

ment, et aux commerçants du marché couvert d'exercer leurs activités dans de meilleures conditions. Des enveloppes financières de 36 et 45 millions de DA avaient été dégagées par l'APC pour réhabiliter le siège de la daïra et le marché couvert.

A noter que les autorités locales se sont également rendus à Mohammadia et Ghriess où le projet de la polyclinique du centre ville et celui de l'ancien siège de l'APC sont en cours.

Le coût de ces opérations est estimé à 6 pour le premier et 19 millions de DA pour le second. Ils devront ouvrir leurs portes prochainement.

Deux morts et un blessé dans une collision

Belkecir Mohamed

La RN 17 reliant Bou-Hanifia à Hacine a été le théâtre tragique d'un accident de la circulation dans la matinée de ce dimanche. Deux véhicules sont entrés en collision dans la matinée. Le choc, qui a été violent, a fait deux morts, le conducteur

âgé de 32 ans et une enfant de 10 ans, tués sur le coup, et un blessé grave.

La protection civile est intervenue pour évacuer le blessé vers les Urgences et les dépouilles vers la morgue. Les services de sécurité ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances du drame.

EL-BAYADH

Caravane médicale à Bousemghoune

L'établissement public hospitalier «Mohamed Boudiaf» d'El-Bayadh a organisé, samedi, une caravane médicale de solidarité au profit des habitants des zones enclavées de la commune de Bousemghoune, a-t-on appris du directeur de cette structure sanitaire. M. Sekine Nasreddine a indiqué, à l'APS, que cette caravane médicale, organisée en application du programme tracé par la direction de la santé et de la population de la wilaya, comprend 18 médecins spécialistes, en plus d'infirmiers et de sages femmes. Cette initiative vise à offrir aux habitants des prestations médicales dans différentes spécialités, notamment en gyné-

cologie obstétrique, pédiatrie, oncologie, maladies du foie, dermatologie, hémopathie et autres, en plus d'exams spéciaux concernant le dépistage du cancer du col de l'utérus.

Le même responsable a ajouté que cette caravane, dont le lancement a été effectué à partir de la commune de Bousemghoune, sillonnera les différentes zones enclavées de la wilaya, à l'instar de El nouf, Brizina et autres zones ciblées, selon le programme de wilaya, dans le cadre du rapprochement des prestations médicales des citoyens et réduire les difficultés de déplacement vers les établissements de santé.

TLEMCCEN

Deux nouveaux directeurs à la tête des PTIC et de l'OPGI

Khaled Boumediene

Deux nouveaux directeurs ont été désignés récemment à la tête du secteur des postes, des télécommunications, des technologies et du numérique (PTIC), et de l'office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de la wilaya de Tlemcen. Pour les PTIC, M. Djamel Mohamed, ex-directeur des PTIC dans la wilaya de Jijel, a été installé dans ses fonctions, pour succéder à M. Khiter Mehdi, en poste depuis septembre 2016 à Tlemcen. Ce dernier partant à la retraite. S'agissant de l'OPGI, M. Ghalib Ahmed, ex-directeur dans la wilaya d'El Oued, a été installé hier dans ses nouvelles fonctions. Il remplace à ce poste M. Bouchakour Abdelhamid (en poste à Tlemcen depuis 2014), muté pour occuper les

mêmes fonctions dans la wilaya de Tizi-Ouzou.

A noter qu'à l'occasion de la journée du Chahid (le 18 février), une sympathique réception a été organisée au siège du complexe historique de la wilaya V de Lalla Setti par le wali de Tlemcen, Amoumène Mermouri, en l'honneur de MM. Khiter Mehdi et Bouchakour Abdelhamid, deux responsables expérimentés qui ont fourni de bons et loyaux services durant leurs passages à la tête de ces deux secteurs stratégiques et ce, en présence du secrétaire général de la wilaya de Tlemcen, M. Menia Djamel, du président de l'APW, M. Naceri Sid-Ahmed, du chef du cabinet du wali, M. Louanchi Hassen, ainsi que de nombreux directeurs de l'exécutif de la wilaya, et des cadres et agents des PTIC et de l'OPGI de Tlemcen.

TISSEMSILT

Bakel Abderrahmane n'est plus

Le moudjahid Bakel Abderrahmane est décédé samedi dans la commune de Beni Lahcen à l'âge de 88 ans suite à une maladie, a-t-on appris auprès du musée de wilaya du moudjahid.

Né en 1933 dans la commune de Beni Lahcen, Bakel Abderrahmane rejoignit les rangs de la glorieuse

Armée de libération nationale en 1958 à la zone 3 de la Wilaya IV historique et participa à plusieurs opérations militaires menées par les moudjahidines contre l'armée coloniale française dans la région de l'Ouarsenis. Le corps du défunt a été inhumé au cimetière de Beni Lahcen.

Covid-19 : l'Europe doit faire preuve de solidarité internationale

NEW DELHI – L'Union européenne a transformé radicalement et pour le mieux sa politique économique en adoptant un plan de relance post-pandémique de 1 800 milliards d'euros. Plus de la moitié de ce plan, qui comprend le budget à long terme de l'UE et le Fonds de relance Next Generation EU de 750 milliards d'euros, est destiné notamment à des dépenses publiques tournées vers l'avenir.



PAR JAYATI GHOSH

Secrétaire exécutive du réseau
d'économistes IDEAS (International
Development Economics Associates)*

Ce plan est à la fois audacieux et impressionnant. Il inclut le programme Horizon Europe pour soutenir la recherche et l'innovation, le Fonds pour une transition juste et le programme Digital Europe pour soutenir respectivement les transitions numérique et climatique. Il comportera également un nouveau programme de santé, l'UE pour la santé, et une facilité pour la reprise et la résilience destinée à décaisser l'essentiel du Fonds Next Generation EU. Enfin, une somme importante sera allouée à la protection sociale, avec notamment une aide destinée aux travailleurs et aux chômeurs. Un tel changement de politique est bienvenu, car il jette les bases d'une union économique plus viable. Mais fondamentalement, les dirigeants européens (à l'image de leurs homologues américains) ne le comprennent toujours pas. Tout comme les mesures de relance annoncées par le nouveau gouvernement américain visent essentiellement l'économie américaine, le plan de relance de l'UE exprime la solidarité au sein de l'Europe, mais ne se préoccupe guère du reste du monde.

Le plan de relance d'envergure initié par l'UE représente de toute évidence un pas important vers l'union budgétaire, sans laquelle la zone euro restera fragile, instable et sujette aux crises. Cette intégration budgétaire avait aussi paru essentielle lors des crises de la dette auxquelles la Grèce, l'Irlande, l'Espagne, le Portugal et l'Italie ont été confrontés à partir de 2010. Mais l'Allemagne et d'autres pays membres parmi les plus riches ont rejeté cette voie. Après un premier temps au cours duquel chaque pays membre de l'UE avait déjà dépensé des som-

mes importantes pour faire face à la pandémie, la Banque centrale européenne a soudain adopté une position beaucoup plus conciliante à l'égard de prêts en leur faveur. En décidant d'un plan de relance qui implique des emprunts conjoints explicites et des transferts budgétaires entre eux, les pays membres de l'UE semblent avoir surmonté un tabou historique de l'intégration européenne.

Qu'est-ce qui a changé en Europe ? Par son ampleur, la pandémie de COVID-19 a provoqué d'énormes dommages économiques, y compris dans certains des pays les plus riches de l'UE comme la France et l'Italie. Les décideurs politiques ont alors compris la nécessité d'une action commune immédiate. En raison de la crise, ils ont adopté des mesures d'intégration et de solidarité entre eux qui paraissaient impossibles auparavant, aussi nécessaires soient-elles. Le Brexit y a probablement aussi contribué, car le Royaume-Uni s'opposait à toute expansion budgétaire au niveau européen. Quelle qu'en soit la raison, l'adoption d'un tel plan de relance par les pays membres de l'UE, constitue une belle avancée. Une plus grande unité a également renforcé l'idée dans le continent que l'UE peut trouver par elle-même une voie de sortie de crise. Dans ces conditions, elle peut se permettre d'ignorer ou ne pas trop s'inquiéter de la situation dans le reste du monde.

Plus généralement, tout cela met en évidence les réactions très inégales face à la pandémie. Les pays avancés mettent en place des programmes d'aide massifs généreusement garantis par les banques centrales, tout en privant la plupart des pays en développement des conditions qui leur permettraient de faire de même. Une telle attitude à courte vue est contre-productive. Les problèmes immédiats et graves que posent la pandémie et la stagnation de l'emploi au niveau mondial ne peuvent être résolus, ni même correctement abordés, s'ils ne sont pas traités au niveau international. Quelle autre voie pourrait suivre l'UE ? L'Europe (et les USA) pourraient réserver une petite partie de leurs plans de relance massifs à l'élimination des dettes bilatérales des pays pauvres et cher-

cher à résoudre la question de la dette souveraine pour les créanciers privés. Plus généralement, ils ne doivent plus considérer l'aide aux pays étrangers comme un cadeau ou de la charité, mais allouer des fonds à un investissement public mondial pour atteindre des objectifs internationaux communs. Ils pourraient dès maintenant chercher à élargir considérablement l'accès des pays en développement aux devises étrangères grâce à une allocation conséquente de Droits de tirage spéciaux en leur faveur par le FMI. Avant tout, l'UE et les USA pourraient mettre fin sur le champ aux terribles inégalités d'accès aux vaccins contre le COVID-19 - des inégalités qui illustrent la stratégie erronée de l'UE. Les médias européens en parlent rarement, mais l'UE a cherché à court-circuiter le dispositif de distribution équitable des vaccins anti-coronavirus au niveau mondial, COVAX, en achetant directement des vaccins aux fabricants - ce qui en prive de ce fait le reste du monde.

Pire encore, l'UE insiste pour préserver les brevets des laboratoires pharmaceutiques qui ont développé des vaccins grâce à des fonds publics, tout en profitant de la recherche publique. Cela contribue à freiner la production de vaccins, ce qui retarde l'immunisation de l'ensemble de la population mondiale. Il serait largement préférable de suspendre les brevets, voire d'accorder des licences obligatoires aux fabricants des pays tels que l'Inde dont la capacité de production de vaccins est avérée. Cela augmenterait considérablement l'offre mondiale, réduirait le risque de mutations dangereuses du coronavirus et mettrait fin bien plus rapidement à la pandémie. On réalisera très bientôt que l'UE ne pourra pas sortir de la crise du COVID-19 tant que le reste du monde continue à se débattre avec le virus. Même pour les régions riches comme l'Europe, un avenir post-pandémique durable passe par la solidarité internationale.

Traduit de l'anglais par Patrice Horovitz

* Professeur d'économie à l'université du Massachusetts à Amherst et membre de la Commission indépendante pour la réforme de la fiscalité internationale des entreprises.

Contrer la crise de la faim causée par la covid

LONDRES – Aujourd'hui, 270 millions de personnes — l'équivalent de la population combinée de l'Allemagne, du Royaume-Uni, de la France et de l'Italie — sont menacées par la famine. Ce nombre a doublé au cours des 12 derniers mois. Et ce sont les enfants du monde entier qui en souffrent le plus.



PAR GORDON BROWN¹ ET MARK LOWCOCK²



1- Ex-premier ministre du Royaume-Uni, est envoyé spécial des Nations unies pour l'Éducation mondiale*

2- Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires et coordinateur des secours d'urgence

Environ 11 millions d'enfants de moins de cinq ans souffrent de famine extrême dans 11 pays en Afrique, aux Caraïbes, au Moyen-Orient et en Asie. De ceux-ci, 168 000 mourront de malnutrition avant la fin de 2022 s'ils ne reçoivent pas de secours d'urgence. Et 73 millions d'élèves du primaire dans 60 pays à faible revenu souffrent de faim chronique.

La faim était déjà en hausse avant la pandémie du coronavirus, principalement en raison de guerres et de conflits, et les changements climatiques ont amplifié la crise. Mais les effets secondaires de la pandémie ont créé une crise mondiale de la faim.

Cela s'explique en partie parce que la covid-19 a enlevé la bouée de sauvetage que constituait l'école. Plus de 1,6 milliard d'enfants ne sont pas en classe depuis le début de la pandémie et près de 200 millions ne sont toujours pas revenus à l'école.

Les crises du passé ont démontré que les fermetures d'école entraînent d'énormes coûts sociaux et économiques, dont la recrudescence des mariages d'enfants et du travail infantile. Certaines jeunes personnes finissent par en payer le prix ultime : les complications de grossesse et d'accouchement sont la principale cause de décès pour les adolescentes de 15 à 19 ans dans les pays à revenu faible et moyen. Fondamentalement, les crises annulent les progrès réalisés pour l'accès des filles à une éducation de qualité.

Sans compter que les écoles fournissent à un grand nombre d'enfants démunis leur seul repas nutritif de la journée. Les fermetures d'écoles ont fait perdre à des millions d'enfants l'occasion d'apprendre, mais aussi de manger. Les enfants ont manqué plus de 39 milliards de repas à l'école depuis le début de la crise. Les femmes et les filles sont souvent les premières à se passer de repas et comptent pour plus de 70 % de personnes souffrant de faim chronique.

Les dommages causés par quelques semaines de carences alimentaires peuvent entraîner des retards irréversibles dans le développement de l'enfant pour toute sa vie et la malnutrition peut retarder le progrès économique des pays pour une génération entière. Il est donc primordial de faire revenir les enfants à l'école où ils peuvent être éduqués, mais aussi nourris.

Avec relativement peu d'argent, le système humanitaire international a beaucoup accompli. Le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies, par exemple, nourrit environ 100 millions de personnes par année. Et lorsque la COVID-19 a gravement perturbé les services des lignes aériennes commerciales, l'ONU a créé un système logistique pour assurer le transport des effectifs médicaux et humanitaires et de fournitures indispensables, notamment de la nourriture. Mais une crise de cette ampleur nécessite un plan ambitieux qui nécessite plus que de fournir des repas dans les écoles. Les organismes humanitaires ne peuvent y arriver à eux seuls.



Lors du sommet de juin, les riches économies du G7 devraient mandater un plan à long terme pour combler les besoins alimentaires mondiaux grandissants. Le plan doit comporter des provisions pour des mesures préventives : regarnir les réserves alimentaires, créer des assurances comme outil de protection et aider les exploitants et les cultivateurs des pays en développement au moyen d'investissements à long terme pour qu'ils deviennent autosuffisants.

Les responsables politiques doivent également adopter de nouvelles méthodes pour créer du financement, notamment des dispositifs s'appuyant sur des garanties qui peuvent optimiser le recours à l'aide au développement et au financement du secteur privé, qui étaient au cœur des propositions d'Addis-Abeba de 2015 pour le financement des Objectifs de développement durable. Une autre priorité pourrait être un partenariat plus étroit entre l'ONU et la Banque mondiale — le seul organisme vraiment mondial en mesure de mobiliser d'autres ressources substantielles sur une base permanente.

Mais il y a une solution judicieuse très simple à la crise immédiate : de nouveaux fonds internationaux. Au moins 600 milliards \$ dans des droits de tirage spéciaux (l'instrument de réserve du Fonds monétaire international) peuvent être affectés aux pays les plus démunis. Les dirigeants et les créanciers peuvent s'entendre sur plus de 80 milliards de dollars de soulagement de la dette à condition que l'argent aille à l'éducation, à la santé et à la nutrition. La Banque mondiale et les banques de développement régionales peuvent également accroître rapidement les subventions et les prêts.

Avec environ 10 milliards de dollars cette année, le monde pourrait repousser la famine au Yémen, au Soudan du Sud, au nord-est du Nigeria et au Sahel. Et ces fonds pourraient éviter la disette générale — qui précède immédiatement la famine — en République démocratique du Congo, en Afghanistan, au Zimbabwe, dans la région du Tigré de l'Éthiopie et d'autres régions vulnérables.

Ceci peut sembler une grosse somme. Mais ce n'est que l'équivalent d'un dollar par mois pour chaque personne dans les économies du monde les mieux nanties. Ceci ne représente qu'une fraction de 1 % des fonds de relance affectés à la lutte contre la pandémie dans les pays riches.

Il faut agir rapidement. Ce qui se traduit par l'octroi de mises de fonds au PAM et aux principales ONG comme *Save the Children* pour nourrir les enfants et les familles souffrant de la faim. Avec seulement 31 % des enfants réfugiés inscrits au niveau secondaire et uniquement 27 % des filles, l'organisme *Education Cannot Wait* — qui aide les enfants déplacés dans les écoles et qui a levé presque 1 milliard de dollars en très peu de temps — a besoin d'être financé à la pleine mesure de ses ambitions. En dirigeant d'autres ressources vers l'éducation, 136 millions d'enfants dans certains des pays les plus démunis et les plus touchés par les conflits peuvent être ramenés en classe et y demeurer.

La COVID-19 a également révélé une autre fracture éducative : les deux tiers des enfants d'âge scolaire dans le monde n'ont pas accès à l'Internet à domicile, ce qui les empêche de pouvoir apprendre en ligne. Aujourd'hui, uniquement 5 % des enfants dans des pays à faible revenu y ont accès, com-

paré à 90 % dans les pays à revenu élevé. Un projet piloté par UNICEF pour connecter les personnes dans le monde pourrait combler ce fossé numérique béant.

Le Royaume-Uni s'est engagé à jouer un rôle de premier plan pour que tous les enfants aillent à l'école et faire en sorte que les filles reçoivent 12 ans d'éducation. Nous n'atteindrons ce noble objectif que si le sommet des G7 s'attaque à ses problèmes, en plus de la sécurité alimentaire.

À maintes reprises, l'éducation a démontré son potentiel de transformer les personnes, les familles et des pays au complet. Mais la faim chronique peut avoir des conséquences dévastatrices : des morts cruelles et évitables, des conflits violents et des déplacements de masse.

Affecter de ne pas voir le fléau mondial de la faim n'est donc plus une option. Ce qui se passe dans les endroits les plus fragiles du monde a des effets d'entraînement dans les pays les plus stables.

Le choix auquel sont confrontés les dirigeants mondiaux est simple : agir dès maintenant pour juguler la crise de la faim, ou payer un tribut beaucoup plus élevé plus tard. Des interventions immédiates seront moins coûteuses et sauveront plus de vies que de réagir seulement après que de multiples famines se sont installées et qu'une génération entière ait payé un lourd tribut de parcours scolaires manqués.

Traduit de l'anglais par Pierre Castegnier

*Président de la Commission internationale sur le financement des opportunités mondiales pour l'éducation

Le Bitcoin de Schrödinger

NEW YORK Tesla, la société de véhicules électriques d'Elon Musk, a annoncé le 8 février avoir investi 1,5 milliard \$ de réserves de trésorerie dans le Bitcoin au mois de janvier. Cette nouvelle a contribué à booster le cours d'ores et déjà spectaculaire de cette cryptomonnaie qui, après une hausse supplémentaire de 10 %, a atteint un plus haut historique à plus de 44 000 \$. Seulement voilà, et notamment dans le cas du Bitcoin, ce qui grimpe soudainement peut tout aussi aisément s'effondrer.



PAR WILLEM H. BUITERS

Professeur intervenant en Affaires
internationales et publiques
à l'Université de Columbia

Le Bitcoin a été inventé en 2008, et a commencé à se négocier en 2009. En 2010, la valeur d'un Bitcoin est passée d'environ huit centièmes de centime à huit centimes. En avril 2011, elle atteignait 67 centimes, avant de grimper en flèche jusqu'à 327 \$ en novembre 2015. En mars dernier, le Bitcoin atteignait environ 6 200 \$. Depuis, son cours a été multiplié par plus de sept.

Aujourd'hui, le Bitcoin constitue par excellence une bulle, née il y a 12 ans. J'ai un jour décrit l'or comme un « Bitcoin étincelant », considérant le cours de ce métal comme une bulle née il y a 6 000 ans. Ce n'était néanmoins pas tout à fait justifié pour l'or, qui revêtait autrefois une valeur intrinsèque en tant que matière industrielle (aujourd'hui largement redondante), et qui conserve cette valeur en tant que bien de consommation durable encore très utilisé en joaillerie.

Par opposition, le Bitcoin ne revêt aucune valeur intrinsèque ; cela n'a jamais été le cas, et cela ne le sera jamais. C'est un actif purement spéculatif – une monnaie fiat privée – dont la valeur correspond à ce qu'en dit le marché.

Mais le Bitcoin est également un actif spéculatif de gaspillage social, dans la mesure où il est cher à produire. Le coût de « minage » d'un Bitcoin supplémentaire – casse-tête informatique qui exige des équipements numériques très énergivores – augmente à une telle cadence que le stock total de cette cryptomonnaie est plafonné à 21 millions d'unités.

Bien entendu, même si le Bitcoin n'est pas modifié en direction d'un stock plus important, l'exercice tout entier peut être répété via l'émission d'un Bitcoin 2, d'un Bitcoin 3, et ainsi de suite, avec par conséquent une réplique des coûts de minage. Par ailleurs, il existe d'ores et déjà d'autres cryptomonnaies bien établies – l'Ethereum par exemple – qui opèrent en parallèle du Bitcoin.

Mais comme l'illustre le succès des monnaies fiat émises par les États, l'univers des bulles spéculatives ne se limite pas aux cryptomonnaies telles que le Bitcoin. En effet, dans un monde fait de cours flexibles, il existe toujours un équilibre au niveau duquel tous pensent que la monnaie fiat officielle n'a aucune valeur – auquel cas cette monnaie ne revêt effectivement aucune valeur. Interviennent également d'innombrables équilibres « non fondamentaux » dans lesquels le niveau général de prix – réciproque du cours d'une monnaie fiat – soit explose et augmente à l'infini, soit implose et chute à zéro, même lorsque le stock monétaire demeure globalement régulier voire inchangé.

Intervient enfin l'équilibre « fondamental » unique, dans lequel le niveau de prix (comme la valeur de la monnaie) est positif, sans exploser ni imploser. La plupart des monnaies fiat émises par les États semblent être parve-

nues à cet équilibre fondamental, et l'avoir conservé. Les keynésiens ignorent ces équilibres multiples, considérant le niveau de prix (et par conséquent le cours de la monnaie) comme exclusivement déterminé par l'histoire, et modifié dans le temps par un mécanisme de type courbe de Phillips, qui établit une relation stable et inverse entre l'inflation (imprévue) et le chômage.

Quel que soit le point de vue adopté, les hyperinflations observées dans le monde réel – songez à la République de Weimar, ou aux cas récents du Venezuela et du Zimbabwe – qui viennent effectivement réduire à zéro la valeur d'une monnaie sont des exemples non pas d'équilibres non fondamentaux, mais plutôt d'équilibres fondamentaux qui se sont dégradés. Dans ces situations, les stocks monétaires ont explosé, et les cours évolués de manière connexe.

Cryptomonnaies privées et monnaies fiat publiques présente la même multitude infinie d'équilibres potentiels. L'équilibre du prix zéro est toujours possible, tout comme l'équilibre fondamental unique et bien établi.

Pour l'heure, le Bitcoin ne présente clairement aucun de ces équilibres. Nous semblons davantage assister à la variante d'un équilibre de prix non fondamental explosif. Variante est le terme qui convient dans la mesure où le Bitcoin doit pouvoir connaître un bond, même imprévu, de son actuelle trajectoire explosive de prix vers soit un équilibre fondamental satisfaisant, soit vers un scénario de prix zéro beaucoup moins agréable. Cette possibilité d'équilibres multiples rend ainsi clairement risqué l'investissement dans des actifs intrinsèquement sans valeur, tels

que le Bitcoin et autres cryptomonnaies privées.

Le monde réel n'est bien entendu pas contraint par l'éventail d'équilibres possibles que soutient la théorie économique dominante ici évoquée. Le Bitcoin n'en demeure pas moins encore plus risqué en tant qu'un investissement.

Le récent achat de Bitcoins par Tesla démontre que l'entrée d'un nouvel acheteur majeur sur le marché peut booster significativement le cours d'une cryptomonnaie, à la fois directement (lorsque les marchés sont illiquides) et indirectement via des effets de démonstration et d'émulation. La sortie d'un unique acteur majeur risque néanmoins d'entraîner un effet comparable dans la direction opposée. Les avis positifs ou négatifs formulés par ceux qui façonnent le marché sont voués à impacter significativement le cours du Bitcoin.

La spectaculaire volatilité des cours de la cryptomonnaie n'est pas surprenante. Les virages profondément irrationnels observés sur le marché, comme l'épisode d'explosion du prix des actions GameStop jusqu'à des sommets inédits au mois de janvier (suivi d'un important réajustement), doivent nous servir de rappel : dénué de valeur d'ancrage évidente et fondamentale, le Bitcoin est voué à demeurer l'exemple parfait d'une volatilité excessive.

Et cela ne changera pas avec le temps. Le Bitcoin restera un actif sans valeur intrinsèque, dont la valeur de marché peut s'élever à tout ou rien. Seuls ceux qui ont un appétit sain pour le risque, et une solide capacité à absorber des pertes, devraient considérer investir dans cette cryptomonnaie.

Traduit de l'anglais par
Martin Morel

CS Constantine

Les causes de la déchéance

M. Zeggai

Après les changements à la pel le au niveau de l'encadrement technique et de l'effectif ainsi que dans les structures du club, on se demande où est passée la stabilité à tous les niveaux. Là, la responsabilité de la direction est totalement engagée, car le football est une affaire de gestion et de projet sportif. Le recrutement n'a été ni étudié ni cordonné pour créer cette indispensable complémentarité. Sinon, comment expliquer l'insuffisance technique de certains joueurs ? Quel est le plus ramené par les recrues du CSC ? A-t-on réellement déterminé les critères pour effectuer un tel remaniement dans le groupe ? Les joueurs partants, plus d'une dizaine, ont-ils été remplacés qualitativement ? Aussi, que signifie la fin de collaboration de l'entraîneur adjoint Mohamed Boutadjine, qui a été remplacé par Ahmed Benkabilia sur recommandation du nouveau coach Miloud Hamdi. Autant de questions qui mériteraient des réponses. Car, il est inimaginable qu'une équipe de la trempe du Chabab soit humiliée de cette manière pour concéder la bagatelle de 13 points et inscrire cinq buts seulement en sept matches joués à domicile. Face au MCO, le CSC est tout simplement passé à côté de son sujet, en réalisant une prestation catastrophique sur le plan d'un jeu décevant, choquant les milliers de Sanafirs qui ne savent pas aujourd'hui à quel saint se vouer. Erreurs défensives, incapacité de faire sortir le ballon, difficultés dans la conservation de la balle, organisation tactique défailante, c'est ce qui explique le cuisant revers essuyé par les «Vert et Noir», totalement dépassés dans tous les domaines. Aujourd'hui, on peut dire, sans risque de nous trom-



per, que le CSC est en train de payer cash sa politique de gestion durant l'intersaison. Aussi, le choix de certains joueurs dans certains postes a soulevé moult interrogations comme le placement de Lamri au poste d'arrière gauche, ce qui a privé le CSC de son influence dans l'entrejeu de son équipe. L'axe central a été trop lent, le milieu de terrain a manqué de créativité pour trouver des solutions et des attaquants statiques. En somme, le match face au MCO constituait une belle aubaine pour le CSC pour prouver son renouveau, mais en vain. Cette défaite a soulevé un vent de colère chez les Sanafirs car, au-delà du résultat, c'est surtout la manière qui est inquiétante pour la suite du championnat. Avec deux matches en retard chez la JSK et le CRB, le CSC se trouve à deux points seulement du

quatrième relégable, l'USMBA.

C'est dire que la situation commence par se compliquer, mais «pourrait s'améliorer», selon Yacine Bezzaz, le nouveau directeur sportif qui s'est dit «confiant» quant aux capacités des joueurs. La question est de savoir si le CSC a les moyens sur le terrain pour s'en sortir ? Hamdi Miloud, en tant que responsable technique, est dans l'obligation de tirer les enseignements et de trouver des solutions. Une prise de conscience des responsables du conseil d'administration et toutes les parties relevant de la SSPA et du club, ainsi que les autorités locales, est plus que nécessaire pour redresser la situation, car le CSC est un symbole et une histoire. Il est très regrettable qu'un club de l'envergure du CSC ne possède pas un terrain pour accueillir ses hôtes.

USM Bel-Abbès

Zarat, l'un des atouts de l'équipe

A. L.

Dans le nul précieux ramené du stade du 20-Août vendredi dernier, il convient de reconnaître les mérites de tous les joueurs de l'USMBA, car tous ont bataillé pour égaliser et forcer le destin. A ce propos, les défenseurs Baouche, Hamza, Abdelli et Kheiraoui ont sorti une prestation digne de considération. Cependant, nous tenons à souligner le rôle prépondérant du keeper Zarat Abdelkader. On comprend mieux pourquoi il a détrôné son coéquipier Morsly, auteur de quelques bourdes ces derniers temps. Dans les phases les plus périlleuses pour la défense de l'USMBA, c'est lui qui a littéralement découragé les attaquants du Nasria. Dans les airs, il a choisi de « boxer » le ballon, écartant ainsi le danger. Et sur les tentatives à ras du sol ou à mi-hauteur, il a fait valoir son

coup d'œil par ses plongeurs. Or, chacun sait qu'un gardien en forme constitue un atout majeur pour n'importe quelle équipe. Ce qui est certain, c'est qu'il y a encore des aspects spécifiques à son poste qu'il doit travailler, comme la relance rationnelle au pied ou à la main, devenue indispensable dans le football de nos jours. Ce que nous conseillons à ce gardien de 25 ans qui n'a pas encore atteint le niveau recherché, c'est de garder son calme et de ne pas invectiver ses coéquipiers. En outre, il devra éviter les cartons car il y a des arbitres pointilleux qui « dégagent » très vite. Lorsqu'on a la chance d'évoluer dans le club de sa ville, on doit veiller à donner le meilleur de soi-même. Zarat Abdelkader est actuellement l'un des atouts d'une USMBA qui entend poursuivre son aventure parmi l'élite, et ceci pour la grande satisfaction de ses milliers de supporters.



Coupe de la CAF

La JSK qualifiée à la phase de poules

Appelée à renverser la vapeur dans son antre du 1er-Novembre de Tizi-Ouzou, après sa défaite au match aller, disputé dimanche dernier à Bamako (2-1), la JS Kabylie s'est imposée hier, devant le Stade Malien pour le compte de la manche retour des 16es de finale "Bis" de la Coupe de la CAF (1-0). Une victoire synonyme de qualification à la phase de poules pour les Canaris, qui

avaient à coeur d'atteindre ce premier objectif. Le seul but de la rencontre a été inscrit par Souyad (4'). Il faut dire que la JSK se devait de sortir le grand jeu pour passer l'écueil de son adversaire du jour, qui a dû attendre le temps additionnel pour arracher la victoire à l'aller suite à un penalty très contestable. Denis Lavagne, l'entraîneur de la JSK avait souligné l'importance de "jouer

l'offensive" tout en restant "prudents sur le plan défensif et bien se positionner pour ne pas se faire surprendre". Finalement, les Algériens ont tenu bon et méritent amplement leur victoire. La JSK sera fixée sur ses adversaires en phase de poules aujourd'hui, à l'occasion du tirage au sort prévu au siège de la CAF au Caire (Egypte) à 14h00.

M.B.

Ligue 1 - Classement des buteurs

Khalfallah rejoint Beldjilali en tête

L'attaquant de l'Olympique Médéa Hicham Khalfallah, auteur d'un but samedi lors de la défaite concédée en déplacement face au Paradou AC (2-1), a rejoint le milieu offensif de l'ASO Chlef Kaddour Beldjilali, en tête du classement des buteurs de la Ligue 1 algérienne de football, avec 7 buts chacun, à l'occasion de la 14e journée. Considéré comme l'un des attaquants les plus en verve ces dernières journées, Khalfallah (29 ans) a ouvert le score, avant que son équipe ne marque le pas par la suite, concédant sa première défaite depuis dix journées. Khalfallah restait sur un doublé signé lors de la victoire à la maison face au NA Hussein-Dey (2-1), lors de la 13e journée. De son côté, Beldjilali est resté muet lors du naufrage de son équipe à domicile face à la JS Saoura (0-6). Beldjilali et Khalfallah sont talonnés de près par Hamza Koudri (USM Alger) et Billel Zaidi (JS Saoura), avec 6 buts

chacun. Dans ce classement des buteurs, le quatuor de tête est suivi par trois joueurs qui comptent cinq buts chacun : Hamza Belahouel (CR Belouizdad), Mohamed Amine Amoura (ES Sétif) et Adil Djaili (AS Ain M'lila). Cette 14e journée a été tronquée de quatre rencontres : JSM Skikda - MC Alger, ES Sétif - AS Ain M'lila, NC Magra - CR Belouizdad et JS Kabylie - RC Relizane, reportées en raison de l'engagement du MCA, du CRB, de la JSK et de l'ESS dans les compétitions africaines interclubs. Pour rappel, trois joueurs avaient terminé co-meilleurs buteurs lors de la saison 2019-2020, suspendue en mars dernier en raison de la pandémie de coronavirus. Il s'agit de Mohamed Amine Abid (CS Constantine), Mohamed Tiaïba (AS Ain M'lila puis Al-Tae Hail/Arabie saoudite) et Abdennour Belhocini (USM Bel-Abbès puis Umm-Salal et Al-Wakrah/Qatar) avec 10 buts chacun.

CAN U17 - Préparation

Algérie-Côte d'Ivoire en amical les 3 et 7 mars

La sélection algérienne de football des moins de 17 ans (U17) jouera une double confrontation en amical face à la Côte d'Ivoire, les 3 et 7 mars à Alger, en vue de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2021) prévue au Maroc du 13 au 31 mars, a annoncé la Fédération algérienne (FAF) samedi soir sur son site officiel. «En attendant les autorisations d'usage, la sélection de Côte d'Ivoire des U17, qualifiée à la prochaine CAN de la catégorie, disputera deux rencontres amicales face à notre sélection nationale dans le cadre de sa préparation pour cette phase finale qui s'annonce très relevée», a indiqué l'instance fédérale dans un communiqué. Selon une source autorisée, les joueurs du sélectionneur Mohamed Lacete devraient disputer deux autres matches de préparation à Alger, contre un adversaire qui reste à désigner. La sélection algérienne des U17 a validé son billet pour la phase finale

de la CAN-2021 en terminant en tête du classement du tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF) disputé à Alger du 18 au 24 janvier. Les «Verts» se sont imposés face à la Libye (3-2), avant de faire match nul contre la Tunisie (1-1). L'unique participation de l'Algérie à la CAN des U17 date de 2009, lors de l'édition disputée à domicile, qui avait vu les joueurs de l'ancien sélectionneur Athmane Ibrir atteindre la finale, perdue face à la Gambie (3-1). Les coéquipiers du portier Hamza Boualem (USM Alger) seront fixés sur leurs adversaires à la CAN-2021 mercredi, à l'occasion du tirage au sort prévu en marge de la CAN-2021 des moins de 20 ans qui se déroule en Mauritanie. Outre l'Algérie et le Maroc (pays hôte), dix autres pays ont validé leur billet pour la phase finale : l'Afrique du Sud, le Cameroun, le Congo, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Nigeria, l'Ouganda, la Tanzanie, le Sénégal et la Zambie.

Ligue des champions d'Afrique

CRB-Sundowns domicilié en Tanzanie

La Fédération tanzanienne de football (TFF) a donné son accord pour abriter le match délocalisé CR Belouizdad - Mamelodi Sundowns, le 28 février dans le cadre de la 2e journée (Gr. B) de la Ligue des champions, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football dimanche dans un communiqué. «La direction du club a reçu ce matin une correspondance de la part de la Fédération tanzanienne, l'informant de son accord d'abriter le match le 28 février au stade principal de Dar Es-Salaam, en attendant la décision finale de la Confédération africaine (CAF) dans les prochaines heures. Le CRB a sollicité la TFF, via la Fédération algérienne (FAF) pour une demande de délocaliser le match à Dar Es-Salaam, après l'impossibilité de l'organiser au Sou-

dan», a indiqué le Chabab sur sa page officielle Facebook. La FAF a demandé à la CAF de reporter ce match, prévu initialement pour mardi, en raison des risques de contamination au variant sud-africain de coronavirus, suite à une demande formulée par le club algérois. La décision du report a été prise au terme d'une réunion tenue mercredi au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, en présence du Conseil scientifique de suivi de la pandémie de Covid-19, des représentants du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) et du directeur du pôle compétitif du Chabab, Taoufik Kourichi. De son côté, la CAF a validé ce report, tout en accordant un délai de 48 heures au CRB, pour lui permettre de trouver un pays neutre pour jouer cette rencontre.

Pétanque - Festival national à Tiaret La triplette d'Oran s'adjuge le trophée

El-Houari Dilmi

La triplette d'Oran a remporté le trophée de la Boule d'Or au Festival national de pétanque (seniors messieurs), clôturé samedi à la salle omnisports «Belarbi Abdallah» de Tiaret après deux jours de compétition. La triplette d'Oran, composée de Khaldi, Douar et Djilali, s'est illustrée pour arriver en finale et décrocher le trophée, en venant à bout de la triplette de M'sila, composée de Ghana, Salim et Réda, sur le score 13-09.

Organisé dans de très bonnes conditions, ce premier festival national du genre a vu la participation de 16

triplettes qui se sont qualifiées à l'issue des phases wilayas et zonales, disputées à travers 39 wilayas du pays. La remise du trophée s'est déroulée en présence des autorités locales, de membres de la Fédération algérienne de sport de boules, de représentants de la direction de la jeunesse et des sports (DJS) de la wilaya de Tiaret et de moudjahidine.

Parrainée par le premier magistrat de la ville et organisée conjointement par la direction de la jeunesse et des sports et l'association «Machaâl Chahid» en hommage au martyr Hamdani Adda dit «Si Othmane», la manifestation, encadrée de bout en bout par l'infatigable Djamel Eddi-

ne Belhadj, a vu la participation d'un public très nombreux, notamment lors des éliminatoires au niveau de l'auberge de jeunesse, ainsi qu'à la salle «Belarbi Abdallah», qui a accueilli la finale.

Et même si la quadrette représentant la wilaya de Tiaret a été éliminée, la capitale des Hauts-Plateaux de l'Ouest est réputée pour être l'une des places fortes des jeux de boules avec de grands champions, à l'image de Khaled Zoubeïdi, auteur d'un exploit retentissant avec une médaille d'argent arrachée à la crème du boulistique mondial, lors des Jeux méditerranéens de Pescara (Italie) en 2009.

Aviron - Mondiaux en salle

L'Algérie engagée avec dix rameurs

Une sélection algérienne composée de dix rameurs prendra part du 23 au 27 février, aux Championnats du monde d'aviron en salle (ergomètre) à distance, a-t-on appris auprès de la Fédération algérienne des sociétés d'aviron et de canoë-kayak (FASACK).

Les représentants algériens avaient arraché leur ticket pour cette compétition lors des qualifications continentales qui se sont déroulées également en mode virtuel il y a quelques mois. Ils seront 935 rameurs originaires de 63 pays dont l'Algérie à participer à ce rendez-vous mondial inédit dans les annales de la discipline d'aviron, une des rares fédé-

rations internationales qui ont réussi à organiser ce genre de challenge, difficile sur le plan technique surtout. Lorsqu'il est devenu clair qu'une compétition «physique» en salle ne pouvait pas se tenir cette année en raison du Covid-19, World Rowing (la Fédération internationale des sociétés d'aviron) a lancé un événement de participation mondiale à distance qui conserverait toute la haute qualité de présentation et de compétition des précédents Championnats du monde.

«C'était l'un des défis de la fédération internationale de mettre en place un événement virtuel mondial. C'est l'un des aspects uniques de la

course virtuelle en direct, car tous les athlètes en compétition rameront en direct et en temps réel.

Au lieu de se rendre à un seul endroit, les athlètes concourront de chez eux, ce qui signifie que pour certains, les heures de compétition seront inhabituelles», a indiqué le président de la FASACK, Abdelmajid Bouaoud. Pour l'instance fédérale, il s'agit d'offrir une motivation supplémentaire aux athlètes algériens pour une préparation optimale en prévision des échéances internationales à venir, notamment les Jeux olympiques de Tokyo l'été prochain et les Jeux méditerranéens d'Oran-2022.

Cyclisme - Coupe d'Algérie cadets

Large domination de l'IRB El Kantara

Le club cycliste IRB El Kantara a outrageusement dominé la deuxième étape de la première manche de la Coupe d'Algérie (Cadets), en s'emparant des trois premières places, respectivement par Mounir Laloui (vainqueur), Bachir Chennafi (2e) et Rayan Debbab (3e). Soixante coureurs étaient au départ de cette course sur route, disputée sur un circuit fermé de 8,83 km, que les ath-

lètes ont parcouru cinq fois, pour une distance totale de 44,15 km. La première étape, disputée vendredi a été également dominée par l'IRB El Kantara, qui avait rattrapé les deux premières places, grâce à Bachir Chennafi (1er), et Mounir Laloui (2e), au moment où Ismail Haddad, du Mouloudia d'Alger avait complété le podium.

Cette première étape a été disputée sous forme d'un contre-la-mont-

tre individuel, sur une distance de 9,34 km. Chennafi avait réussi un chrono de 13:42.02, devant Laloui (13:51.20), alors que Haddad s'était contenté de 13:54.79. Même chez les filles, c'est l'IRB El Kantara qui a dominé la deuxième étape de l'épreuve, grâce notamment à Hanine Belatrous, entrée en première position, devant la jeune sociétaire du club cycliste d'El Hadjar, Hosna Bellili.

CAN-U20

L'Ouganda en quarts, la Mauritanie en salle d'attente

Le groupe A de la CAN des moins de 20 ans a rendu son verdict samedi. Pays-hôte, la Mauritanie a été renversée par l'Ouganda (1-2) qui termine deuxième de la poule et se qualifie pour les quarts de finale. Devant leur public, au stade Olympique de Nouakchott, tout avait pourtant bien commencé pour les Mourabitounes U20 qui avaient pris les devants par Silly Sanghare sur penalty avant la mi-temps (39e). Mais Steven Sserwadda a égalisé au retour des vestiaires (59e). Alors que les deux équipes se trouvaient à égalité parfaite à la 2e place, ce qui aurait nécessité un tirage au sort pour les départager, Derrick Kakooza a finalement arraché la victoire pour l'Ouganda à la 88e minute sur penalty ! Tout espoir n'est toutefois pas perdu pour la Mauritanie qui peut encore espérer se qualifier en tant que deux des trois meilleurs 3es tous groupes confondus.

Déjà qualifié et assuré de terminer en tête, le Cameroun a poursuivi son sans-faute en écrasant le Mozambique (4-1), déjà éliminé, dans l'autre match du groupe. Portés par un doublé d'Etienne Eto'o Pineda (18 ans), le fils de la légende Samuel Eto'o, sur un coup franc somptueux (8e) et un penalty



(45e+3) et sur des buts de Kevin Prince Milla, qui n'a aucun lien avec Roger Milla (47e) et Abdoulaye Yahaya (87e), les Lionceaux

Indomptables n'ont jamais tremblé malgré la réduction du score tardive de Gianluca Lorenzoni sur coup franc direct (85e).

Cross-country - Championnat national Le CREPSM au-dessus du lot



Le Centre de regroupement et de préparation des sélections militaires (CREPSM) a outrageusement dominé le championnat national de Cross-country, disputé samedi après-midi à Tizi-Ouzou, en s'emparant des quatre premières places chez les messieurs. En effet, derrière le vainqueur, Kheireddine Bourouina, ce sont trois autres athlètes du CREPSM qui étaient les premiers à franchir la ligne d'arrivée : Redouane Ouarghi (2e), Hicham Bouchicha (3e) et Ali Guerni (4e). Chez les seniors dames, c'est Riham Sennani, de l'AS Protection Civile d'Alger qui s'est imposée, devant la quadragénaire Kenza Dahmani (NC Bordj Bou Arreridj), au moment où Amina Bettiche, également sociétaire du NC Bordj Bou Arreridj a complété le podium. Dans la catégorie juniors (Garçons), la première place est revenue à Yazid Dalla, du CRR Ouled Mimoun, devant deux concurrents du Groupement Sportif des Pétroliers, respectivement Ayoub Taleb (2e) et Adem Bouldjadj (3e). Dans la même catégorie d'âge (dames), c'est Ghania Rezzik, du SDM Chlef qui l'a emporté, devant Ismahane Mekki (MA Bordj Bou Arreridj) et Rokaïa Mouici, du Club Nécira Nounou (Alger). Enfin,

chez les cadets, la victoire est revenue à Khaled Ouaked, de Souk Ahras, devant Yasser Touaher et Walid Sifi, alors que chez les cadettes, c'est Nour El Houada Gueman qui l'a emporté, devant sa coéquipière au GS Djelfa, Houada Saïhi, au moment où Hayet Azaïdj, du CSFK Médéa a complété le podium. Outre le cross long, dominé par les athlètes de la sélection militaire, la compétition a comporté un cross court, remporté par Oussama Cherrad, de l'AS Protection Civile d'Alger, devant Abdelhakim Chibane (Club Nécira Nounou) et Imad Touil (El Oued). Cette 59e édition du Championnat national de Cross-country «Ali Lamraoui et Sid Ahmed Abdelhamid», a été jumelée cette année avec la 37e édition du Challenge national de Cross-country «Saïd Cherdioui». Elle s'est déroulée sur le domaine Chaâbane, situé non loin du grand marché au gros de Tizi-Ouzou. Au total, 628 athlètes, représentant 143 clubs, de 42 wilayas, ont pris part à cette compétition, ouverte aux cadets, juniors et seniors (messieurs et dames). Une compétition qualificative aux prochains Championnats d'Afrique de cross (Cadets, juniors et seniors), prévus les 6 et 7 mars prochain à Lomé, au Togo.

Athlétisme - Interdite de vote lors de l'AGE

La Ligue d'Oran d'athlétisme se défend

Le président de la ligue d'athlétisme d'Oran, Brahim Amour a estimé samedi que son instance n'est pas responsable de l'absence d'aucun représentant lors de l'assemblée générale (AG) ordinaire de la Fédération algérienne de la discipline, ce qui lui a valu d'être interdite de vote lors de l'AG électorale qui sera refaite mardi. «Le motif évoqué pour nous priver de notre droit de voter lors de l'AG électorale a trait à notre absence lors de l'AG ordinaire de la FAA, alors qu'à l'époque, notre ligue n'avait pas encore élu son président», a souligné ce responsable dans une déclaration. «La programmation de l'AG électorale de notre ligue n'est pas du ressort de cette dernière. C'est la direction locale de la jeunesse et des sports qui s'en charge et cette dernière a programmé notre AG le 25 janvier, soit le lendemain de l'AG ordinaire de la FAA», a-t-il poursuivi. Brahim Amour, qui a été élu pour un

nouveau mandat à la tête de la ligue d'Oran d'athlétisme, a fait savoir, en outre, avoir transmis un recours aux services concernés au niveau du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), «dans l'espoir de nous rétablir dans nos droits». Il a rappelé, au passage, qu'il avait participé «le plus normalement du monde à l'AG électorale de la FAA en début de ce mois», et dont les résultats ont été annulés par la commission du suivi du processus du renouvellement des instances sportives relevant du MJS.

Pour rappel, le candidat perdant lors de l'AG électorale de la FAA, Yacine Louil a formulé un recours auprès de la commission nationale de suivi du processus de renouvellement des instances sportives, qui a décidé en milieu de semaine d'invalider les résultats des premières élections remportées par Farid Boukais. L'AG électorale a été reprogrammée pour demain.

Espagne**L'Atlético s'essouffle, le Real en profite**

Leader du championnat d'Espagne, l'Atlético Madrid a concédé à domicile sa deuxième défaite de la saison en Liga contre Levante 2-0 samedi pour la 24e journée, une défaillance dont a directement profité le Real Madrid, court vainqueur 1-0 à Valladolid, pour revenir à trois points du leader. Les Colchoneros ont plié sur une frappe du capitaine de Levante, José Luis Morales, déviée par Felipe (30e), puis Levante a doublé la mise par Jorge De Frutos (90e+5) dans le but vide. Malgré le retour de plusieurs cadres absents en raison du Covid-19 (Joao Felix comme titulaire, Moussa Dembélé et Thomas Lemar sur le banc), l'Atlético a concédé sa première défaite à domicile cette saison en Liga (et la première depuis décembre 2019). Elle met un terme à la belle série de onze matches consécutifs sans défaite en championnat des Colchoneros (leur dernière défaite remontait au derby de Madrid face au Real, le 12 décembre, 2-0). Et sur ses quatre derniers matches, depuis début février, l'Atlético compile 2 nuls, 1 revers et 1 victoire. Le schéma ultra-offensif esquissé par l'entraîneur Diego Simeone a débouché sur de nombreuses occasions notamment en deuxième période. Ses

joueurs ont totalisé 28 frappes contre 5 pour Levante... mais n'en ont transformé aucune. A l'inverse, c'est la défense, pourtant marque de fabrique de l'Atlético depuis près d'une décennie, qui pose problème depuis plusieurs matches. Malgré une prestation en demi-teinte, Joao Felix et Thomas Lemar, pièces importantes du dispositif Simeone, ont pu reprendre le rythme avant le 8e de finale aller de Ligue des champions face à Chelsea mardi soir (21h00) à Bucarest. En tous cas, Levante a réussi à accrocher un succès prestigieux et remonte ainsi à la 8e place provisoire, à 5 points des places qualificatives pour la Ligue Europa.

A quinze jours du derby retour de Liga entre l'Atlético et le Real, la lutte reste âpre entre les deux voisins: samedi, les Merengues ont su profiter de la défaillance de leurs voisins et rivaux en s'imposant sur le terrain de Valladolid pour revenir à trois points du leader «rojiblanco» au classement. Peu productifs dans le jeu courant, les hommes de Zinedine Zidane n'ont réussi à créer du danger que sur coups de pieds arrêtés... et c'est Casemiro qui a placé une tête claquée sur un coup franc de Toni Kroos pour marquer le seul but du match. Une victoire obtenue grâce aux éternels

pilliers de «Zizou», en l'absence de nombreux cadres blessés qui ont donné des maux de tête au technicien marseillais. «On sait le joueur qu'est +Casi+ (Casemiro), les rôles qu'il peut occuper, on sait tout le travail qu'il fournit, on sait qu'il a un bon jeu de tête comme il l'a fait sur son but...», a reconnu Zidane en conférence de presse d'après-match. «On est bien, on a de la continuité dans les résultats, cela fait trois matches où l'on encaisse pas de but. C'est important, a apprécié «ZZ». Outre Eden Hazard et Eder Militao, proches d'un retour, Zidane a confirmé vendredi la blessure de son attaquant fétiche Karim Benzema, absent samedi à Valladolid et dont la présence pour le voyage en Italie en C1 est très incertaine. «Il va mieux, mais on verra demain» pour sa présence à Bergame, a précisé Zidane samedi soir. Ce succès regonfle le moral des Merengues, à quatre jours du déplacement à Bergame en 8e de finale aller de Ligue des champions. Plus tôt dans la journée, Elche s'est imposé 1-0 à domicile contre Eibar, dans ce match crucial pour le maintien, tandis que le Valence CF, en grande difficulté cette saison, l'a emporté 2-0 face au Celta Vigo, réduit à dix dès la 64e après l'expulsion de Ruben Blanco.

Allemagne**Le Bayern, c'est quoi le problème ?**

Battu 2-1 samedi à Francfort dans le choc de la 22e journée de Bundesliga malgré un but de Robert Lewandowski, le Bayern a signé son deuxième match consécutif sans victoire, et sa troisième défaite en 2021 toutes compétitions confondues. Francfort s'accroche pour sa part au top-4 qualificatif pour la Ligue des champions, en quatrième position à égalité de points avec le 3e Wolfsburg. Décimé par le Covid-19 (Coman, Müller) et les blessures (Gnabry, Tolisso), le Bayern avait été déjà été contraint au nul 3-3 la semaine dernière par le barragiste Bielefeld. Pour rencontrer Francfort, la meilleure équipe de Bundesliga depuis deux mois (neuf victoires, deux nuls sur ses 11 derniers matches), le coach

champion d'Europe et du monde avait dû poser quelques rustines sur son onze type. Niklas Süle, arrière central de métier, jouait latéral droit à la place de Pavard. En milieu de terrain, Marc Roca était titularisé pour la première fois cette saison en championnat. Et devant, l'ancien Parisien Choupo-Moting occupait tant bien que mal la place de Thomas Müller, derrière Robert Lewandowski. Mais Francfort n'a pas non plus été épargné: à moins d'une heure du coup d'envoi, l'entraîneur Adi Hütter a annoncé le forfait de son buteur André Silva (18 buts), victime de douleurs dorsales. L'Eintracht est cependant parfaitement entrée dans le match, et a complètement étouffé les champions d'Allemagne. Dans le

dernier match de l'après-midi, Dortmund est allé humilier son voisin Schalke 4-0 dans le célèbre «derby de la Ruhr», qui avait toutefois perdu cette année beaucoup de sa magie, à cause du huis clos et parce que les deux équipes sont en perte de vitesse, Schalke ayant déjà un pied en deuxième division. Le prodigieux Erling Haaland a réussi un nouveau doublé, et son premier but va entrer dans les «best of»: servi par un centre de Sancho de la gauche, le Norvégien a réussi une extraordinaire et acrobatique reprise de volée «Kung Fu» pour placer le ballon au ras du poteau, hors de portée du gardien. Dortmund est 6e, à 6 points du quatrième et dernier qualifié pour la Ligue des champions.

Tennis - Open d'Australie**9e sacre record pour Djokovic**

Le N.1 mondial Novak Djokovic a remporté son 9e Open d'Australie, un record, et son 18e titre du Grand Chelem, en surclassant le Russe Daniil Medvedev (4e) en trois sets 7-5, 6-2, 6-2 en moins de deux heures, dimanche à Melbourne. A 33 ans, Djokovic revient ainsi à deux longueurs du record de trophées en Grand Chelem co-détenu par Roger Federer et Rafael Nadal. Le pari physique du Serbe, qui avait semblé au bord de l'abandon au troisième tour, touché aux abdominaux, est parfaitement relevé. Medvedev, lui, perd sa deuxième finale majeure après l'US Open 2019 et voit sa série de

vingt victoires consécutives brutalement interrompue. «Ces deux dernières semaines ont été des montagnes russes pour moi», a rappelé Djokovic. Le Serbe avait laissé planer le doute sur la suite de son tournoi après s'être blessé en plein match du troisième tour contre l'Américain Taylor Fritz, dont il s'était sorti tant bien que mal en cinq sets. «Je veux remercier la Rod Laver Arena, l'histoire d'amour continue», a-t-il terminé. Oubliées ses douleurs abdominales qui avaient surgi au troisième tour, puis l'avaient accompagné pendant ses deux matches suivants: en finale, Djokovic n'a laissé Medvedev

lui tenir tête que le temps du premier set. Malgré sa défaite sèche, le russe montera pour la première fois sur le podium au classement mondial lundi, sur la troisième marche. Djokovic, lui, se maintiendra sans surprise sur le trône.

Mieux, il y passera la 311e semaine de sa carrière la semaine du 8 mars, s'emparant ainsi du record jusque-là propriété de Federer. Djokovic et Nadal ont désormais mis la main sur dix des onze derniers titres du Grand Chelem (depuis Roland-Garros 2018). Seul Dominic Thiem, à l'US Open 2020, est parvenu à leur en chiper un.

Angleterre**Liverpool rechute, Chelsea patine**

Battu pour la quatrième fois de suite à Anfield, dans le derby contre Everton (2-0), Liverpool a raté l'occasion de se rapprocher du Top 4 et de Chelsea, tenu en échec à Southampton (1-1), samedi pour la 25e journée de Premier League. Depuis que Burnley est venu mettre fin à 68 matches de championnat sans défaite à Anfield Road, les Reds y enchaînent les déconvenues et c'est le voisin Everton qui a en a profité pour y gagner pour la première fois depuis 22 ans. Cela permet aux Toffees de rejoindre Liverpool (6e) au nombre de points (40), avec un match en moins, même si le champion sortant reste devant à la différence de buts. Après le sursaut contre Leipzig mardi en huitième de finale aller de Ligue des Champions (2-0), Liverpool est retombé dans ses travers avec une attaque trop souvent prévisible. Certains choix tactiques ont semblé très contestables, les hommes de Jürgen Klopp s'acharnant à jouer long en première période alors que le vent soufflait fort. Liverpool a aussi eu la malchance de tomber sur un Jordan Pickford inspiré dans les cages d'Everton. Le gardien international anglais, qui avait grièvement blessé Virgil van Dijk au match aller (2-2), s'est magnifiquement comporté annihilant un nombre incalculable d'occasions pour les Reds. Aussi, la sortie sur blessure de Jordan Henderson à la demi-heure de jeu, pour une blessure apparemment musculaire, ajoute aux malheurs des Reds, à qui rien n'est épargné cette saison sur ce plan-là. Par ailleurs, après quatre victoires consécutives en championnat, le Chelsea de Thomas Tuchel a connu un petit accroc dans sa remontée vers le podium avec ce nul chez Southampton qui restait, lui, sur six défaites de suite. Avec 43 points, les Blues

restent 4es et virtuellement qualifiés pour la Ligue des Champions, mais sous la menace directe de West Ham (5e, 42 pts) qui reçoit Tottenham dimanche, alors qu'Everton, avec un match en retard, n'est qu'à trois points. A trois jours de leur 8e de finale aller de Ligue des Champions, mardi à Bucarest (Roumanie) contre l'Atlético Madrid, les Londoniens ont semblé presque distraits et ne sont pas passés loin d'une défaite embarrassante. Tuchel, souvent en rage sur le banc, a très peu apprécié l'imprécision, la maladresse ou une certaine nonchalance des siens dans les 20 derniers mètres. Il n'a, par exemple, pas hésité à sortir Callum Hudson-Odoi à un quart d'heure de la fin alors qu'il avait remplacé à la pause Tammy Abraham, lui-même sorti parce qu'il n'avait pas donné satisfaction. Sans son «patron» Thiago Silva, la défense de Chelsea a semblé plus vulnérable, même si Southampton s'est créé peu d'occasions. Le transfuge de Liverpool Takumi Minamino a ainsi profité d'une belle ouverture de Nathan Redmond dans une brèche béante dans l'axe, entre Kurt Zouma et Cesar Azpilicueta, pour ouvrir le score (1-0, 33e) et inscrire son deuxième but en trois matches. Southampton aurait même pu inscrire un deuxième but quand une tête réflexe de Jannik Vestergaard a trouvé la transversale d'Edouard Mendy cloué sur ses appuis (70e). Chelsea doit à un penalty de Mason Mount, victime puis bourreau après un tacle «d'attaquant» de Danny Ings dans la surface (1-1, 54e), de ne pas encaisser la première défaite de l'ère Tuchel. Mais mardi en C1 il faudra montrer davantage dans une compétition qui est l'un des objectifs majeurs de la fin de saison chez les Blues.

Italie**Victoire à l'arraché de la Lazio**

La Lazio Rome s'est difficilement imposée 1 à 0 à domicile face à la Sampdoria Gênes lors la 23e journée de Serie A, samedi, et se rapproche provisoirement du podium. Ce succès permet à la Lazio de passer 4e provisoire du classement et de mettre la pression sur l'AS Rome (3e) et la Juventus (5e). L'Espagnol Luis Alberto a inscrit le seul but de la rencontre, à la conclusion d'une

contre-attaque, bien servi par Sergej Milinkovic-Savic (24e). Une semaine après une lourde défaite 3-1 contre l'Inter Milan, la Lazio se relance et peut attendre confortablement les matches de ses concurrents directs. Hier, l'AS Rome se déplaçait sur la pelouse de Benevento (15e), avant que la Juventus n'accueille lundi la lanterne rouge, Crotone (20e), en clôture de cette 23e journée.

Après le Covid L'électronique va traquer l'employé et sa santé sur le lieu de travail

Contrôles de température, détecteurs de respect de la distanciation physique, «passeports» de santé numériques, enquêtes sur le bien-être et systèmes robotisés de nettoyage ont fait florès depuis la pandémie sur les lieux de travail alors que les entreprises cherchent à faire revenir leurs employés au bureau.



Mais ces gadgets technologiques pourraient présenter des risques pour la vie privée et le secret médical à long terme. Les géants de la technologie et les start-up proposent une kyrielle de solutions qui incluent la détection visuelle de signes vitaux par ordinateur, celle d'appareils portables qui peuvent donner des indications précoces de l'apparition de Covid-19 sans compter les multiples applications qui surveillent les paramètres de santé.

Salesforce et IBM se sont associés pour lancer «un laissez-passer de santé numérique» permettant aux détenteurs de partager leurs vaccinations et état de santé via leur smartphone. Un autre système, inventé par Clear, une start-up connue pour le contrôle des aéroports, a créé son propre laissez-passer santé déjà utilisé par la Ligue nationale de hockey américaine et MGM Resorts. Fitbit, le spécialiste des objets connectés et propriété de Google, dispose d'un programme baptisé «Prêt à travailler» comprenant des enregistrements quotidiens des signes vitaux à l'aide des données de ses appareils. Microsoft et le géant de l'assurance santé américaine United HealthCare ont déployé une application ProtectWell qui comprend un dépistage quotidien des symptômes, tandis qu'Amazon a déployé un «assistant à distance» dans ses propres entrepôts pour aider les employés à maintenir des distances de sécurité.

QUELLES LIMITES ?

Avec ces systèmes, les employés sont surveillés dès qu'ils pénètrent

dans le hall d'un immeuble, dans un ascenseur, les couloirs et dans tout le lieu de travail.

La surveillance «brouille la frontière entre le lieu de travail et la vie personnelle», souligne Darrell West, vice-président à la Brookings Institution.

«Cela érode les protections du secret médical pour de nombreux travailleurs».

Un rapport publié l'an dernier par le groupe de défense des consommateurs Public Citizen a identifié au moins une cinquantaine d'applications et de technologies lancées pendant la pandémie et «commercialisées comme des outils de surveillance du lieu de travail pour lutter contre Covid-19».

Le rapport indique que certains systèmes vont jusqu'à identifier les personnes qui ne passent pas assez de temps devant un évier pour constater un lavage des mains inadéquat.

«L'intrusion dans la vie privée à laquelle sont confrontés les travailleurs est alarmante, d'autant plus que l'efficacité de ces technologies pour atténuer la propagation du Covid-19 n'a pas encore été établie», indique le rapport.

DÉLICAT ÉQUILIBRE

Les employeurs sont confrontés à un équilibre délicat entre assurer la sécurité au travail sans empiéter sur la vie privée, observe Forrest Briscoe, professeur à Penn State University.

S'il existe, selon lui, des raisons légitimes pour exiger une preuve de vaccination, elles sont parfois en conflit avec les réglementations con-

cernant le secret médical qui limitent l'accès d'une entreprise aux données de santé des employés.

«Vous ne voulez pas que l'employeur accède à ces informations pour des décisions liées au travail», indique-t-il.

Certes, «l'utilisation de fournisseurs tiers permet de conserver les données séparément», a ajouté l'expert, «mais pour certaines de ces entreprises technologiques, leur modèle commercial implique la collecte de données et leur utilisation à des fins monétisables, ce qui présente un risque pour la vie privée».

Le dernier grand rendez-vous de l'électronique grand public, le Consumer Electronics Show 2021, regorgeait d'innovations par des start-up du monde entier cherchant à limiter la transmission de virus. FaceHeart, basée à Taiwan, a par exemple présenté un logiciel qui peut être installé dans des caméras pour mesurer des signes vitaux et dépister un essoufflement, une fièvre, une déshydratation, une fréquence cardiaque élevée.

Mais il y a des risques à se fier trop à des technologies qui en outre peuvent s'avérer inexacts, souligne Jay Stanley, analyste à la puissante association de défense des droits civiques ACLU.

«Les employeurs ont un intérêt légitime à protéger les lieux de travail et à maintenir les employés en bonne santé dans le contexte de la pandémie», affirme cet expert. «Mais ce qui m'inquiète, c'est que les employeurs utilisent la pandémie pour recueillir et stocker des informations de manière systématique au-delà de ce qui est nécessaire».

L'Italie inquiète face aux variants et aux regroupements du week-end



L'inquiétude est montée d'un cran ce week-end en Italie face à la propagation des variants du coronavirus et aux regroupements dans les grandes villes, favorisés par une météo particulièrement clémente.

«Je suis inquiet évidemment. Le regain des contagions est due en grande partie au variant anglais», a estimé Massimo Galli, l'un des plus éminents virologues italiens, qui exerce à l'hôpital Sacco de Milan, dans un entretien au quotidien romain Il Messaggero. «Pour être honnête, toutes les données vont dans la direction de l'augmentation des nouveaux cas», a-t-il ajouté.

En dépit de l'appel à «rester chez soi» lancé vendredi par l'Institut supérieur de la santé (ISS), l'organisme chargé de conseiller le gouvernement dans la lutte contre le Covid, des foules se sont déversées dans les rues, parcs et fronts de mer de plusieurs villes italiennes pour profiter du temps particulièrement ensoleillé et clément régnant ce week-end sur la péninsule.

La ville de Naples a réagi en fermant une partie de son front de mer, pris d'assaut par les habitants, tandis que les plages et bars d'Ostie, la localité balnéaire la plus proche de Rome, était elle aussi envahie par les badauds.

Dans le centre historique de la capitale, la Via del Corso, l'une des prin-

cipales artères commerçantes, a été fermée. Même scènes d'attroupements le long des Navigli, les canaux du centre de Milan.

Dimanche, face à la progression des variants, trois régions italiennes classées «jaune» (risque modéré) sont passées officiellement en «orange», (risque moyen): l'Emilie-Romagne (région de Bologne, nord), la Campanie (région de Naples, sud), et la petite région de Molise (centre).

Au total, neuf régions sur une vingtaine sont classées «orange», toutes les autres étant «jaune». Le passage en «orange» implique notamment des limitations drastiques aux déplacements hors de sa propre commune et la fermeture au public des bars et des restaurants, qui dans les régions «jaune» peuvent accueillir des clients jusqu'à 17H00 GMT.

En outre, certaines régions ont créé des zones «rouge» (risque élevé) dans certaines parties de leur territoire, comme l'Ombrie (centre), le Haut-Adige (nord) et le Latium (région de Rome), qui a ainsi décidé d'isoler les communes de Colferro et Carpignano Romano, situées aux portes de la capitale italienne, «à cause de la forte incidence et de la présence du variant anglais».

L'Italie a enregistré samedi 14.931 nouveaux et 251 décès. Depuis le début de pandémie, le bilan est de 2,9 millions de cas et 95.486 morts.

Italie Des migrants portés disparus après un naufrage

Les gardes-côtes italiens ont lancé des recherches après qu'une embarcation transportant une cinquantaine de migrants s'est retournée au large de l'île de Lampedusa dans la nuit de vendredi à samedi.

Le naufrage est intervenu au large de la petite île située au sud de la Sicile alors que les gardes-côtes transféraient sur leurs vedettes les migrants en difficulté, ont-ils annoncé dans un communiqué.

Selon des témoignages recueillis samedi matin auprès des survivants, cinq personnes manqueraient à l'appel.

Dans un nouveau communiqué publié samedi soir, les gardes-côtes ont précisé qu'«à ce stade 45 migrants au total, tous des hommes, ont été secourus à Lampedusa». «Les recherches se poursuivent pour retrouver d'éventuel disparus avec deux vedettes des gardes-côtes, avec le soutien aérien d'un hélicoptère».

«L'opération de cette nuit est intervenue à l'issue d'une journée particulièrement intense en raison du signalement d'un nombre important d'embarcations transportant des migrants» vendredi, avaient indiqué samedi matin les gardes-côtes.



Etats-Unis

Pluie de débris d'un avion en difficulté sur la ville de Denver

Une pluie de débris provenant d'un avion de la compagnie United Airlines, contraint à faire demi-tour après l'incendie de son réacteur droit, s'est abattue samedi sur une zone résidentielle de Denver aux Etats-Unis, a-t-on appris de sources officielles.



L'incident n'a fait aucun blessé, ni au sol ni à bord de l'avion, ont précisé les autorités.

Les passagers du vol UA328 de la compagnie United Airlines à destination d'Honolulu (Hawaï) ont eu la peur de leur vie, peu après le décollage de l'aéroport de Denver, dans le Colorado, quand le réacteur droit s'est subitement enflammé.

L'avion a réussi à faire demi-tour et à se poser sans encombre à Denver et l'incident n'a fait aucun blessé, a assuré la compagnie, précisant que les passagers avaient toutefois été pris en charge par des équipes de secours.

L'appareil, un Boeing 777-220, «a fait demi-tour vers l'aéroport international de Denver où il a atterri sans encombre après avoir subi une panne de son réacteur droit juste après le décollage», a indiqué de son côté sur Twitter l'administration fédérale américaine de l'aviation (FAA).

Des images prises à l'intérieur de l'avion, qui transportait 231 passagers et 10 membres d'équipage, et diffusées sur les réseaux sociaux montrent le réacteur droit de l'appareil en proie aux flammes.

«Je peux honnêtement dire avoir pensé mourir, parce que nous avons commencé à perdre de l'altitude juste après l'explosion», a raconté un passager, David Delucia, au journal The Denver Post. «J'ai agrippé la main de ma femme et je lui ai dit: on est fichus», a-t-il ajouté.

«MAYDAY»

Dans un enregistrement obtenu par le site internet LiveATC, qui diffuse des communications sur le trafic aérien, on entend le pilote lancer un appel de détresse, demandant une autorisation d'urgence de retourner à Denver.

«Nous avons eu une panne de réac-



teur, on doit faire demi-tour. Mayday, mayday», dit-il d'une voix paniquée.

L'incident a également provoqué une chute de débris plus ou moins imposants tout au long du parcours emprunté par l'appareil lorsqu'il a fait demi-tour vers Denver.

Un morceau de l'avion en forme de cercle, d'un diamètre équivalent à une porte d'entrée, s'est notamment planté au beau milieu d'un jardin à Broomfield, une banlieue de Denver (Colorado).

Kirby Clements, propriétaire du jardin où a atterri cet imposant débris de l'avion de la United Airlines, a raconté sur CNN une expérience «quelque peu bouleversante».

«Ca a atterri direct sur le toit de mon camion avant de tomber à côté», a-t-il affirmé, ajoutant qu'un autre débris tout aussi imposant avait provoqué un trou de plus de 1,5 m de diamètre dans le toit d'un voisin.

La FAA a indiqué être «au courant des informations faisant état de dé-

bris tombés tout au long de l'itinéraire emprunté par l'avion».

«Si vous trouvez des débris S'IL VOUS PLAÎT n'y touchez pas, ne les déplacez pas. Le NTSB (National Transportation Safety Board, l'autorité fédérale de la sécurité des transports, ndlr) veut que tous les débris restent sur place pour les besoins de l'enquête», a tweeté la police de Broomfield.

Elle a également publié des photos de débris éparpillés sur un terrain de sport, situé dans un parc, parmi lesquels un morceau de l'avion avec l'inscription en rouge: «Tenez-vous à l'écart des zones dangereuses quand le moteur fonctionne».

Heather Solar, qui organisait un entraînement pour l'équipe de football de ses filles, a dit avoir entendu une explosion, suivie d'une pluie de débris.

«Honnêtement, ... j'ai pensé que nous étions bombardées», a-t-elle confié au Denver Post. «Il y avait tellement de débris dans le ciel.»

Rappeur incarcéré

Nouveaux heurts entre police et manifestants à Barcelone



Des affrontements ont opposé samedi soir à Barcelone la police et des milliers de manifestants protestant contre l'incarcération d'un rappeur catalan, pour la cinquième nuit consécutive.

Cette série de manifestations a commencé mardi après l'arrestation et l'emprisonnement de Pablo Hasel, 32 ans, condamné à neuf mois de prison pour des tweets dans lesquels il insultait la monarchie et la police, ainsi que pour apologie du terrorisme.

La police s'était déployée en masse samedi soir dans les rues de Barcelone, ainsi qu'à Madrid, pour tenter de prévenir des violences. Les heurts ont débuté quand plusieurs milliers de manifestants se sont mis à marcher vers le QG de la police.

Les protestataires ont lancé des bouteilles, des canettes et des pétards en direction des policiers qui ripostaient par des charges, sur fond de barricades en flammes, selon un journaliste de l'AFP sur place.

Certains émeutiers ont brisé des vitrines le long de l'avenue Passeig de Gràcia, une des grandes avenues marchandes de Barcelone, pillant des boutiques de vêtements de luxe. Ils s'en sont aussi pris au bâtiment de la Bourse de Barcelone et ont incendié plusieurs motos.

La police régionale a indiqué que neuf personnes avaient été arrêtées dans les manifestations en Catalo-

gne, dont six à Barcelone. Et selon les services de secours régionaux, six personnes ont été blessées, dont deux à Barcelone.

A Madrid, 400 personnes environ se sont rassemblés dans le centre ville, sous forte protection policière, pour scander des slogans tels que «libérez Pablo Hasel» et taper des mains en cadence.

Des rassemblements de quelques centaines de personnes ont eu lieu également en début de soirée à Malaga, Cordoue et Séville (sud), selon les médias locaux.

Au total, près d'une centaine de personnes ont été arrêtées depuis mardi et de nombreuses autres blessées, dont des policiers et une jeune fille qui a perdu un oeil à Barcelone, probablement après un tir de balle en caoutchouc de la police.

La plupart des manifestations ont commencé à Barcelone, ville dont est originaire le rappeur, et se sont étendues à d'autres villes dans l'ensemble de l'Espagne, dont Madrid, Valence et Grenade (sud).

Les violences ont également suscité une querelle politique, exacerbée par les divisions au sein de la coalition gouvernementale qui regroupe les socialistes du Premier ministre Pedro Sanchez et le parti de gauche radical Podemos. Pedro Sanchez a condamné les violences tandis que les dirigeants de Podemos ont apporté leur soutien aux manifestants.

Des inondations dans la capitale indonésienne Jakarta font cinq morts

Les violentes inondations qui ont frappé les quartiers entiers de la capitale indonésienne Jakarta ont fait cinq morts dont quatre enfants, ont annoncé dimanche les autorités alors que de nombreux habitants regagnaient leur domicile afin de le remettre en état. Des pluies torrentielles se sont abattues au cours du week-end sur la ville, inondant des dizaines d'artères principales et contraignant des centaines de personnes à se réfugier dans des abris d'urgence.

Un homme de 67 ans a été retrouvé mort après avoir été pris au piège dans sa maison alors que les eaux étaient montées dans la partie sud de la capitale durement touchée, a indiqué à l'AFP Sabdo Kurnianto, directeur de l'agence de prévention des catastrophes de Jakarta.

Il a précisé que trois garçons sont morts après avoir été emportés par les flots et qu'une fille s'est noyée.

L'agence météorologique indonésienne a mis en garde les quelque 30 millions d'habitants de la mégapole contre un risque de fortes pré-

cipitation la semaine prochaine. Au cours de la saison des pluies, Jakarta est régulièrement touchée par des inondations.

«La rivière a débordé et cela a généré beaucoup de boue... cela engendre une immense perte financière pour moi», a déploré Ali Fatullah, un vendeur de fruits à Bekasi, dans la banlieue de Jakarta.

Il a indiqué que ses meubles et ses appareils électroniques ont été endommagés par l'eau. Selon M. Kurnianto, quelque 1.700 personnes étaient toujours réfugiées dans des hébergements d'urgence même si de nombreux habitants ont commencé à rentrer chez eux. Les inondations ont touché 200 quartiers de la mégapole et 40 d'entre eux étaient encore dimanche sous au moins 30 cm d'eau.

L'année dernière, la ville avait connu l'une des inondations les plus meurtrières depuis des années, avec des averses ayant également entraîné des glissements de terrain. Au moins 67 personnes dans la capitale et sa périphérie avaient péri au cours de cette catastrophe.



Autriche Un immigré rachète son foyer d'accueil pour aider à son tour

La peinture est encore fraîche mais Sukhdeep Singh, fier propriétaire des lieux, imagine déjà les familles de réfugiés prendre place dans cet ancien foyer d'accueil du sud de Vienne, où il a lui-même passé ses premières années de vie en Europe.



Il avait débarqué là de son Inde natale, alors qu'il n'était qu'un adolescent. Désormais chef de projet au sein du groupe allemand Siemens et père de trois enfants, il a décidé de sauver l'immeuble des promoteurs immobiliers.

«Je ne voulais pas qu'il soit repris par une personne sans aucun lien avec la maison et son histoire», explique à l'AFP le trentenaire, barbe taillée et grands yeux clairs.

BIENVILLANCE ET PERSÉVÉRANCE

Sukhdeep Singh s'est donc lancé dans un projet unique: rénover les 16 appartements, dont quatre seront mis à disposition de réfugiés - qui n'auront pas de loyer à payer.

Les fils électriques courent encore dans les escaliers et la ponceuse est reine, mais quand tout sera fini en mars, des familles pourront venir s'installer, tandis que le reste du lot sera loué au prix du marché pour rembourser le crédit.

Arrivé seul de la région du Punjab en 2003 après un éprouvant voyage à travers la Russie et l'Europe centrale, le jeune homme a trouvé refuge dans cet immeuble sans cachet, situé dans une zone industrielle.

«Pour être honnête, ma première impression du bâtiment a été terrible», se souvient-il. Au dernier étage, il montre la petite pièce où il a vécu six années. «Là il y avait mon lit, et ici c'était le deuxième couchage», dit-il en désignant le coin de la pièce où habitait un adolescent afghan.

En dépit de ce cadre de prime abord peu avenant, Sukhdeep Singh s'est attaché aux lieux, qu'il a associés au fil du temps à un esprit de bienveillance et de persévérance.

MÉMOIRES D'EXIL

La maison accueillait alors une cinquantaine de mineurs non accompagnés venus d'Afrique, de Moyen-Orient et d'Asie.

L'adolescent y a joué au foot, a tissé des liens, a appris la culture locale et l'allemand auprès des travailleurs sociaux, enseignants et psychologues. Traité avec respect, il a pu intégrer le système scolaire autrichien, un parcours couronné d'un diplôme universitaire.

C'est aussi là qu'il a rencontré un acteur et écrivain juif, aujourd'hui décédé.

Otto Tausig, qui a parrainé ses études, avait réuni les fonds pour acheter le bâtiment dans les années 1990 avant d'en faire don à une ONG protestante nommée Diakonie, dans le but d'accueillir de jeunes exilés comme lui jadis.

Ce Viennois avait échappé dans sa jeunesse aux nazis et fui à Londres.

Parallèlement à sa carrière au théâtre et au cinéma - où il a par exemple joué dans la «Reine Margot» ou «Place Vendôme» -, Otto Tausig consacrait son énergie à soutenir des causes. Il tenait particulièrement à ce foyer, à qui il avait donné le nom de sa grand-mère, Laura Gatner, morte comme des millions d'autres dans un camp.

Publicité

Fondation MAIRA (maladies auto-immunes, invisibles et rares)

Le 15 février 2021 et conformément à la loi n°12-66 relative aux associations, en particulier ses articles du 48 au 55 et du 13 au 24 et aux dispositions du code civil, en particulier l'article 49 et ses suites à l'Office notarial de Mme Amrani Bahia, sis Bordj El Kiffan, la Fondation MAIRA (maladies auto-immunes, invisibles et rares) a vu le jour. MAIRA est une fondation à but non-lucratif faite par et pour les patients atteints de maladies auto-immunes, invisibles et rares, à sa tête sa présidente Mme Meghezzi Meriem. Le siège de la Fondation se trouve au 04 rue Med Abdou, El Mouradia, wilaya d'Alger, néanmoins la Fondation s'engage à prendre en charge tous les patients sur le territoire national.

Les buts de notre Fondation sont multiples, la liste est non-exhaustive mais pour en citer quelques-uns: sensibiliser aux maladies auto-immunes invisibles et rares, aider au diagnostic et améliorer la prise en charge physique et mentale de ces maladies ainsi qu'apporter toute aide morale et financière aux patients.

APARTEMENTS

■A vendre apparts F2-F3-F4 et F5 promotionnel, cuisine équipée, chaudière, box de voitures...etc. situé à cité Petit, sur grand Boulevard wilaya, Miramar, Pépinière - 0772.43.37.38 -0555.89.91.04

■Tlemcen Loue F3, Haï zitoune, 2 F5, côté Kissaria - vend F5, 1^{er} étage Haï Nacim - Villa R+2 avec 4 logts (F4) + 1 local + 1 jardin + 1 puits fonctionnel - L.F. à Saf Saf (affaire à saisir) - Terrain 440 m² L.F à Birouana - Agce NOUR - Tél : 0773.30.81.70

■A vendre appartement F3 à Bir el Djir, 4^e étage, avec ascenseur, acté propre ensoleillé, avec 2 balcons, libre de suite - Tél : 0770.40.19.72

■A louer appartement F3 (80 m²) 1^{er} étage à Imama Tlemcen (près de la poste d'Imama) -Tél information : 0775.46.81.01 - visite : 0778.21.83.16

■A vendre à ORAN à Lotfi/centre-ville, F4 meublé de 130 m² au 7^e étage avec ascenseur, 3 façades, 3 chambres avec balcon individuel, grand salon, salon à manger, cuisine, SDB, toilettes et placard. Prix : 1 milliard 950 millions - Tél : 0560.19.75.28

■A vendre F2, sup 56,5 m², 02 chambres, salle de bain, WC, grande cuisine + séchoir au 9^e étage, avec ascenseur; bloc très calme - Tél : 0779.21.04.15-0540.29.00.47

■A vendre appartement F4, 87 m², 3 façades, état initial, acté, bien ensoleillé, 6^{ème} étage, avec ascenseur, situé à Seniramis, bd, rue de Mostaganem, Centre-ville d'Oran -Tél 0559.85.57.04. Prix 940 U

■Loue F3 Belgaïd 3^{ème} (2.5 U) F3 Miramar Bureau 1^{er} (3U) F3+ Box, Bd des Lions 4^{ème} (6U) F4 Plateau 3^{ème} (3U), F5 Ain El Turck 4^{ème} (2.5), F1 centre-ville (2U) Ag Abdallah : 041.29.14.59 / 0770.40.87.48

■Vends appart F2, acté, 41,96 m², 4^e étage, 2 chambres, 1 cuisine, salle de bains, toilette à Yaghmouracen, Oran -Tél : 041.74.66.07 -0542.26.01.14

■Promotion immobilière EMI TURKISH vous propose des appartements haut standing de type F2/F3/F4/F5 en vente sur plan au niveau de la forêt « El Menzah » ex Canastel ORAN. Contactez-nous sur 0770.96.45.63/64 ou sur Fixe : 041.83.84.26

■Echange un bel F3, grandes 2 façades, peut-être modifié en F4. Désistement, 1^{er} main, à Hassi Ben Okba, contre F3 ou F2 ou une petite maison de maître, à Oran ou environs, pas de courtier SVP - Tél : 0657.47.80.07

■Loue à Bouisseville Ain el Turck, F3 90 m², quartier calme, tout confort, près de mosquée Aboubakr Seddik, 25.000 DA/mois - avance demandée - Tél : 0778.84.19.60

■A vendre appartement F3, superficie 67 m², bien aménagé, bien ensoleillé, situé derrière l'hôtel 'Vendôme', Khaled. Prix après visite - Tél : 0696.98.55.86

VILLAS

■Vends villa, sup 318 m² F3 + un grand salon + un grand dépôt + une grande cour + SDB + toilettes + une terrasse. Adresse cité Castors T.U.O Maraval -Tél : 0791.30.71.05 - 0553.33.30.59

■A vendre ou à louer immeuble de 6 appart, vide, 2 appart par étage, RDC, un gd local, situé à Plateau. Oran - Tél : 0661.20.24.61 ou 0773.51.26.19

■Tlemcen : vend villa, façade sur route principale commerciale, actée, permis de construire, conformité, livret foncier située près des ruines Mansourah - Tlemcen Tél/ : 0555.27.39.43 / 0699.05.77.37

■Tlemcen : échange villa haut stand, centre tlemcen, const récente toutes commod et habitable de suite, contre appart à Hydra ou carcasse. Etudie toutes propositions - Tél : 0555.27.39.43 / 0699.05.77.37

■Tlemcen : vend villa haut stand, const- récente, 300 m², centre Tlemcen, toutes commod. chauffe-central, bache à eau, tél, Internet, garage, stationnement sécurisé, actée, permis const- conformité, livret foncier -Tél : 0555.27.39.43 / 0699.05.77.37

VEHICULES

■Achat véhicules accidentés ou en panne légers et lourds Tél : 023 24 33 83 / 0550 59 03 60 0771 39 49 82

EMPLOIS

■Pizzéria restaurant, à Oran, cherche plaquiste qualifié et femme de ménage, sérieuse disponible de suite - 0550.93.51.49

■Institut de beauté cherche coiffeur ou coiffeuse esthéticienne stylist angulaire. Contact : 0561.93.89.49

■Recrutement ouvert le Centre d'appel BUSINESS CALL CASTORS recherche téléopérateurs (trices) parfaitement francophones. Expérience exigée, min 6 mois. Envoyez vos Cv call.business.rh@gmail.com

■Entreprise intéressante vous propose un poste de travail d'agent commercial (anglophone). Veuillez postuler votre CV sur ce mail : sebbanefethi@gmail.com

■Agence Assurance Trust cherche un chef d'agence retraité ayant plus de 20 ans d'expérience - Maîtrisant l'outil informatique - Contacter : le 041.33.00.52

TERRAINS

■A vendre lot de terrain de 400 m², 15m de façade, acté + livret foncier, situé à avenue Sidi Chahmi / Oran -Tél : 0782.47.10.32

■Vends terrain 600 m² à Oran, Bel-Air - Tél : 0550.54.08.04

■Vends terrain, zone industrielle Hassi Ameur 15.000 m² - tél : 0555.89.08.39

LOCAUX

■Promotion immobilière loue des locaux commerciaux et vend des services aménagés en F3, SDB, WC, à Belgaïd, (près de la mosquée Machaallah). Nouveau pôle urbain, Oran - Tél : 213.770.338.576

■Loue locaux de 25/61/65 m², revêtement dalles de sol, plafond BA 13, spots rideaux électriques, situé à Haï Ferhat, Boulanger/Oran -Tél : 0561.66.60.80 -0549.39.34.37

■A vendre à bel Air, ORAN, à 50 m du bd Froment Coste, local com-

mercial de 160 m² (20 m² au RDC et 140 m² au 1^{er}) acté, entrée indépendante et place de parking, au RDC, bureau P-DG, grand espace, 2 SDB. Convient à fonction libérale avec plusieurs lignes de téléphones et Wifi. Prix ; 1 Milliard 950 Millions - Tél : 0560.19.75.28

DIVERS

■Etablissement privé de formation professionnelle ALMASE lance formation qualifiante en coiffure hommes, coiffure femmes, éducatrices d'enfants, HSE - Tél : 783.85.07.81/ 0554.01.48.37 - 0658.36.06.14/ 0796.00.07.89

■Loue licence de cafétéria à Oran - Tél : 0776.32.50.92 - 0556.27.09.66

■Mettons en location licence café Tél : 0558.28.83.34 - 0794.23.43.49

■UniBeauté Ecole de formation professionnelle, lance des formations modulaires en coiffure hommes ; techniques de coiffage, visagisme, coupe, coloration, traitement capillaire, taille et rasage - Tél : 041.83.41.41/42 / 0770.00.53.43. Adss 04 rue Ezzaoui Mustapha, Gambetta, Oran

■Cause santé, vend matériel de fabrication neuf pour la production de goulottes en plastique et de production de tubes pour gaz médical et pneumatique - Tél : 0666.02.50.12

■Prends en charge des travaux de démolition, gros-œuvre, maçonnerie gle, décorat façade, clés en mains, aménagement, rénovation, fourniture et pose - Tél : 0794.30.39.03

■UniBeauté Ecole de Formation professionnelle, lance des Formations en Esthétique : Visagisme, Maquillage, Massage, Soins du visage, épilation, Manucure et Pédicure, Tél : 041.83.41.41 / 42.42 / 0770.00.53.43 Adresse : 04 Rue, Ezzaoui Mustapha Gambetta, Oran

PENSÉE

Très cher père
BOT Charef
09 longues années se sont déjà écoulées. Depuis cette journée fatidique du 22/02/2012, tu nous as quittés pour toujours, subitement par un cœur qui ne voulait plus continuer à battre par la volonté de celui qui nous a créés. Tu t'es simplement absenté de la vie sans crier gare. Tellement, imperceptiblement laissant derrière toi un vide incommensurable, impossible de le combler. Sois-en sûr que malgré la mort impitoyable, tu es resté présent dans notre cœur. Ton épouse, tes enfants et tes petits-enfants
La famille BOT Charef.



PENSÉE

Les familles
FSIAN et
KHEBIZI
A notre cher papa
Moudjahid BELKHEIR
pénible fut ce vendredi 21/02/2020 quand nous a quittés à jamais notre cher papi. Nous continuerons à souffrir en silence. Merci papi pour tout ce que tu as fait pour chacun de nous. Nous n'oublierons jamais ton visage et ta gentillesse. Nous te souhaitons la paix de l'âme et le repos dans les jardins éternels du paradis.
Ta femme et tes enfants qui t'aiment très très fort.



REMERCIEMENTS

Suite au décès de **Mme HAJA MELIKA OUHIBI**

épouse Maître **LOUHIBI MOHAMED BACHIR,**

celui-ci et leurs enfants **KARIM, NABIL et DALILA** adressent leurs

sincères remerciements à toutes les personnes qui ont compati à leur

malheur par leurs messages et leur présence et les prient de trouver leur

sincère et indéfectible reconnaissance.

« La mort est un seuil que nous devons tous franchir, les grands orgueils

comme les petites modesties » a dit le sage.

Société privée sise à Sidi Bel-Abbès

Recrute dans l'immédiat :

1) **Ingénieur en Hydraulique**

-Expérience dans le poste souhaitée

-Libre de tout engagement

Salaire à débattre

Adressez :

Lettre de motivation + CV

A zone industrielle, lot n° 100 B,

Sidi Bel-Abbès

Ou Mail : **tabet.plast@gmail.com**

2

11.15 Les Z'amours
11.50 Tout le monde veut prendre sa place
13.00 Journal 13h00
13.55 Ça commence aujourd'hui
16.10 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
18.00 Tout le monde a son mot à dire
18.35 N'oubliez pas les paroles
19.40 Météo 2
20.00 Journal 20h00

21.05 Je voulais juste rentrer chez moi



Téléfilm policier - France - 2016
Avec Mathilde Seigner, Thomas Mustin, Jean-Claude Leguay, Yves Rénier
En septembre 1986, les corps sans vie de deux enfants sont découverts sur un talus de chemin de fer, à Montigny-lès-Metz, dans le département de la Moselle. La police s'intéresse à un garçon de 16 ans, Patrick Dils. Bien qu'il clame son innocence, l'adolescent est condamné à la perpétuité. Sa mère, Jacqueline, va affronter une impitoyable machine judiciaire pour le faire libérer.

3

10.48 Ensemble c'est mieux !
12.25 12/13 : Journal national
14.05 Un cas pour deux
16.15 Des chiffres et des lettres
17.00 Slam
17.45 Questions pour un champion
18.25 Agissons avec Jamy
19.30 19/20 : Journal national
19.55 Ma ville, notre idéal
20.20 Plus belle la vie
20.45 Tout le sport
21.00 Météo

21.05 La grande saga de nos montagnes, les Alpes



Longtemps restées le dernier territoire sauvage de notre pays, les Alpes sont aujourd'hui un espace de loisirs et d'évasion. Ce documentaire retrace leur histoire au cours du siècle passé à travers des images d'archives et des témoignages de paysans, de promoteurs, d'ingénieurs, de champions ou même d'alpinistes. Vous découvrirez comment ces montagnes ont été bouleversées par la modernité en l'espace de quelques décennies.

4

11.45 Unikitty
12.20 Masha & Michka
13.30 C'est toujours pas sorcier
14.00 Les cahiers de vacances Lumni
14.50 Un jour, une question
15.25 Oscar & Malika, toujours en retard
16.50 Ninjago
17.35 Les as de la jungle à la rescousse
19.15 Il était une fois... la vie
20.05 Une saison au zoo

21.05 Le meilleur du 43e Festival international du cirque de Monte-Carlo



Ce spectacle propose les meilleurs numéros du 43e Festival International du Cirque de Monte-Carlo, un spectacle époustouflant qui allie cirque et cabaret. Plus de 150 artistes, originaires de 15 pays, se produisent sur la piste du chapiteau de l'Espace Fontvieille, à Monaco. Au programme : le trio clownesque Without Socks, les acrobates voltigeurs The Owl and the Pussy Cat...

5

10.50 Klinky et les suricates du Kalahari
11.45 La quotidienne
13.40 Le magazine de la santé
14.35 Des trains pas comme les autres
15.10 Décollage pour l'Amérique
16.00 Brésil sauvage
16.55 C Jamy
17.30 C à dire ?!
17.45 C dans l'air
19.00 C à vous
20.20 Passage des arts
20.50 Les Aventures du baron de Münchhausen
23.00 C ce soir, le débat
23.59 Salto

arte

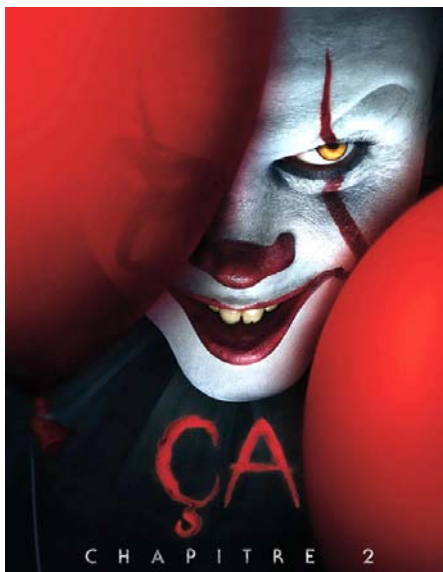
09.25 GEO Reportage
11.20 Le ventre de Zagreb
12.05 Le ventre de Toulouse
12.50 Arte journal
13.00 Arte Regards
13.35 L'aigle des mers
15.35 L'appel du Grand Nord
16.30 Invitation au voyage
17.15 X-enius
17.45 Des monuments et des hommes
18.10 Un billet de train pour...
19.45 Arte journal
20.05 28 minutes
20.55 Raccrochez, c'est une erreur
22.20 Mary Reilly

TF1

10.30 Crimes et faits divers : la quotidienne
13.05 Crimes et faits divers : la suite
15.10 Si près de chez vous
17.35 Héritages
19.35 Crimes et faits divers
21.05 Crimes

C 8

12.45 William à midi
14.20 Inspecteur Lewis
18.10 A prendre ou à laisser
19.40 TPMP : première partie
20.40 Touche pas à mon poste !
21.15 Gentlemen cambrioleurs



CINE + FRISSE 20.50

ÇA, CHAPITRE 2

Film d'horreur - Etats-Unis - 2019
Avec Bill Skarsgard, Sophia Lillis, Jessica Chastain, James McAvoy
En septembre 1989, à Derry, dans le Maine, Beverly, Bill, Ben, Mike, Richie, Eddie et Stanley, du Club des Ratés, viennent de vaincre le clown Grippe-Sou, et promettent de se retrouver si le monstre devait réapparaître un jour. Vingt-sept ans plus tard, dans la même ville, alors qu'il sort d'une fête foraine avec son compagnon, Adrian, agressé par des brutes homophobes, est ensuite victime de Grippe-Sou. Branché sur la fréquence de la police, Mike, le seul membre du Club des Ratés qui habite encore Derry, comprend que le clown maléfique est de retour.

W9 21.05

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE



Film d'aventures - Etats-Unis - 1981
Avec Harrison Ford, Karen Allen, Wolf Kahler, Paul Freeman, Vic Tablian
Professeur d'archéologie, Indiana Jones parcourt le monde à la recherche de trésors. Son rival, le Français René Bellocq, travaille pour les nazis qui rêvent de retrouver l'Arche d'alliance contenant les Tables de la Loi. Or, feu le professeur Ravenwood, père de Marion, l'experte amie d'Indiana Jones, détenait une médaille permettant de localiser l'arche. Jones part sur les traces de Marion au Népal.

RTL9 20.50

DOUBLE TRAHISON



Thriller - Etats-Unis - 2014
Avec Idris Elba, Taraji P Henson, Leslie Bibb, Kate del Castillo
A Atlanta, Colin Evans, un dangereux criminel, vient de s'évader de prison. Après avoir tué son ancienne petite amie, l'assassin prétexte un accident de voiture pour s'introduire chez Terry, une jeune femme qui vit avec ses deux enfants.

TÉLÉVISION

TF1

21.05 Je te promets



Série dramatique - France - 2020
Saison 1 - Episode 7/12

- Mauvaise mère !
Avec Camille Lou, Hugo Becker, Marilou Berry, Guillaume Labbé, Narcisse Mame
Florent ayant mis le cabanon familial en vente, les triplés doivent s'y rendre pour le vider. Une idée qui réjouit Mathis car cela lui donne une bonne raison de mettre ses souvenirs derrière lui. Michaël a décidé d'inviter toute la troupe du théâtre, dont fait partie sa nouvelle conquête, Olivia. Une initiative qui n'est pas pour plaire à Maud qui, de son côté, vit très difficilement sa rupture avec Tanguy.

6

21.05 Cauchemar en cuisine



Le chef Philippe Etchebest débarque à Saint-Estèphe, en Dordogne, chez Thierry et Amanda, un couple franco-anglais qui a ouvert un pub il y a un peu moins d'un an. Contrairement à son habitude, quand il est arrivé, le chef a été agréablement surpris par la décoration "so british" et le charme à l'anglaise d'Amanda... Malheureusement, il a très vite déchanté. En plus de la cuisine qui laisse à désirer, l'organisation en salle est surréaliste et Amanda et Thierry se laissent complètement déborder. S'ils continuent comme ça, leur restaurant va droit dans le mur.

CANAL+

21.07 Paris Police 1900



Série dramatique - France - 2021
Saison 1 - Episode 5/8

Avec Jérémie Laheurte, Evelynne Brochu, Thibaut Evrard, Marc Barbé
En suivant Marguerite Steinheil, Antoine Jouin découvre des éléments à charge contre Gabriel Sabran dans l'affaire du meurtre de Joséphine. De son côté, le préfet Lépine annonce qu'un suspect a reconnu les faits après avoir été arrêté par l'inspecteur Fiersi. Jeanne Chauvin a disparu après la fermeture forcé du cabinet par les anarchistes. Antoine met tout en oeuvre pour la retrouver.

PLANETE +

09.10 Les grandes batailles de la 2e Guerre mondiale
10.58 Les chevaliers Templiers et le Saint-Graal
12.27 Des villes à hauteur d'hommes
13.22 La magie de l'évolution
15.14 Planète chefs
17.06 Le dilemme Facebook
19.04 Traqueur de serpents
20.05 American Pickers, la brocante made in U.S.A.
20.55 La grande histoire des armes
22.44 Etats-Unis : fondements d'une nation

TFX

09.00 TFX infos
09.15 Mamans & célèbres
12.20 Les frères Scott



16.00 Mamans & célèbres
18.00 La villa des coeurs brisés
20.00 Friends
21.05 Appels d'urgence

W9

10.30 W9 Hits Gold
11.35 W9 Hits
12.45 Météo
12.50 NCIS
16.40 Un dîner presque parfait



18.50 Les Marseillais à Dubaï
21.00 Météo
21.05 Les aventuriers de l'Arche perdue
23.10 Deepwater

**FLÉCHÉS N° 7984**

							VERRE BLANC, LIMPIDE, A SONORITÉ CLAIRE	
			VA A RECULONS ! K.-O.			ARTICLE RENDRE STUPIDE		
		↑						
		↑	AU BOUT DE LA NUIT TRADITIONS					
							MESURE CHINOISE CHANCEUX, VERNI	
	↑							
	MALICE ENCHANTÉ		↑	BOUGIE PIECES DE CAISSE PRONOM		↑	TRAVAUX DE GROUPE LES POLES ! PAYS	
	↕		↓		↑			
				MATIERE A PRISER, CHIQUEUR, FUMER		↕		
					↑			
					PLUIE SOUDAINE ET ABON- DANTE			
							↑	
	↑						↑	
	EN PLEIN CHAOS ! HOTES	↕	↕	TABLEAU SCIENCE- FICTION		↑	REGLE FIN DE GROUPE	
					↑			
				PROPOSITION MONARQUES IDIOTS				
	↕							
	VOIES TANTALE							
	↓							
		↕						
		SALI, RENDU IMPUR SAINT		BOUCLÉ, CREPU CERNÉ, ENCERCLÉ		↑	MORCEAUX DE SOLE	
	↑							
	PIECES D'ETOFFE POUR SE PROTÉGER DU FROID							SIGNES () POUR INTERCALER UNE REMARQUE

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

- A. Elles n'ont plus l'air qu'elles avaient.
- B. Aperçu. Esprit dérangé.
- C. Romains. Tourteau.
- D. Fait banco !
- E. Bleu marine. Fait le tour.
- F. Montées.
- G. Objet de parcours.
Robe de chambre.
- H. Des fruits pour rien !
- I. Ponant. Terrain d'attente.
- J. Père d'une humanité nouvelle.
Jours de planche en mer.

E	T	E	R	C	E	S	E	P	U	O	R	T	N	N
L	R	P	R	E	M	I	R	F	L	I	K	N	O	I
A	E	N	E	V	A	P	E	I	V	C	P	E	I	A
C	N	I	E	S	I	M	A	R	A	O	R	M	T	R
S	G	A	L	E	E	R	E	N	I	E	V	A	E	R
E	I	M	I	T	N	S	S	S	I	N	E	T	R	E
C	A	E	O	N	G	O	S	R	O	D	N	S	C	T
N	B	D	V	O	I	E	I	I	U	A	N	E	S	P
E	R	U	M	L	E	O	T	T	H	B	A	T	I	R
I	E	T	O	O	P	I	I	L	P	C	P	A	D	E
R	V	I	M	V	N	L	R	O	O	M	N	V	N	N
E	I	V	E	U	I	I	E	U	L	C	E	A	I	O
P	T	R	P	M	N	E	B	P	A	O	M	R	L	M
X	O	E	I	E	E	O	U	E	G	H	A	C	E	F
E	M	S	V	E	V	A	C	T	E	C	I	L	O	P

1 B	2 O	3 R	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

3	17	1	17	4	4	5	8	3	7
17	1	2	8	4	17		3	6	17
14		8	12		4	7		14	10
14	2	3		15	17	8	14	16	5
2		10	17	3	11	5		5	7
8	9	6		17	6	18	5	7	
3	5	9	5	7		2	8		4
14		15	11		10	6	7	4	5
6	9	8	6	4		7		5	7
		5	7	7	6	5	8	12	
1	17	3	7		10		7	4	5
10	9		6	2		10	5	8	3
8	9	6	2	9	7		3	5	15
13	5	6	9	4	5	7		10	2
13	5		7		4	3	8	7	4

M	A	N	S	U	E	T	U	D	E
I	R		A		C	R	O	U	P
N	E	N	U	P	H	A	R		O
U	T		G		A	F		T	U
T	E	R	R	I	F	I	E	E	S
A			A	E		A	C	T	E
I			I	N	F	U	S	E	
R	E	L	U		D		T	O	T
E	T	L		R	E	C	E	N	T
S	C	E	N	A	R	I	S	T	E

C	A	B	R	I	O	L	E	T
A	M	E	S	T	R	E	U	R
O	M	E	T	R	E	V	E	R
U	S	E	R	A	E	O		
T	O	A	S	T	R	E	S	
C	I	N	Q	R	N	E		
H	R	U	S	A	N	T		
O	F	E	M	I	N	I	N	
U	N	I	T	E	N	E	O	
C	O	N	T	E	B	R	U	
V	E	I	L	E				
P	A	S	S	A	G	E	R	S

FOUILLIS N° 7983
SAFRAN (Sa - Franc)

7	8	6	5	2	9	4	3	1
9	2	1	8	3	4	7	6	5
4	3	5	1	6	7	8	2	9
2	1	8	3	4	6	5	9	7
6	5	7	9	1	8	3	4	2
3	9	4	2	7	5	6	1	8
8	6	9	4	5	2	1	7	3
5	7	3	6	9	1	2	8	4
1	4	2	7	8	3	9	5	6

1	C	2	A	3	N	4	L	5	M	6	G
7	U	8	S	9	O	10	D	11	I	12	R
13	E	14	B	15	P	16	F	17	T	18	
19		20		21		22		23		24	
25		26									

							7	3
		5	6	1				
		7	4		3			
5				6	2		1	
2		4	9				5	
	1	9			8	3		
	8	3		9	5	6		2
				3				9
	2	6		8		1		

Libye: le ministre de l'Intérieur échappe à une tentative d'assassinat



Le puissant ministre de l'Intérieur libyen, Fathi Bachagha, a échappé dimanche à une tentative d'assassinat sur l'autoroute près de la capitale Tripoli, a affirmé à l'AFP son entourage.

Le convoi de M. Bachagha a été la cible de balles tirées à partir d'une voiture blindée à Janzour, à une douzaine de kilomètres de Tripoli, a-t-on ajouté. "L'escorte de police qui suivait le ministre a riposté. Deux des assaillants ont été arrêtés, le troisième est à l'hôpital. Le ministre va bien", selon la même source.

Fathi Bachagha, un poids lourd de la politique locale, revenait d'une visite de routine au siège d'une nouvelle unité de sécurité qui dépend de son ministère, d'après la même source.

M. Bachagha avait été désigné en 2018 ministre de l'Intérieur du Gouvernement d'union nationale (GNA), reconnu par l'ONU et basé à Tripoli. Ce cacique de 58 ans qui a fait de lutte contre la corruption son cheval de bataille était fortement pressenti pour occuper le poste de Premier ministre par intérim, finalement revenu début février à Abdel Hamid Dbeibah, dans le cadre d'un processus parrainé par l'ONU.

Nigeria: sept morts dans le crash d'un avion militaire



Sept personnes qui se trouvaient à bord d'un avion militaire ont été tuées dimanche dans le crash de leur appareil près de la capitale du Nigeria, Abuja, a annoncé un porte-parole de l'armée de l'air.

La cause de l'accident n'était pas connue à ce stade, mais des responsables ont indiqué que le pilote avait fait état d'un moteur défaillant. "Un Beechcraft KingAir B350i de l'armée de l'air nigérienne s'est écrasé alors qu'il rentrait vers l'aéroport d'Abuja après avoir constaté une défaillance moteur", a indiqué le porte-parole Ibikunle Daramola dans un communiqué.

"Les sept personnes à bord sont malheureusement toutes mortes dans l'accident", a-t-il ajouté.

L'avion devait se rendre à Minna, la capitale de l'Etat du Niger.

Une vidéo postée sur les réseaux sociaux montrait des canons à eau utilisés pour éteindre les flammes sur les lieux du crash, sous l'oeil d'un grand nombre de badauds.

Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances de l'accident, a indiqué l'armée de l'air.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

De nouveaux ministres, le nombre de ministères revu à la baisse



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a signé hier dimanche le décret présidentiel n° 78 portant remaniement ministériel, a indiqué un communiqué de la présidence de la République. Le chef de l'Etat a aussi procédé en vertu de ce remaniement ministériel, à la réduction du nombre des départements ministériels, afin est-il indiqué auprès de la présidence « se focaliser sur l'efficacité sur le terrain par l'implication de nouvelles compétences ».

Ainsi le portefeuille de l'industrie change de ministre avec la nomination Mohamed Bacha en remplacement de Ferhat Ait Ali. Arkab est lui placé à la tête du ministère de l'énergie et des mines, qui devient un seul ministère. Tarek Belaribi remplace Kamel Naceri à la tête du ministère de l'habitat, et ce dernier est nommé à la tête du ministère des transports et des travaux publics, en remplacement de Farouk Chiali. Le portefeuille des ressources en eau change lui aussi de titulaire avec la nomination de Mustapha Kamel Mihoubi à la place de Arezki Beraki. Au niveau du ministère de la numérisation et des statistiques, Hocine Charhabil est nommé à la place de Mouni Khaled Berrah. Mohamed Ali Boughazi est nommé à la tête du ministère du tourisme et de l'artisanat en remplacement de Mohamed Hamidou. Le portefeuille de l'environnement change lui aussi de titulaire avec la nomination de Dalila Boudjemaa à la place de Nacéra Benharat.

Liste des membres du gouvernement

-**Abdelaziz Djerad** : Premier ministre.
-**Sabri Boukadoum**: Ministre des Affaires étrangères.
-**Kamel Beldjoud**: Ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire.
-**Belkacem Zeghmati**: Ministre de la Justice, garde des Sceaux.
-**Aïmene Benabderrahmane** : ministre des Finances.
-**Mohamed Arkab**: ministre de l'Energie et des Mines.

-**Chems Eddine Chitour** : ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables.

-**Tayeb Zitouni** : ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit.

-**Youssef Belmehdi**: ministre des Affaires religieuses et des Wakfs.

-**Mohamed Ouadjaout** : ministre de l'Education nationale.

-**Abdelbaki Benziane**: ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

-**Hoyam Benfriha**: ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels.

-**Malika Bendouda**: ministre de la Culture et des Arts.

-**Sid Ali Khaldi**: ministre de la Jeunesse et des Sports.

-**Hocine Cherhabil**: ministre de la Numérisation et des Statistiques.

-**Brahim Boumzar**: ministre de la Poste et des Télécommunications.

-**Kaoutar Krikou**: ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme.

-**Mohamed Bacha**: ministre de l'Industrie.

-**Abdelhamid Hemdani** : ministre de l'Agriculture et du Développement rural.

-**Tarek Belaribi**: ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville.

-**Kamel Rezig**: ministre du Commerce.

-**Ammar Belhimer**: ministre de la Communication, Porte-parole du gouvernement.

-**Kamel Nasri**: ministre des Travaux publics et des Transports.

-**Mustapha Kamel Mihoubi**: ministre des Ressources en eau.

-**Mohamed Ali Boughazi**: ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial.

-**Abderrahmane Benbouzid**: ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

-**El-Hachemi Djaâboub**: ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

-**Bessma Azouar**: ministre des Relations avec le Parlement.

-**Dalila Boudjemaa**: ministre de l'Environnement.

-**Sid Ahmed Ferroukhi**: ministre de la Pêche et des Productions halieutiques.

-**Abderrahmane Lotfi Djamel Benbahmad**: ministre de l'industrie pharmaceutique.

-**Nassim Diafat**: ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des micro-entreprises.

-**Yacine El-Mahdi Oualid** : ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie de la connaissance et des start-up.

-**Ismail Mesbah**: Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière chargé de la Réforme hospitalière.

-**Salima Souakri** : Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Jeunesse et des Sports, chargée du sport d'élite.

-**Yahia Boukhari**: Secrétaire général du Gouvernement.

Maroc : manifestations contre la dégradation de la situation économique



Des centaines de personnes ont continué leur mouvement de protestation dans la province de M'diq-Fnideq dans le nord du Maroc contre la dégradation de la situation économique, ont rapporté les médias.

Les manifestants ont bravé pour le troisième vendredi consécutif l'interdiction des autorités locales de tout rassemblement. Lourde-ment impactés par la fermeture des frontières avec l'enclave espagnole Ceuta, les habitants de Fnideq qui pour la plupart gagnent leur vie à travers le commerce informel entre les frontières, sont sortis protester une nouvelle fois contre la détérioration des conditions de vie dans la ville.

Cette nouvelle manifestation intervient trois jours après le verdict du tribunal de Tetouan, condamnant quatre jeunes, dont un membre du Parti al Adl wal Ihsane, arrêtés lors du premier sit-in du 5 février.

La première manifestation a commencé le vendredi 5 février. Les forces de l'ordre marocaines avaient dispersé un sit-in auquel ont pris part des milliers de citoyens, dénonçant la détérioration des conditions de vie de la population locale et revendiquant "la dignité et le travail" suite à la fermeture de la frontière avec l'enclave espagnole de Ceuta.

Après de longs mois à attendre une réponse du gouvernement aux appels de détresse, la situation a dégénéré en affrontements entre manifestants et forces de l'ordre.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LE FALLOIR GALVAUDÉ

Le verbe falloir est sans doute le plus usité par les Algériens. En tous lieux et en tous temps, l'intimation la plus creuse du vocabulaire est galvaudée pour n'importe laquelle des raisons sans que l'on se rende compte que sa réalité est une invitation à la démission. Son étalage à tout bout de champ pousse au désarmement et ce sont toujours les faux savants bavards qui s'ingénient à vouloir attacher ceux qui les écoutent à un enseignement virtuel pour les noyer dans une drôle de diversion. On instruit de ce qu'il faut faire en torturant le verbe falloir sans égard pour le comment faire et la légèreté de son contenu est d'autant plus inconséquente qu'elle se formule en croisant les bras.

Que de manipulateurs de théories le

pays recèle mais la plupart restent abrités sous le toit du vocabulaire, les uns convaincus d'être détenteurs de la science infuse, les autres ligotés par un système qui ne leur accorde que les fortes humeurs virtuelles des mots.

Face à la crise démentielle qui secoue l'Algérie, tout un chacun sait ce qu'il faut faire et le rabâchage de l'intimation s'arrête à la gratuité des dictionnaires et ne soumet malheureusement pas la vague déclaration à aucun engagement.

Entreprendre n'est pas facile et l'action n'est pas aisée. Se contenter d'instruire et recommander à la légère ce qu'il y a à

faire, en occultant les immenses embûches du terrain, n'est-il pas finalement le témoignage d'une fuite en avant pour se dégager de sa responsabilité ? A l'impossible nul n'est tenu. Mais indiquer aux autres des itinéraires sans adresses est illusoire.

Il est évident que les éclairages sont les bienvenus et que leurs utilités ne sont pas à démontrer. Mais ceux qui formulent à l'emporte-pièce des exigences se plient-ils d'abord eux-mêmes à leurs recommandations verbales et s'impliquent-ils eux-mêmes dans ce qu'ils exigent ? Le plus élémentaire s'arrêterait d'abord à une petite question de civisme et de civilité. On ne peste pas quand son voisin ne respecte pas un feu rouge, quand on ne résiste pas soi-même à le brûler.